

Rose-Marie pour l'action sociale s'il te plaît.

## **COMMISSION ACTION SOCIALE, ENFANCE, FAMILLE/SANTE**

---

### **12. Action Sociale : BP 2023**

**Rose-Marie BERTAUD :** M. le Président, chers collègues. Présentation du budget de l'action sociale. Comme vous le savez, c'est une action extrêmement importante sur tout le Département au travers de nos neuf Maisons de solidarité et des Maisons de proximité. Le budget qui vous est présenté ne compte pas le salaire de tous les agents qui, lui, rentre dans la RH, cela a aussi son importance. Il s'agit d'un budget constant, décliné en plusieurs missions, avec des grandes orientations pour 2023. Quelques éléments notables à relever :

- L'ajustement des crédits d'accompagnement des publics vulnérables. Nous avons un peu moins de public vulnérable, dû au vieillissement de la population, ce qui fait que les personnes à la retraite ne rentrent plus dans ces dispositifs,
- Le transfert de la gestion de la subvention à Soliha-Ais de la Mission Appui Technique Territoire et Habitat de la DAS (Direction de l'Action Sociale). C'est un transfert d'une subvention,
- L'inscription des actions du plan pauvreté prévues en 2023 pour la structuration de réseaux locaux de professionnels pour assurer un accueil social inconditionnel de proximité et des actions de structuration de l'aide alimentaire,
- Un transfert de gestion des subventions au Réseau d'Écoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP) qui passe aussi à la Direction de l'Enfance et de la Famille. C'est ce qui modifie quelque peu le budget, mais c'est à la marge.

En 2023 nous allons :

- Poursuivre notre soutien aux épiceries sociales et l'appui à la structuration de l'aide alimentaire sur le département. Une démarche est en cours pour la coordination de l'aide alimentaire sur le département,
- Développer les actions qui visent à accroître la participation des personnes accompagnées, comme cela se fait pour les personnes âgées. Nous souhaitons que les usagers participent davantage par la référence de parcours sur l'ensemble du Département,
- Restructurer les réseaux d'accueils sociaux inconditionnels de proximité,
- La bascule de deux aides financières, secours d'urgence et allocations mensuelles, qui vont passer – comme nous l'avons déjà évoqué à plusieurs reprises – en chèques multiservices puisque nous n'allons plus pouvoir délivrer de chèques. Nous allons le mettre en place progressivement. Les bénéficiaires vont avoir un délai de deux mois pour s'approprier le dispositif qui sera la remise de chèques d'accompagnement personnalisés qui pourront être utilisés chez un certain nombre de commerçants qui y adhèrent.

Nous allons être sur un budget constant au niveau de l'action sociale. Nous maintenons le niveau des subventions sociales données chaque année. Nous maintenons les aides aux vacances. Nous vous proposons d'inscrire un budget à hauteur de 1 637 000 € en dépenses et 163 000 € en recettes. Le budget est à peu près équivalent à celui de l'année dernière. Nous maintenons notre soutien aux épiceries sociales à la même hauteur que l'année dernière avec une augmentation. Bien évidemment, nous resterons extrêmement vigilants puisque nous allons certainement voir des difficultés arriver en 2023. Nous en sommes conscients et nous serons vigilants sur le sujet.

**Alain PICHON** : Des besoins supplémentaires assurément. Merci Rose. Ludovic.

**Ludovic DEVERGNE** : Merci M. le Président, quelques mots d'explication de vote sur ce budget. Là aussi, nous saluons une orientation avec des moyens complémentaires sur certaines actions. Néanmoins en page 136, nous pouvons contorsionner la langue française. Il est indiqué qu'il y a « un maintien de la hausse ». En fait, c'est une stagnation en langue française sur les épiceries sociales. C'est vrai que cela a été augmenté, mais l'année prochaine, ce ne sera pas le cas. Cela restera à l'identique et effectivement cela vient d'être indiqué par notre collègue, les besoins concernant les épiceries sociales vont être malheureusement – si j'ose dire – très importants en 2023 avec l'inflation qui grignote le pouvoir d'achat des plus fragiles. C'est vrai que quand on vit avec 10 000 € par mois, l'inflation n'est pas un sujet, mais quand on vit avec 800 €, 1 000 €, 1 200 € ou 1 400 € par mois, l'inflation est un sujet. C'est pour cette raison que nous vous avons écrit il y a déjà plusieurs semaines pour voir inscrits des moyens complémentaires sur l'aide aux épiceries sociales. Nous ne retrouvons pas ces moyens complémentaires. C'est un peu dommage, car ce n'est pas très coûteux, nous ne parlons pas de millions d'euros comme tout à l'heure sur l'aéroport, nous parlons de dizaines de milliers d'euros. Nous avons Agrilocal qui est proposé à hauteur de 20 000 € et c'est une bonne chose, c'est bien. Cela fonctionne bien mais, là aussi, on aurait pu allonger un petit peu l'enveloppe de quelques milliers d'euros, pas de centaines de milliers d'euros, nous parlons de quelques milliers d'euros parce que Agrilocal – vous devez échanger comme moi et comme nous avec les responsables des épiceries sociales – permet de s'approvisionner en produits frais, les produits qui sont parfois manquants, par la Banque alimentaire, ce sont surtout les conserves et autres. Les produits frais sont importants dans l'équilibre alimentaire. C'est pour cela que nous vous avons appelés sur ce sujet et nous vous avons proposé de mettre un peu plus. Sur ce sujet, nous allons simplement là aussi nous abstenir.

**Alain PICHON** : Rose-Marie BERTAUD vous l'a dit et je vous l'ai confirmé, nous serons très attentifs. Nous allons regarder les demandes au fur et à mesure qu'elles arriveront. Cette année, peut-être que la sensibilité sur ces dossiers sera encore plus accrue, nous en sommes très conscients. Globalement, le fait de s'abstenir, très bien, c'est votre choix. L'an passé, c'était juste 13 000 000 € de plus sur l'activité sociale et cette année c'est 10 500 000 € de plus. Il y a une prise en compte réelle des besoins et aussi des choses que nous mettons en avant, comme les ouvertures de places, etc. sans que personne ne nous l'impose. Y a-t-il des avis contraires sur cette délibération ? Des abstentions ? 4. C'est adopté.

## DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DELIBERATION DU CONSEIL  
DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

**ACTION SOCIALE : BP 2023**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
La Commission Action Sociale, Enfance, Famille / Santé s'étant réunie,  
Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,  
Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,  
Après en avoir délibéré et voté, le Groupe « La Vienne en transition » s'étant abstenu,

**DECIDE**, pour 2023 :

- d'inscrire un crédit de paiement de 6 000 euros pour le financement d'actions collectives portées par les Maisons Départementales des Solidarités et les Maisons Départementales des Solidarités de Proximité,
- d'inscrire un crédit de paiement de 375 000 euros pour l'accompagnement des publics vulnérables dont :
  - 333 000 euros pour la mise en œuvre des mesures d'accompagnement personnalisé,
  - 16 000 euros pour le financement des mandataires judiciaires,
  - 6 000 euros pour la prise en charge des frais d'expertise,
  - 20 000 euros pour l'inclusion numérique,
- d'inscrire, au titre des actions collectives de la politique d'insertion sociale, en dépenses, la somme de 417 000 euros,
- d'inscrire au titre du plan pauvreté 78 000 euros,
- de prévoir des recettes à hauteur de 163 000 euros en fonctionnement au titre du plan pauvreté,
- d'inscrire, pour les autres interventions au service de l'inclusion sociale, la somme de 761 000 euros dont :
  - 431 000 euros pour les associations du champ social,
  - 30 000 euros pour les aides aux vacances,
  - 300 000 euros pour les secours d'urgence,

- d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer la convention, jointe en annexe, avec l'Union Départementale des Associations Familiales relative à la mise en œuvre des Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé.

**ADOPTÉ**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légality	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-0000000000006983-DE
Date de publication	22/12/2022



**CONVENTION DE DELEGATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES  
D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PERSONNALISE  
N° 2023-C-DGAS-DAS-0001**

**ENTRE**

Le Département de la Vienne, ayant son siège Place Aristide Briand, CS 80319, 86008 Poitiers Cedex, représenté par Monsieur Alain PICHON, Président du Conseil Départemental, dénommée ci-après « le Département »,

d'une part,

**ET**

L'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF), ayant son siège au 24, rue de la Garenne, BP 244, 86006 Poitiers Cedex, représentée par Madame Sophie BOUILLEAU, sa Présidente, dénommée ci-après « l'UDAF » ou « le bénéficiaire »,

d'autre part,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.),

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (C.A.S.F) et notamment ses articles L. 271-1 à L. 271-8 et R. 271-1 et suivants,

VU la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association,

VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

VU le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques,

VU la délibération du Conseil Général du 19 décembre 2008 relative à la réforme de la protection juridique des majeurs,

VU la délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022, relative au Budget Primitif 2023, relative à l'accompagnement des majeurs vulnérables et autorisant la signature de la présente convention,

Il est convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs a instauré un dispositif contractuel d'accompagnement social et budgétaire, dont la mise en œuvre incombe aux Départements.

Les mesures d'accompagnement social personnalisé (MASP) ont pour objet d'aider les personnes bénéficiant de prestations sociales prévues à l'article D 271-2 du CASF à retrouver leur autonomie dans la gestion de leurs ressources.

La MASP comporte un **accompagnement social individualisé et une aide à la gestion des prestations sociales perçues**. Conclue sous forme de contrat, elle s'adresse à toute personne majeure bénéficiaire de prestations sociales dont la santé ou la sécurité est menacée du fait de difficultés à gérer ses ressources.

La loi prévoit 3 niveaux de mesures :

- la **MASP dite « simple »**, sans gestion des prestations sociales,
- la **MASP dite « renforcée »**, avec gestion des prestations sociales,
- la **MASP dite « contraignante »**, qui permet au Président du Conseil Départemental de demander au juge des contentieux de la protection le versement direct au bailleur des prestations sociales à hauteur du montant du loyer et des charges locatives.

Conformément à l'article L 271-3 du code de l'action sociale et des familles, « le Département peut déléguer par convention, la mise en œuvre de la mesure d'accompagnement social personnalisé à (..) une association. ».

Par délibération du Conseil Général du 19 décembre 2008 relative à la réforme de la protection juridique des majeurs, le Département de la Vienne **a fait le choix de déléguer les mesures d'accompagnement social personnalisé avec gestion de prestations sociales (« MASP renforcées »)**.

Par délibération de la Commission Permanente du 27 juin 2014, il a été décidé que les mesures d'accompagnement social personnalisé sans gestion des prestations (« MASP simples ») peuvent être déléguées à l'UDAF.

## **ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES**

Le Département délègue à l'UDAF les MASP dites « renforcées » avec gestion, qui comportent un accompagnement social et budgétaire et une gestion des prestations pour le compte de la personne ainsi que les MASP dites « simples » sans gestion qui comportent seulement un accompagnement social et budgétaire.

Pour toutes les MASP, la délégation comprend l'accompagnement des personnes depuis la négociation du contrat jusqu'au bilan de fin de mesure. Elle n'intègre pas l'évaluation sociale et la décision.

### **2.1 L'accompagnement social et budgétaire**

Assuré par un travailleur social (assistant social, éducateur spécialisé ou conseiller en économie sociale et familiale), l'accompagnement se fonde sur les objectifs définis dans le contrat MASP, signé par le Président du Conseil Départemental et le foyer bénéficiaire.

Le contrat est établi et négocié avec le foyer bénéficiaire, le travailleur social qui a effectué la demande de MASP et le travailleur social de l'UDAF. Les objectifs de l'accompagnement y

sont détaillés et se basent notamment sur l'évaluation de la situation réalisée par le travailleur social demandeur.

Les rencontres se déroulent le plus souvent au domicile du foyer bénéficiaire. Leur fréquence est adaptée aux besoins des usagers. En moyenne, pour une mesure d'1 an, 13 rendez-vous d'1h30 sont organisés.

En matière d'action éducative budgétaire, la MASP doit notamment comprendre une action pour rendre autonome le foyer bénéficiaire dans son suivi budgétaire, la reprise des paiements éventuels, la mensualisation des dépenses, le règlement des dettes ou la mise en place d'un plan d'apurement, l'organisation du budget prévisionnel, la médiation avec les organismes prêteurs, l'aide aux démarches dans le cadre de la constitution d'un dossier de surendettement, les demandes de maintien de droit, les demandes de délais dans le cadre de procédures d'expulsion, la négociation d'un nouveau bail, les demandes de maintien d'aides au logement, la diminution de certaines charges, l'accès au numérique...

Le travailleur social favorise l'accès aux droits du foyer accompagné et offre un lieu d'écoute, d'accueil et d'accompagnement contribuant à l'insertion sociale et professionnelle du ou des bénéficiaires. A cet effet, le travailleur social effectue les démarches administratives nécessaires auprès des organismes compétents (demandes d'aides financières...).

Le travailleur social garde trace écrite de toutes les actions conduites et des entretiens menés tout au long de l'accompagnement.

En cas d'interruption de l'accompagnement, le travailleur social établit un bilan intermédiaire visant à retracer les actions mises en œuvre et les résultats obtenus. Ce rapport est transmis à la Maison Départementale des Solidarités ou à la Maison Départementale des Solidarités de Proximité dont dépend le bénéficiaire.

Dans les situations complexes, à la demande du Département ou de l'UDAF, le travailleur social établit un bilan intermédiaire visant à retracer les actions mises en œuvre et les résultats obtenus. Ce rapport est transmis à la Maison Départementale des Solidarités ou à la Maison Départementale des Solidarités de Proximité dont dépend le bénéficiaire.

Avant la fin de la mesure, le travailleur social organise une rencontre avec la famille et le travailleur social à l'origine de la demande ou l'assistant de service social référent pour faire un bilan de l'accompagnement effectué.

En fin de mesure, le travailleur social adresse à la Maison Départementale des Solidarités ou à la Maison Départementale des Solidarités de Proximité dont dépend le bénéficiaire, un rapport circonstancié (bilan) qui met en exergue les modalités d'accompagnement mises en œuvre, les difficultés rencontrées ou persistantes. Ce rapport, sous la forme d'une proposition argumentée, a pour objectif de déterminer la nécessité ou non d'une reconduction de la mesure. Ce bilan est établi par l'UDAF avec le bénéficiaire accompagné et permet de mesurer les progrès accomplis et les difficultés rencontrées.

## **2.2 La gestion des prestations sociales**

Le gestionnaire de la MASP veillera à la bonne exécution des recettes et des dépenses pour le compte de la personne et associera au maximum la personne à la gestion de son compte personnel.

Un compte bancaire individualisé doit être ouvert par l'opérateur de la MASP. Le gestionnaire de la MASP ne pourra percevoir aucune rémunération de prestations et aucun frais de gestion en dehors de la tarification de la mission par le Département.

Le montant des prestations gérées pour le compte du bénéficiaire est établi après fixation d'un reste à vivre incompressible nécessaire au bénéficiaire pour le paiement des dépenses courantes.

Toute dépense réalisée doit donner lieu à la production d'un justificatif. Tout versement de sommes en liquide doit donner lieu à un récépissé. La totalité des opérations financières réalisées en recettes et dépenses est consignée.

Une fois par mois, un relevé de situation est communiqué à la personne bénéficiaire de la MASP et un budget mensuel est établi avec la personne.

### **2.3 La participation aux commissions MASP**

L'UDAF participe aux commissions MASP qui décident des entrées dans la MASP, des renouvellements et des fins de mesures. Cette participation peut être soit en présentiel soit en visioconférence.

Sauf circonstances particulières, les bilans de fin de mesures, les bilans intermédiaires pour interruption de mesures ou pour situations complexes sont présentés par le travailleur social UDAF référent à la commission.

### **2.4 La gestion des délais**

La réactivité est indispensable pour permettre un accompagnement de qualité des usagers. Les délais sont fixés comme suit :

Délai signature contrat	3 semaines après le bon de commande
Délai envoi bilans intermédiaires	15 jours avant la commission
Délai quand interruption de la mesure	à signaler sous 8 jours
Délai de prévenance en cas de difficulté de mise en œuvre de l'accompagnement	à signaler au bout de 3 rendez-vous non honorés pour passage en commission
Délai envoi du rapport en fin de mesure	15 jours avant la fin de la mesure

### **2.5 Les formulaires à utiliser**

Les formulaires à utiliser sont en annexe :

- BILAN d'accompagnement budgétaire et social (annexe 1)
- BILAN d'accompagnement budgétaire et social avec demande de Mesure d'Accompagnement Judiciaire (annexe 2)
- DEMANDE d'accompagnement budgétaire et social (annexe 3)
- DEMANDE d'accompagnement budgétaire et social – Changement de situation (annexe 4)
- Note d'information (annexe 5)
- Contrat MASP Accompagnement (annexe 6)
- Contrat MASP Accompagnement et gestion (annexe 7)
- Contrat renouvellement MASP Accompagnement (annexe 8)
- Contrat renouvellement MASP Accompagnement et gestion (annexe 9)

### **2.6 Obligations du bénéficiaire**

Toute association qui sollicite l'octroi d'une subvention auprès d'une autorité administrative s'engage, par la souscription d'un contrat d'engagement républicain, adopté par le décret n°



2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat :

1° à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République au sens de l'article 2 de la Constitution ;

2° à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République ;

3° à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public.

L'association qui s'engage à respecter les principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain qu'elle a souscrit en informe ses membres par tout moyen.

S'il est établi que l'association bénéficiaire d'une subvention poursuit un objet ou exerce une activité illicite ou que l'activité ou les modalités selon lesquelles l'association la conduit sont incompatibles avec le contrat d'engagement républicain souscrit, l'autorité ayant attribué la subvention procède au retrait de cette subvention par une décision motivée, après que le bénéficiaire a été mis à même de présenter ses observations dans les conditions prévues à l'article L. 122-1 du Code des Relations entre le Public et l'Administration, et enjoint au bénéficiaire de lui restituer, dans un délai ne pouvant excéder six mois à compter de la décision de retrait, les sommes versées ou, en cas de subvention en nature, sa valeur monétaire.

Le bénéficiaire s'engage à tenir une comptabilité conforme au plan comptable général.

Pour un total de subventions publiques en numéraire supérieur à 153 000 €, l'association devra présenter un bilan, un compte de résultat et une annexe certifiés par un commissaire aux comptes professionnel (article L.612-4 du Code de Commerce).

Lorsque la subvention est supérieure à 23 000 € et qu'elle est affectée à une dépense déterminée (subvention sur opération), l'organisme de droit privé doit produire un compte rendu financier, dans les six mois suivant la fin de l'exercice de l'opération, établi conformément à l'arrêté du 11 octobre 2006 relatif au compte rendu financier prévu par l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Lorsque la subvention est attribuée à un organisme dont le budget est financé à plus de 50% par le Département ou lorsque la subvention est supérieure à 75 000 €, l'organisme concerné doit fournir au Département copie de ses comptes certifiés conformes par le Président ou par le commissaire aux comptes lorsqu'il est assujéti à cette obligation (articles L.3313-1 et R. 3313-6 du C.G.C.T).

La subvention ne sera définitivement acquise par le bénéficiaire qu'après production de ces pièces qui sont réservées au seul ordonnateur.

De plus, les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 € et recevant une ou plusieurs subventions de l'Etat ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 € doivent publier chaque année dans le compte financier les rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature (article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative à l'engagement éducatif).

Les associations et les fondations ayant reçu annuellement des autorités administratives une ou plusieurs subventions en numéraire dont le montant global dépasse 153 000 € doivent assurer, dans des conditions déterminées par le décret n° 2009-540 du 14 mai 2009 et l'arrêté du 2 juin 2009, la publicité de leurs comptes annuels et du rapport de leur commissaire aux comptes sur le site de la Direction de l'Information Légale et Administrative dans les trois mois à compter de l'approbation de ces comptes (article L.612-4 du Code de Commerce).

### **ARTICLE 3 : MODALITES DE CONCERTATION ENTRE LES PARTIES**

Une concertation régulière est nécessaire au bon accomplissement des missions déléguées.

Aussi, l'UDAF désigne un cadre afin d'assurer des relations régulières avec la Direction de l'Action Sociale du Département, notamment pour faire remonter les difficultés rencontrées.

L'UDAF informe sans délai le Département des évolutions d'organisation concernant la gestion des MASP, notamment les mouvements de personnels (absences, mutations...).

Elle participe à des réunions d'échanges avec la Direction de l'Action Sociale, pour faire le point sur les conditions de mise en œuvre des mesures d'accompagnement social personnalisé et procéder aux ajustements éventuels.

L'opérateur réalise par ailleurs, un bilan annuel, qu'il adressera au Département dans le courant du premier trimestre de l'année N+1. Ce bilan annuel, formalisé par un rapport, doit notamment contenir les données quantitatives et qualitatives permettant de mesurer l'action menée et de répondre au questionnaire statistique de l'Etat. Il fait l'objet d'une présentation aux services départementaux.

Afin de permettre le suivi des MASP 1 et 2 déléguées, l'UDAF propose d'envoyer un tableau récapitulatif mensuel.

L'opérateur s'engage à fournir, sur simple demande du Département, tous les renseignements ou documents nécessaires à l'exercice du contrôle de l'exécution de la présente convention.

Conformément à l'article L.1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales précisant que « toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée », le Département se réserve le droit d'exercer un contrôle sur pièces et sur place.

### **ARTICLE 4 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (DCP)**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation relative aux Données à Caractère Personnel (DCP) traitées dans le cadre de la présente convention, notamment la loi n°78-17 et le Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 dit « Règlement Général sur la Protection des Données » (RGPD).

L'UDAF, sous-traitant au sens du RGPD, s'engage également à :

- garantir la confidentialité des DCP et notamment veiller à ce qu'elles ne soient traitées que par les personnes qu'elle aura autorisées,
- traiter les DCP uniquement pour la mise en œuvre des Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP) avec ou sans gestion des prestations, comme précisé dans la présente convention,
- mobiliser les ressources humaines et techniques nécessaires au respect de ses obligations.

L'UDAF est autorisée à collecter des données, directement ou indirectement, et doit fournir aux personnes concernées l'information relative au traitement des données qu'elle réalise.

Le format et le contenu de l'information doivent être convenus avec le Département avant la collecte des DCP.



En cas de demande d'exercice de leur droit par les personnes concernées, l'UDAF doit y répondre au nom et pour le compte du Département dans les délais prévus par le RGPD, s'agissant des données faisant l'objet de la sous-traitance prévue par la présente convention. En fin d'année, l'UDAF remet au Département le tableau synthétique et anonymisé des demandes d'exercice de droit traitées.

L'UDAF notifie au Département toute violation de données dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance (par courriel à : [violationdedonnees@departement86.fr](mailto:violationdedonnees@departement86.fr)). Cette notification est accompagnée de toute information utile afin de permettre au Département, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

L'UDAF s'engage à ne pas transférer les DCP hors de l'Union Européenne, sauf s'il y est obligé par le droit communautaire ou national. Dans ce cas, il informe le Département préalablement à la mise en œuvre du traitement de données.

Au terme du traitement de données effectué dans le cadre de la présente convention, matérialisé par la clôture du dossier de la personne concernée, l'UDAF s'engage à remettre au Département toutes les données afférentes. Si aucune contrainte légale n'oblige l'UDAF à réaliser la conservation des données, cette remise doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans ses systèmes d'information, attestée par un écrit.

## **ARTICLE 5 : CLAUSE FINANCIERE ET VOLUMETRIE DES MESURES DÉLÉGUÉES**

La présente convention porte sur un volume de 110 MASP actives par mois exercées par 4 délégués à l'accompagnement ce qui représente environ 27-28 mesures par délégué.

Le paiement s'effectuera sous forme de dotation globale d'un montant annuel de 332 750 €, versée sous forme d'acompte mensuel de 27 729,17 €, liée aux 110 MASP actives.

Cette somme sera versée par virement administratif sur le compte :

Numéro : 08000083686

IBAN : FR76 1333 5004 0108 0000 8368 614

BIC : CEPABRPP333

A mi-convention, s'il apparait que des mesures supplémentaires ont été réalisées au-delà de 110 MASP (avec un maximum de 120), ces mesures feront l'objet d'une dotation forfaitaire de 252,08 euros par mesure et par mois.

Cette dotation complémentaire sera calculée sur production du bilan annuel d'activité, présentant le nombre de mesures réalisées par mois (au dernier jour du mois), bilan à fournir dans le dernier trimestre de l'année concernée.

Le paiement de cette dotation forfaitaire s'effectuera dans les 2 mois qui suivent la production des justificatifs (état du nombre de mesures au 31/12) par l'UDAF.

Le comptable assignataire des paiements est le Payeur départemental de la Vienne.

Si les sommes perçues ont été utilisées à des fins autres que celles faisant l'objet de la présente convention, le bénéficiaire sera tenu de reverser au Département, sur simple injonction de celui-ci, le montant correspondant à celles-ci.

## **ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION - MODIFICATION**

La présente convention est conclue pour une durée de 2 ans allant du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2024.

Dans les trois mois qui précèdent son terme, une évaluation de la présente convention sera effectuée en commun avant d'envisager tout renouvellement.

Toute modification de la présente convention donnera lieu à la signature d'un avenant convenu entre les parties.

## **ARTICLE 7 : MODALITES DE COMMUNICATION**

Sur tout document à destination des usagers ou des partenaires, l'UDAF fera figurer le logo du Département et précisera que les MASP sont décidées et financées par le Département.

Les opérations de communication à destination du grand public devront recevoir l'aval de la Direction de la Communication du Département.

## **ARTICLE 8 : MODALITES DE RESILIATION**

Le Département pourra, à tout moment et après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'UDAF, résilier la présente convention s'il apparaît qu'une des clauses n'est pas respectée. Le Département se réserve alors le droit de suspendre le paiement de sa participation ou d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées. Un titre de recettes pourra être émis en tant que de besoin.

## **ARTICLE 9 : REGLEMENT DES LITIGES**

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le tribunal administratif de Poitiers.

Fait à Poitiers en deux exemplaires originaux, le

La Présidente de l'Union Départementale  
des Associations Familiales,

Le Président du Conseil Départemental,

Sophie BOUILLEAU

Alain PICHON

## REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

---

### COMMISSION ACTION SOCIALE, ENFANCE, FAMILLE / SANTE

Direction Générale Adjointe des Solidarités

Direction de l'Action Sociale

---

## RAPPORT DU PRESIDENT

---

### ACTION SOCIALE : BP 2023

#### 1/ Périmètre d'intervention de la politique publique

La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale désigne le Département comme chef de file en matière d'aide sociale, d'autonomie des personnes et de solidarité des territoires. Le Département de la Vienne a décliné sa politique au sein du Schéma unique des Solidarités 2020-2024.

A ce titre, l'action sociale départementale, organisée en cinq territoires, forte de 9 Maisons Départementales des Solidarités et de 100 lieux de permanence en proximité, contribue largement à :

- être la porte d'entrée pour les publics en situation de pauvreté et de précarité, rencontrant des difficultés d'ordre social (financières, éducatives, de logement, d'accès aux droits, de santé, d'insertion sociale et professionnelle...) ;
- oeuvrer pour l'ensemble des politiques ciblées par public (bénéficiaires du RSA, enfance et petite enfance, personnes âgées et handicapées) ;
- assurer le pilotage du dispositif réglementaire relatif aux majeurs vulnérables.

Au-delà de ces compétences-socles, la Direction de l'Action Sociale est fortement engagée dans deux stratégies :

- la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, qui met l'accent sur l'accueil social inconditionnel de proximité et la référence de parcours,
- l'inclusion numérique et l'accès aux services publics de proximité grâce au déploiement de 5 conseillers numériques départementaux et à la labellisation de 4 Maisons Départementales des Solidarités en Espaces France Service.

Le personnel de la direction représente 185 agents du Département.

## 2/ Grandes orientations pour le budget 2023

Le budget 2023 de la Direction de l'Action Sociale s'inscrit dans la continuité.

Quelques éléments notables sont à relever :

- Ajustement des crédits d'accompagnement des publics vulnérables pour tenir compte du moindre recours aux Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé (MASP) et du portage budgétaire par la DRRH des postes de conseillers numériques,
- Transfert de gestion de la subvention à Soliha-Ais de la Mission Appui Technique Territoire et Habitat à la DAS,
- Inscription des actions du Plan Pauvreté prévues en 2023 : structuration de réseaux locaux de professionnels assurant un accueil social inconditionnel de proximité et actions de structuration de l'aide alimentaire,
- Transfert de gestion des subventions aux Réseaux d'Écoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP) à la Direction de l'Enfance et de la Famille.

Par ailleurs, des enjeux forts seront portés en 2023 tels que :

- la poursuite du soutien aux épiceries sociales et l'appui à la structuration de l'aide alimentaire sur le département,
- le développement des actions visant à accroître la participation des personnes accompagnées, le déploiement de la référence de parcours sur l'ensemble du département et les formations sur le pouvoir d'agir pour les professionnels médico-sociaux,
- la structuration de réseaux d'accueils sociaux inconditionnels de proximité,
- la bascule de deux aides financières, secours d'urgence et allocations mensuelles, en chèques multi-services utilisables dans un réseau identifié de commerçants, via un marché passé avec le prestataire « UP ».

## 3/ Synthèse budgétaire par programme

Programme	Fonctionnement (en euros)		
	CA 2021	BP 2022	PROPOSITION 2023
Actions collectives	2 000 €	6 000 €	6 000 €
Accompagnement public vulnérable	426 000 €	437 000 €	375 000 €
Actions d'insertion sociale	289 000 €	402 000 €	417 000 €
Plan pauvreté	55 000 €		78 000 €
Subventions sociales	387 000 €	443 000 €	431 000 €
Autres aides	289 000 €	330 000 €	330 000 €
<b>Total</b>	<b>1 448 000 €</b>	<b>1 618 000 €</b>	<b>1 637 000 €</b>

## 4/ Présentation plus détaillée des programmes

### PROGRAMME ACTIONS COLLECTIVES – 6 000 €

Un crédit de 6 000 euros est sollicité afin de financer des actions collectives sur les territoires et des informations de prévention à destination de groupes d'usagers dans les domaines de la vie quotidienne (numérique, surendettement, lien social, alimentation, projet de vacances...).

En 2022, 10 actions collectives et d'informations de prévention ont été animées ou co-animées par les travailleurs sociaux.

## **PROGRAMME ACCOMPAGNEMENT DES PUBLICS VULNERABLES – 375 000 €**

### **A- MESURES D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL PERSONNALISE (MASP) - 333 000 EUROS**

Les MASP ont pour but de rétablir l'autonomie des personnes dans la gestion de leurs ressources. Elles concernent « *toute personne majeure qui perçoit des prestations sociales et dont la santé ou la sécurité est menacée par les difficultés qu'elle éprouve à gérer ses ressources* » (article L 271-1 du code de l'action sociale et des familles).

Ces mesures se répartissent en deux catégories :

- les MASP « accompagnement budgétaire » (MASP1),
- les MASP « accompagnement et gestion des prestations sociales » (MASP2).

Une partie des mesures est réalisée en interne par les conseillers en économie sociale et familiale et l'autre est déléguée à l'Union Départementale des Associations Familiales (UDAF) par convention, pour un coût prévisionnel de 333 000 euros.

Ce coût prévisionnel est à la baisse du fait du moindre recours aux MASP2 constaté en 2019-2021. Il s'explique par une transformation des besoins liée au vieillissement de la population sur le département, ce public touchant des ressources n'entrant pas dans les prestations sociales (ex. : retraites).

### **B - LE FINANCEMENT DES MANDATAIRES JUDICIAIRES A LA PROTECTION DES MAJEURS - 16 000 EUROS**

Le décret n°2015-1864 du 30 décembre 2015 relatif au financement des mandataires judiciaires à la protection des majeurs a fixé la participation du Département à 0,3 % de la dotation globale de financement de l'exercice antérieur.

Le montant des crédits nécessaires est estimé à 16 000 euros pour l'année 2023.

### **C - LA PRISE EN CHARGE DES FRAIS D'EXPERTISE - 6 000 €**

Afin de financer une prise en charge partielle des expertises médicales nécessaires à l'ouverture d'une mesure de protection judiciaire, en l'absence de solvabilité de la personne à protéger, un règlement pour le financement des frais d'expertise médicale a été approuvé par délibération en 2012. Depuis 2020, il a été décidé de faire bénéficier de cette prise en charge les personnes accompagnées par les agents de Vienne Autonomie Conseil (VAC).

### **D – L'INCLUSION NUMERIQUE - 20 000 €**

Afin de lutter contre l'exclusion numérique qui touche en particulier le public vulnérable (personnes âgées, personnes les moins qualifiées...), le Département s'est engagé depuis 2017 dans l'accès au numérique pour tous. C'est dans ce cadre qu'ont été recrutés en 2022 cinq conseillers numériques financés par l'Etat.



L'année 2023 permettra de poursuivre le travail engagé, formalisé dans une stratégie départementale d'inclusion numérique, et dont les actions porteront notamment sur la poursuite du déploiement des missions des conseillers numériques (formations, communication...) et les liens avec les partenaires en vue d'un événement autour de l'inclusion numérique dans la Vienne.

## **PROGRAMME ACTIONS D'INSERTION SOCIALE – 417 000 €**

Ces actions s'inscrivent dans le cadre du Schéma Unique des Solidarités 2020-2024.

Elles sont mobilisées pour soutenir le parcours d'insertion des publics précaires dont les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) dans les domaines de la lutte contre l'isolement, l'amélioration de l'image et de l'estime de soi, la santé physique et mentale, l'aide alimentaire, le logement (hors Fonds de Solidarité pour le Logement -FSL) ...

### **A- SOUTIEN A DES PROJETS D'INSERTION SOCIALE – 200 200 €**

Il s'agit du versement de subventions à des structures génératrices de lien social telles que les centres sociaux.

### **B- SOUTIEN AUX EPICERIES SOCIALES – 150 800 €**

Les épiceries sociales, associatives ou communales et intercommunales, qui sollicitent pour une quinzaine d'entre elles le Département pour mener à bien leurs missions d'aide aux familles en grande précarité. Elles sont aussi génératrices de lien social et contribuent à une meilleure hygiène alimentaire. Le Département maintient la hausse de 30 000 € qu'il avait votée en 2021 afin de soutenir l'augmentation des besoins d'aide alimentaire liés à la crise sanitaire. Le budget est de 130 800 €.

S'y ajoute le financement de la plateforme Agrilocal afin de permettre un approvisionnement en circuit court à hauteur de 20 000 €.

### **C- SOUTIEN AU LOGEMENT – 66 000 €**

Ce soutien concerne les actions spécifiques facilitant l'accès au logement ou à l'hébergement, complémentaires à la politique du FSL. C'est dans ce cadre que sont financés la Maîtrise d'œuvre Urbaine et Sociale (Mous)-Relogement, « accompagnement social de dernier recours » ; le soutien à l'hébergement des saisonniers agricoles dans le nord Vienne ; le soutien à Soliha-AIS (agence immobilière sociale) ou encore les Forums Habitat, qui visent à informer et sensibiliser le public sur le « bien habiter ». L'enveloppe est de 66 000 €.

Par ailleurs, le Département continue de soutenir **l'Equipe Mobile de Psychiatrie Précarité (EMPP)** portée par le Centre Hospitalier Henri Laborit pour accompagner les bénéficiaires du RSA rencontrant des difficultés d'ordre psychique. Cette action bénéficie du soutien des crédits du Fonds Social Européen (FSE).



## **PROGRAMME PLAN PAUVRETE – 78 000 €**

Les crédits 2023 devront servir à :

- la structuration de réseaux locaux d'accueil social inconditionnel de proximité permettant aux acteurs de se connaître, d'identifier les périmètres d'intervention de chacun, de faciliter les orientations des personnes sans rupture de parcours,
- des actions favorisant la structuration de l'aide alimentaire.

Des crédits sont également portés par la Direction des Ressources et des Relations Humaines pour financer un poste de chargé de mission Participation ainsi que par la Direction de la Transition numérique pour des outils de traduction lors des accompagnements de personnes non francophones.

Ce programme est financé entièrement dans le cadre de la contractualisation avec l'Etat.

## **PROGRAMME SUBVENTIONS SOCIALES – 431 000 €**

Le Département soutient de nombreuses associations qui contribuent à la qualité du lien social sur l'ensemble des territoires de la Vienne. La plupart de ces associations agissent dans des domaines variés notamment l'aide sociale, l'enfance, la famille, les personnes handicapées, les personnes âgées et la santé.

Début novembre 2022, le Département a reçu 85 dossiers de demandes de subvention, chiffre en baisse par rapport à l'année 2021 (100 demandes) du fait du report d'un certain nombre d'actions.

En 2023, pour poursuivre cette action, il est proposé d'inscrire un crédit de 431 000 euros.

## **PROGRAMME AUTRES AIDES – 330 000 €**

### **A- LES AIDES AUX VACANCES - 30 000 EUROS**

Le Département vient en aide aux familles défavorisées de la Vienne pour faciliter l'accès de leur(s) enfant(s) à un centre de loisirs du département.

En 2022, malgré le contexte de crise sanitaire, 619 enfants ont bénéficié de cette aide contre 695 en 2021.

Pour 2023, il est proposé de reconduire le dispositif ainsi qu'un crédit de 30 000 euros, qui sera intégré au Plan Jeunesse.

### **B- LES SECOURS D'URGENCE - 300 000 EUROS**

La Régie des secours d'urgence permet d'apporter aux familles ayant sollicité l'aide du Département, dans un délai très court, un soutien financier immédiat pour leur permettre de faire face à leurs besoins urgents.

Elles sont attribuées sur évaluation sociale de la demande, qui prend en compte :

- la notion d'urgence,
- le caractère exceptionnel et facultatif de ce dispositif au regard des autres dispositifs d'aides réglementaires existants et des compétences des autres partenaires sociaux (principe de subsidiarité), uniquement en dernier recours.

Au 21 octobre 2022, 2 456 demandes ont été acceptées. Le montant moyen des secours s'est élevé à 89,23 € et l'enveloppe consommée est de 219 156 €.

Il est donc proposé d'inscrire pour 2023 un crédit de 300 000 € au titre des secours d'urgence. A noter une évolution de la forme du secours apporté, qui ne sera plus délivré sous forme de lettre chèque transformable en numéraire via les trésoreries, mais sous forme de chèques multi-services utilisables directement chez les commerçants.

**En conclusion, je vous propose, pour 2023 :**

- **d'inscrire un crédit de paiement de 6 000 euros pour le financement d'actions collectives portées par les Maisons Départementales des Solidarités et les Maisons Départementales des Solidarités de Proximité,**
- **d'inscrire un crédit de paiement de 375 000 euros pour l'accompagnement des publics vulnérables dont :**
  - **333 000 euros pour la mise en œuvre des mesures d'accompagnement personnalisé,**
  - **16 000 euros pour le financement des mandataires judiciaires,**
  - **6 000 euros pour la prise en charge des frais d'expertise,**
  - **20 000 euros pour l'inclusion numérique,**
- **d'inscrire au titre des actions collectives de la politique d'insertion sociale, en dépenses, la somme de 417 000 euros,**
- **d'inscrire au titre du Plan pauvreté 78 000 euros,**
- **de prévoir des recettes à hauteur de 163 000 euros en fonctionnement au titre du plan pauvreté,**
- **d'inscrire pour les autres interventions au service de l'inclusion sociale la somme de 761 000 euros dont :**
  - **431 000 euros pour les associations du champ social,**
  - **30 000 euros pour les aides aux vacances,**
  - **300 000 euros pour les secours d'urgence.**

- de m'autoriser à signer la convention, jointe en annexe, avec l'Union Départementale des Associations Familiales relative à la mise en œuvre des Mesures d'Accompagnement Social Personnalisé.



Je vous invite à délibérer sur ce dossier.

### CREDITS A INCRIRE AU PROJET DE BP 2023

FONCTIONNEMENT	CHAPITRE	NATURE	LIBELLE	DAS
	011	60	Achats	1 800,00 €
		61	Services Extérieurs	20 000,00 €
		62	Autres Services Extérieurs	88 200,00 €
	65	65	Autres Charges d'Activité	1 527 000,00 €
			<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>1 637 000,00 €</b>
	74	74	Dotations et Participations	163 000,00 €
			<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>163 000,00 €</b>



### 13. Enfance et Famille : BP 2023

**Rose-Marie BERTAUD :** Il s'agit du rapport qui concerne l'enfance et la famille. Tout d'abord un rappel sur ce qui a déjà été fait en 2022 puisqu'il y a eu la très forte augmentation du SMIC et la loi Taquet qui concernaient les assistants familiaux. Le Département se félicite que nous ayons pu augmenter les salaires des assistants familiaux. Nous avons également absorbé l'augmentation du SMIC pour les lieux de vie et pour tout le personnel qui intervient autour de la protection de l'enfance. Aussi le Ségur, les mesures CASTEX pour les travailleurs sociaux, les agents départementaux ainsi que pour les partenaires. Aussi l'inflation qui concerne l'ensemble des achats de consommables et de matériel pour toutes nos structures. Sur 2022 nous avons ajouté, comme tu le disais, plus de 3 000 000 €, ce qui a porté le budget à un peu plus de 60 000 000 €.

Sur 2023, nos principales orientations liées au budget 2023 sont :

- La PMI (Protection Maternelle et Infantile) qui répond aux sollicitations croissantes de partenaires, notamment les établissements secondaires. Nous avons quand même des effets post-COVID que nous constatons. La PMI intervient aussi du fait de la désertification médicale, donc un gros travail qui est fait. Je tenais à saluer ce matin tous les agents de ce service qui sont extrêmement mobilisés pour les tout-petits ;
- La CRIP (Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes) à travers sa nouvelle organisation, aujourd'hui, l'équipe est complète. Nous allons renouveler les conventions de partenariat que nous avons avec le tribunal, l'Éducation nationale et le CHU ;
- Le nombre de mesures de protection de l'enfance reste à un niveau stable, mais avec le ralentissement de la baisse des places chez les assistants familiaux. Nous avons aussi dû revoir pour créer de nouvelles places. Sur 2023, nous avons le projet de créer deux lieux de vie supplémentaires ;
- Concernant la file des MNA (Mineurs Non Accompagnés) que nous accueillons, il y avait une baisse en 2020 et 2021. En 2022, nous sommes revenus au même niveau qu'en 2019 et nous adaptons le budget pour pouvoir accueillir les MNA ;
- Nous poursuivrons les actions de prévention avec les aides éducatives sur le budget 2023 et le financement de la crèche familiale sur la stratégie de lutte contre la pauvreté, ainsi que la stratégie de prévention de l'enfance. Les aides financières sont à hauteur de 1 670 000 €.

Sur l'aide sociale à l'enfance (ASE), il y a plusieurs types de placements. Le budget de l'ASE s'établit à hauteur d'un peu plus de 54 000 000 €, dont 19 122 000 € pour le placement familial. Il existe plusieurs types d'hébergement ASE comme l'accueil d'urgence et l'accueil parents/enfants avec un budget de 5 000 000 €. L'accueil d'urgence est opéré par les structures du service d'accueil et d'orientation (SAO) et c'est l'IDEF (Institut Départemental pour la protection de l'Enfance et l'accompagnement des Familles) qui l'a en charge. Comme cela a déjà été dit à plusieurs reprises et évoqué en commission avec un point particulier sur l'IDEF, sur l'année 2023, il y a un projet de restructuration de l'IDEF avec une feuille de route qui sera donnée en début d'année pour prioriser ces missions d'évaluation

et d'orientation tout en créant un dispositif qui permettra de gérer l'urgence qui est préalable à l'accueil. Nous allons accompagner l'IDEF dans son rééquilibrage et également sur son budget. Sur l'année 2022, il a été mis un budget complémentaire à l'IDEF à hauteur de 1 300 000 € et, sur 2023, c'est un budget supplémentaire à hauteur de 1 500 000 €. Ce sujet a été évoqué avec les agents en Conseil d'administration. Les syndicats qui l'ont souhaité ont pu être reçus par le Président, par moi-même et par les équipes du Département. Le travail va débuter en début d'année 2023 avec la Direction de l'IDEF et les agents pour que nous puissions arriver à avoir une structure qui soit efficiente, de bonnes conditions de travail et de bonnes conditions d'accueil pour les enfants, ce qui est quand même notre priorité aujourd'hui.

Concernant la prévention ASE, le budget est de 8 632 000 €. Ce sont des actions que nous devons avoir comme les mesures éducatives, la prévention spécialisée, la crèche familiale préventive et les participations qui permettent d'octroyer des subventions aux associations qui interviennent.

Comme je le disais, pour les mineurs non accompagnés, nous remettons un budget à hauteur de 6 600 000 €. Quant au budget de la PMI (hors salariés), il est de 558 000 € pour des actions de santé et de prévention précoce. Voilà ce que nous vous proposons. Nous maintenons les secours d'urgence à hauteur de 300 000 €, comme je vous l'avais dit.

Pour le budget primitif 2023, nous vous proposons :

- d'inscrire des crédits de paiement à hauteur de 54 287 000 € en fonctionnement pour l'ASE,
- de prévoir des recettes à hauteur de 2 196 000 € en fonctionnement,
- d'adopter un taux d'évolution des budgets et les services médicosociaux à hauteur de 1,5 %,
- de fixer les rémunérations mensuelles des assistants familiaux pour l'accueil,
- d'inscrire des crédits de paiement pour 6 600 000 € en fonctionnement pour les mineurs non accompagnés et des crédits de paiement pour 558 000 € en fonctionnement pour la PMI,
- de fixer à 26 € maximum le tarif de remboursement pour une journée complète de garde pour les familles qui font appel à un assistant maternel en remplacement. Ce sont les nouveaux tarifs que nous vous proposons d'appliquer pour l'année 2023.

**Alain PICHON** : Absolument. Merci Rose-Marie. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Florence.

**Florence HARRIS** : Je voudrais porter la voix des agent(e)s de l'IDEF. Ce n'est normalement pas le lieu adéquat, mais c'est le seul qui reste puisque vous restez sourd(e)s aux alertes qu'ils et elles lancent depuis des années. Certes, il y a eu des rencontres avec les agent(e)s, c'est vrai. Vous les avez peut-être écoutés, mais jamais vous n'avez pris en compte leur avis. Par contre, vous vous en remettez sans le moindre doute aux conclusions d'un cabinet de conseil (KPMG) pourtant très loin de la réalité du terrain. Aujourd'hui, les personnels sont révoltés parce qu'ils ont été mis devant le fait accompli lors d'une réunion le 25 novembre. La Maison d'enfants à caractère social, Les Métives, a fermé jusqu'à nouvel ordre. Le second coup de massue, on leur annonce le transfert de missions de deux services qui doivent accompagner les jeunes vers l'autonomie. Voilà comment se fait ce plan de restructuration de l'IDEF. 63 enfants, 47 professionnels sont aujourd'hui sans perspectives.

Il était nécessaire que le Département intervienne, mais pas de cette façon et certainement pas pour fermer des structures et transférer des missions. Oui, le service d'urgence doit être renforcé, mais pas au détriment des autres services et de la continuité de placement. Le



service public de la protection de l'enfance est en danger et les enfants comme les personnels restent dans l'insécurité et l'incertitude, et cela est insupportable.

**Alain PICHON** : Rose-Marie.

**Rose-Marie BERTAUD** : Je vais le répéter. Effectivement, il y a eu une réunion avec les agents, qu'ils ont quittée à partir du moment où nous avons commencé à parler des réorientations. Ensuite, ils étaient présents au Conseil d'administration, je suis sortie leur parler et leur expliquer que le travail allait commencer début janvier sur la réorganisation de l'IDEF. Je pense que nous sommes sur un constat que c'est une structure aujourd'hui qui fonctionne mal. Je pense que nous mettons des moyens supplémentaires. À partir de début janvier, un travail va commencer sur trois axes que j'ai déjà précisés en réunion, en Conseil d'administration et lorsque nous avons reçu les syndicats : la réorganisation de l'IDEF, la restructuration des bâtiments et le travail sur les effectifs. Je précise que les orientations du Département qui ont été annoncées se font à effectif constant, je crois que cela a aussi son importance. Nous allons travailler sur le bâtiminaire, car effectivement les bâtiments aujourd'hui ne sont plus adaptés. Cela va être travaillé avec la Direction de l'IDEF et avec des groupes de travail que nous demanderons à mettre en place pour travailler sur ce sujet.

Il n'y a aucune décision définitive de prise sur l'organisation de l'IDEF pour l'année 2023. Pour autant, je pense que le Département qui met quand même un peu plus de 10 000 000 € sur l'IDEF peut aussi venir demander que nous ayons une structure qui fonctionne bien. Effectivement, nous avons dû fermer Les Métives puisque les enfants étaient en danger, comme nous avons fermé Mandela il y a trois ans. Là aussi, je pense que sur l'organisation de la structure, nous devons effectivement avoir un regard, des interrogations et savoir demain comment nous travaillerons avec l'IDEF pour assurer la sécurité des enfants et avoir un accueil qui soit le meilleur possible. Le travail ne va faire que commencer. Je le dis et je le répète. Cela a été dit en commission, nous avons fait un focus spécial sur le sujet pour expliquer ce que nous attendions demain.

**Alain PICHON** : Absolument. Nous sommes plus que jamais mobilisés sur tout ce qui concerne l'enfance et évidemment l'IDEF bien sûr. Les discussions doivent se mettre en place, il ne faut pas quitter la table des discussions, c'est indispensable. Rose-Marie BERTAUD vient de vous dire l'organisation que nous souhaitons mettre en place pour la réflexion. Les décisions ne sont pas prises, il faut que nous avancions ensemble, que nous mettions des priorités en place ensemble. C'est une situation totalement indispensable pour pouvoir évoluer dans un climat serein. Anthony.

**Anthony BROTTIER** : Très brièvement, car je ne siège pas dans cette commission et c'est un dossier que je connais moins. Je ne sais plus ce que nous avons su trouver, notamment les structures de l'enfance quand nous en avons besoin pendant la crise sanitaire. Ce que je peux appeler de mes vœux et je compte sur vous pour le faire, c'est qu'il y ait un vrai dialogue social dans les échanges à venir. Je crois que personne ne s'oppose à la restructuration des bâtiments, je crois que tout le monde y a intérêt, donc il n'y a pas de raison que cela ne marche pas. Il faut juste que nous sachions aussi écouter ces agents de la fonction publique hospitalière, dont nous avons su saluer le travail pendant les périodes difficiles. Je compte sur vous pour le faire dans les semaines et mois à venir.

*Applaudissements*



**Alain PICHON** : C'est tout à fait notre philosophie. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Des avis contraires sur ce rapport 13 ? Des abstentions ? 4. Il est adopté. Merci Rose-Marie.

## DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DELIBERATION DU CONSEIL  
DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

## ENFANCE ET FAMILLE : BP 2023

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Commission Action Sociale, Enfance, Famille / Santé s'étant réunie,

Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

Après en avoir délibéré et voté, le Groupe « La Vienne en transition » s'étant abstenu,

**DECIDE**, au titre du budget primitif 2023 relatif à la politique publique enfance et famille :

- d'inscrire des crédits de paiement pour 54 287 000 € en fonctionnement pour l'aide sociale à l'enfance,
- de prévoir des recettes à hauteur de 2 193 000 € en fonctionnement pour l'aide sociale à l'enfance et la protection maternelle et infantile,
- d'adopter, pour 2023, un taux d'évolution des budgets des établissements et services médico-sociaux tarifés annuellement par le Président du Conseil Départemental de 1,5 %,
- de fixer les rémunérations mensuelles d'un assistant familial pour l'accueil :
  - d'1 enfant à 152 fois le SMIC horaire,
  - de 2 enfants à 235 fois le SMIC horaire,
  - de 3 enfants à 318 fois le SMIC horaire,
  - à partir du 4ème enfant accueilli, à 83 SMIC horaire supplémentaire par enfant,
- d'adopter le barème relatif aux indemnités pour les enfants, les assistants familiaux et les jeunes majeurs, dont le détail est joint en annexe 1,
- de fixer, pour 2023 :
  - entre 60 et 100 € le montant des secours d'urgence,
  - à 600 € le plafond des prêts remboursables,
  - à 250 € le montant maximal forfaitaire de l'allocation mensuelle,
  - à 14,5 fois le SMIC horaire le tarif journalier pour l'accueil d'un enfant en lieu de vie, un tarif supérieur pouvant être accordé par le Président du Conseil Départemental en fonction des nécessités,

- d'adopter les modalités d'attribution de l'allocation mensuelle, dont le détail est joint en annexe 2,
- d'inscrire des crédits de paiement pour 6 606 000 € en fonctionnement pour les mineurs non accompagnés,
- d'inscrire des crédits de paiement pour 558 000 € en fonctionnement pour la Protection Maternelle et Infantile (PMI),
- de fixer à 26 € maximum le tarif de remboursement pour une journée complète de garde pour indemniser les familles faisant appel à un assistant maternel de remplacement ou optant pour un accueil dans une structure collective, pendant les jours de formation des assistants maternels.

**ADOPTÉ**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légality	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000006977-DE
Date de publication	22/12/2022

## ANNEXE 1 - BP 2023 Aide sociale à l'enfance

### INDEMNITÉS POUR LES ENFANTS, LES JEUNES MAJEURS ET LES ASSISTANTS FAMILIAUX

(Application du Code de l'Action Sociale et des Familles)

Entretien	Barème au 1 <sup>er</sup> août 2022
Par jour, jusqu'à 9 ans	13,79 €
De 10 à 13 ans	14,40 €
Plus de 14 ans	15,72 €

Ces indemnités couvrent toutes les dépenses de la vie quotidienne : nourriture, cantine, entretien, hygiène, coiffeur, scolarité, dépenses de transport de proximité (cf guide pratique des frais de déplacements des assistants familiaux). Elles progressent avec le Minimum Garanti et sont versées mensuellement.

Protocole d'urgence assistants familiaux	Barème 2023
Allocation (chèque)	100,00 €

Une allocation sous forme de chèque est délivrée pour les besoins de première nécessité lors de l'accueil d'un enfant sur demande circonstanciée de l'assistant familial.

Entretien pour jeunes autonomes	Barème 2023
Par jour	19,91 €
Maximum par mois	606,00 €
Prime d'installation	141,15 €

Une avance sous forme de chèque peut être accordée à hauteur de 597 euros maximum deux fois par an.

Allocation pour fournitures scolaires	Barème 2023
Primaire	55,00 €
6 <sup>ème</sup> à 3 <sup>ème</sup> incluse	128,45 €
2 <sup>nde</sup> , 1 <sup>ère</sup> , Terminale	279,40 €
2 <sup>nde</sup> technique pour l'achat d'outillage	335,40 €

Attribuée annuellement et versée en août.

Loisirs	Barème 2023
De 3 à 6 ans	80,00 €
Plus de 6 ans	150,00 €

Attribuée annuellement

Habillement	Barème 2023
Jusqu'à 9 ans	475,00 €
De 10 à 13 ans inclus	560,00 €
14 ans et plus	635,00 €

Cette allocation est versée par moitié en mars et en août. Elle couvre la totalité des achats vestimentaires nécessaires, y compris les vêtements de pluie, de sport, etc.,... (anoraks, coupe-vent, blousons, duvets, après-ski...). L'âge de l'enfant s'entend de celui atteint au cours de l'année civile.

<b>Habillement</b>	Barème 2023
Apprentissage ou travail	251,20 €
Indemnité d'internat	123,00 €

Cette allocation est versée une seule fois au cours de la scolarité de l'enfant.

<b>Argent de poche</b>	Barème 2023
6 et 7 ans	5,10 €
8 et 9 ans	9,60 €
10 et 11 ans	16,30 €
12 et 14 ans	22,60 €
15 ans et plus	33,75 €

L'argent de poche peut être attribué mensuellement aux enfants de plus de 6 ans.

<b>Achat de deux roues</b>	Barème 2023
Bicyclette	187,00 €
Cyclomoteur	768,00 €
Casque + antivol + Gants	177,00 €

Les sommes représentent la participation du service à l'achat d'une bicyclette et pour l'achat d'un cyclomoteur, cela répond aux besoins des jeunes comme moyen de locomotion pour se rendre à l'école, sur un lieu d'apprentissage ou de travail. Le complément nécessaire est à prélever sur l'allocation de loisirs ou l'argent de poche. L'achat d'un cyclomoteur doit être justifié et rester exceptionnel. Le service prend en charge l'assurance du cyclomoteur (à hauteur de 400 € maximum) jusqu'à la majorité du jeune.

Un bon d'achat, indiquant une bicyclette, un casque, une sonnette, un phare, est délivré tous les deux ans jusqu'aux 6 ans de l'enfant, puis tous les 3 ans, au delà de cet âge.

<b>Autres participations</b>	Barème 2023
Prise en charge du Brevet de Sécurité Routière sur justificatif et en lien avec l'indemnité d'achat de cyclomoteur	Plafond : 250,00 €
<b>Mariage/pacs de l'enfant</b>	Barème 2023
Mariage/pacs	195 €

<b>Récompense pour succès aux examens</b>	Barème 2023
Diplôme de fin d'études obligatoires	40 €
CAP – Brevet des collèges	50 €
Baccalauréat – BEP – BTS – diplôme universitaire	60 €

<b>Allocation de Noël</b>	Barème 20223
Jusqu'à 14 ans inclus	33,85 €
A partir de 14 ans	39,50 €

<b>Soutien scolaire</b>	Barème 2023
Primaire	9,60 € / heure
De la 6 <sup>ème</sup> à la 3 <sup>ème</sup>	12,90 € / heure
Seconde-Première-BEP-CAP	13,90 € / heure
Terminale Bac Pro ou équivalent	15,80 € / heure

<b>Forfait colonies et séjours de vacances</b>	Barème 2023
Maximum par an et par enfant	770 € maximum

<b>Remboursement des centres de loisirs</b>	Barème 2023
Facture prise en charge selon le tarif	au-delà de 6,10 € / jour

<b>Frais de garderie (dans le cadre des obligations professionnelles des Assistants Familiaux)</b>	Barème 2023
à la journée	29,70 €
à la demi-journée	14,85 €
à l'heure	9,90 €

<b>Remboursement des transports scolaires hors secteur de référence</b>	Barème du secteur de référence
Cars scolaires ou Lignes régulières	90 €

Le coût de la carte de transport scolaire est compris dans l'indemnité d'entretien.

Si l'enfant doit prendre des transports sur un autre secteur, le service de l'Aide Sociale à l'Enfance prendra en charge le coût dépassant les 90 € dans la limite d'un coût total de 200 €

<b>Allocation mensuelle versée aux assistants familiaux adoptant un enfant confié</b>	Barème 2023
Allocation forfaitaire versée mensuellement jusqu'au jugement d'adoption	414 €



## **ALLOCATION MENSUELLE TEMPORAIRE (AMT)**

L'allocation mensuelle temporaire est une aide financière attribuée à une famille en cas d'insuffisance de ressources permettant de subvenir aux besoins alimentaires des enfants ou contribuer à l'élaboration d'un projet pour l'enfant.

Elle est une aide subsidiaire et l'intéressé doit au préalable faire valoir ses droits auprès des organismes compétents (ex : prestations sociales, familiales, pension alimentaire...). Toutefois, elle peut être versée dans l'attente de l'ouverture de ces droits. Elle peut être versée sous condition de remboursement.

### **Les bénéficiaires :**

- Père, mère, femme enceinte, ou toute personne qui a la charge effective de l'enfant, y compris mineure qui a une adresse dans la Vienne.
- Aucune condition de nationalité, de régularité de séjour, n'est requise
- Sont exclus
  - les bénéficiaires d'admission en centre d'hébergement et de réinsertion sociale, en centre d'accueil pour demandeurs d'asile bénéficiaires de l'Aide aux Demandeurs d'Asile (ADA), ceux-ci étant pris en charge par des dispositifs sociaux à la charge de l'Etat.  
Exception : les demandeurs d'asile dans l'attente de la perception des aides de l'Etat, ou déboutés de leur demande d'asile et qui ne perçoivent donc plus ces aides peuvent bénéficier de l'allocation mensuelle.
  - Les parents qui bénéficient d'une prise en charge globale dans un établissement d'accueil pour femmes enceintes ou parents avec enfants de moins de 3 ans.

### **Les conditions financières :**

- Les revenus et ressources de l'ensemble de la famille vivant au sein d'un même foyer sont pris en compte : parents, concubins, beaux-parents, grands-parents, y compris les revenus des majeurs de moins de 21 ans dont la participation est forfaitaire et estimée à 156 €.  
Exception :
  - ✓ si les beaux-parents ou les grands parents des enfants pour lesquels l'aide est demandée sont eux-mêmes parents d'enfants mineurs, ils constituent alors un autre foyer et leurs revenus ne sont pas pris en compte.
- Dans le cas de l'hébergement chez un tiers, non obligé alimentaire par rapport à l'enfant, ses ressources ne sont pas prises en compte. En revanche, si l'hébergeant est

le père ou la mère d'un des enfants pour lesquels l'allocation est demandée, ses ressources sont prises en compte.

- Les aides au logement ne sont pas prises en compte dans les ressources
- Les plafonds de ressources en fonction de la situation familiale sont les suivants :

<b>Allocations mensuelles 2023 (nature 65111)</b> Plafonds de ressources au 01/01/2023 hors aides au logement (AL, APL)		
Enfants présents au foyer (moins de 21 ans)	Parents isolés avec enfants	Familles avec enfants
Enfant à naître	392€	490€
1 enfant	490€	588€
2 enfants	588€	685€
3 enfants	685€	783€
4 enfants	783€	881€
5 enfants	881€	979€
6 enfants	979€	1077€
7 enfants	1077€	1175€
Par enfant supplémentaire	98€	98€

**Le montant de la demande :**

Il est calculé par différence entre le montant plafond indiqué ci-dessus et les revenus du foyer. Le montant versé ne peut être inférieur à 5 € ni supérieur à 250 €.

**La demande :**

- Elle est faite auprès d'un travailleur social qui établit un rapport sur la situation faisant apparaître l'évaluation de la situation financière et sociale et les solutions à mettre en œuvre.
- Elle précise les démarches auprès de tiers et d'autres organismes que l'intéressé doit effectuer.
- Elle précise le montant demandé et la durée. L'AMT, accordée par défaut pour 1 mois, peut éventuellement être accordée pour 2 ou 3 mois en fonction de la situation particulière de la famille.
- Toute demande de renouvellement de cette aide doit être accompagnée d'un bilan des actions engagées justifiant de la nécessité de la prolongation du versement.

**Décision d'attribution :**

Le Président du Conseil Départemental ou son délégataire prend la décision d'attribution sur la base du rapport social.

La décision d'attribution fixe le montant et la durée de l'aide.

La décision d'attribution ou de rejet doit être notifiée au demandeur. La décision de rejet doit être motivée, les délais et voies de recours indiqués au demandeur.

En cas de fraude avérée, le versement de l'allocation est arrêté. Cette suspension est notifiée au demandeur, motivée, les délais et voies de recours indiqués.

## REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

---

### COMMISSION ACTION SOCIALE, ENFANCE, FAMILLE / SANTE

Direction Générale Adjointe des Solidarités

Direction de l'Enfance et de la Famille

---

## RAPPORT DU PRESIDENT

---

### ENFANCE ET FAMILLE : BP 2023



#### 1/ Périmètre d'intervention de la politique publique

Le Département de la Vienne, à travers les missions de prévention médico-sociale dans le domaine de la petite enfance avec la Protection Maternelle et Infantile (PMI), les missions de repérage, de prévention et de prise en charge des enfants en danger ou en risque de l'être avec l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) et enfin les missions d'accompagnement des Mineurs Non Accompagnés (MNA), met en œuvre les compétences obligatoires qui lui sont confiées par la Loi concernant la protection de l'enfance.

Dans ce cadre, il autorise et contrôle des assistants maternels, des assistants familiaux et de nombreux services et établissements médico-sociaux.

Le Département structure les orientations des politiques sociales à travers le schéma unique des solidarités 2020-2024.

#### 2/ Grandes orientations pour le budget 2023

Après 2 années fortement impactées par le COVID, l'année 2022 a été marquée par une recrudescence des besoins de prévention en lien avec la PMI et les assistants sociaux des Maisons Des Solidarités (MDS).

La PMI répond ainsi de plus en plus à des sollicitations des partenaires (crèches, écoles...) pour diagnostiquer, orienter et accompagner les problématiques neuro développementales chez de jeunes enfants.

Le repérage et l'accompagnement des situations prénatales en réseau avec les services de maternité prennent aussi de l'importance.

Il est également nécessaire de préciser que la désertification médicale renforce la nécessité des consultations médicales de la PMI sur l'ensemble du territoire de la Vienne.

Après 2 années consécutives de baisse d'arrivées de MNA, en lien avec le COVID, le nombre de jeunes primo-arrivants en 2022 est revenu au niveau de celui de 2019.

Les arrivées dénombrées à 247 en 2019 avaient chuté à 127 en 2020 et 155 en 2021. L'année 2022 affiche une reprise avec déjà 159 jeunes au 31 août 2022.

Il est ainsi prévu la prise en charge de 303 MNA en file active pour l'année 2023, en comprenant les jeunes suivis en contrats jeunes majeurs.

La Cellule de Recueil des Informations Préoccupantes (CRIP) a été réorganisée et bénéficie désormais d'un renforcement de ses évaluateurs.

Les hausses d'activités constatées en 2022 n'impactent pas systématiquement le nombre d'enfants accueillis mais constituent un marqueur des difficultés rencontrées par les familles après les périodes COVID.

Le nombre des enfants accueillis en placement, hors MNA, se situe sur une moyenne haute par rapport aux années précédentes. Il est évalué pour 2023 à 945 contre 893 prévus en 2022.

Dans le même temps, le nombre d'assistants familiaux continue de diminuer, même si la baisse constatée en 2022 se ralentit.

La moyenne de 502 enfants en placement familial en 2022 devrait donc être réévaluée à 481 en 2023.

Afin de compenser cette baisse, le Département soutient l'ouverture de nouveaux lieux de vie tout en réservant des places au sein de ces établissements.

Les projets d'ouverture de places pour enfants à difficultés multiples se prolongent également en 2023.

Une dynamique a été lancée en 2022 pour infléchir à l'avenir la part des enfants confiés (1 248) en proportion des enfants suivis à domicile (1 040 mesures éducatives auxquelles s'additionnent les mesures de prévention).

L'étude sur le milieu ouvert permettra en 2023 de projeter les perspectives d'avenir pour agir plus rapidement et plus intensément au sein des familles avant la dégradation des situations.

Afin d'aller dans ce sens, un travail sur la transformation de places de Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) en placement à domicile (PEAD) sera également effectif l'année prochaine.

Un accompagnement de l'Institut Départemental pour la protection de l'Enfance et l'accompagnement des Familles (IDEF) est également en cours visant à sa restructuration avec notamment une priorisation des missions sur la gestion de l'urgence, l'évaluation, l'orientation et les interventions en milieu ouvert.

Budgétairement le Département a dû intégrer en cours d'année 2022 les dépenses liées à :

- la très forte augmentation du SMIC, impactant les assistants familiaux et les lieux de vie,
- le Séjour pour les travailleurs sociaux, impactant autant les agents départementaux que les partenaires,
- la Loi Taquet, impactant les assistants familiaux,
- l'inflation, impactant l'ensemble des achats de consommables et de matériels.

En supplément de ces évolutions en 2022, qui s'appliqueront sur les 12 mois de 2023, il est également nécessaire pour 2023 de revaloriser les budgets des établissements et services soumis à tarification annuelle du Président du Conseil Départemental avec un taux directeur fixé à 1,50 %.

L'année 2023 permettra enfin de prolonger la mise en œuvre de la contractualisation avec l'Etat dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance. Le 1<sup>er</sup> avenant au contrat a été approuvé par délibération du Conseil Départemental du 23 septembre 2022.

Les principales orientations restent basées sur la capacité :

- d'agir le plus précocement possible pour répondre aux besoins des enfants et de leurs familles,
- de sécuriser les parcours des enfants protégés et prévenir les ruptures,
- de donner aux enfants les moyens d'agir et garantir leurs droits,
- de préparer l'avenir des enfants et sécuriser leur vie d'adulte.

### 3/ Synthèse budgétaire par programme

La proposition budgétaire 2023 peut se résumer dans le tableau ci-dessous :

Programmes	Fonctionnement en euros		
	CA 2021	BP 2022	Proposition 2023
<b>Aide Sociale à l'Enfance (ASE)</b>	<b>48 223 000</b>	<b>51 074 000</b>	<b>54 287 000</b>
Placement familial	17 917 000	18 026 000	19 122 000
Hébergement	21 983 000	24 534 000	26 437 000
Prévention	8 270 000	8 503 000	8 632 000
Frais de gestion ASE	54 000	11 000	95 000
<b>Mineurs Non Accompagnés (MNA)</b>	<b>5 575 000</b>	<b>5 644 000</b>	<b>6 606 000</b>
Placement familial	356 000	305 000	585 000
Hébergement	5 184 000	5 291 000	5 912 000
Prévention	35 000	48 000	38 000
Frais de gestion MNA	0	0	71 000
<b>Protection Maternelle et Infantile (PMI)</b>	<b>539 000</b>	<b>558 000</b>	<b>558 000</b>
<b>Total</b>	<b>54 337 000</b>	<b>57 276 000</b>	<b>61 450 000</b>



L'évolution du budget prévisionnel 2023 est de + 4 174 000 euros par rapport à 2022 soit une augmentation de 7,29 %.

#### **4/ Présentation plus détaillée des programmes**

##### **4.1 - L'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) 54,287 M€**

###### **4.1.1 Le placement familial ASE (19, 122 M€)**

###### **4.1.1.1 La rémunération principale**

Fin septembre 2022, le Département emploie 246 assistants familiaux. 522 enfants leur ont été confiés dont 14 MNA.

Le nombre d'assistants familiaux est en diminution constante en raison des départs en retraite. En effet, les 8 recrutements au 1<sup>er</sup> juillet 2022, par exemple, ne permettent pas de compenser les 13 départs prévus. La démarche de recrutement de nouveaux professionnels sera poursuivie avec une attente particulière sur le recours à de nouvelles formes de promotion de ce métier.

De ce fait, il est projeté d'accueillir 481 enfants ASE en famille d'accueil en 2023 et 14 MNA.

Les modalités de rémunération ont été réévaluées au 1<sup>er</sup> septembre 2022, en application de la loi Taquet et de son décret d'application d'août 2022, à :

Nombre d'enfants	2023 (en nombre de SMIC horaire)
1	152
2	235
3	318
Au-delà de 3, par enfant supplémentaire	+ 83

Cette évolution aura une incidence en année pleine en 2023. De plus, ces rémunérations augmentent avec le SMIC dont l'évolution a été considérable entre les mois d'octobre 2021 et octobre 2022.

Ainsi, malgré une diminution du nombre d'enfants accueillis par des assistants familiaux, les rémunérations sont en progression de 6,1 %.

###### **4.1.1.2 Les indemnités**

Le montant des indemnités sera conforme aux bases fixées par décret. Le détail des sommes allouées pour les différents frais d'entretien des enfants figure dans l'annexe 1 du présent rapport.

###### **4.1.1.3 Les autres modalités d'exercice professionnel**

Des week-ends Loisirs en faveur des enfants confiés à l'ASE et en accueil familial sont organisés par deux associations en fonction de l'âge des enfants :

- « Roulottes et Nature » : groupe d'enfants âgés de 6 à 12 ans
- « Les Francas » : groupe d'enfants âgés de 13 à 17 ans.

Ils bénéficient à 40 jeunes et permettent, d'une part, d'avoir une première approche de la socialisation ou d'une certaine autonomie, en fonction de l'âge de l'enfant. D'autre part, ces week-ends assurent un temps de « pause » entre l'assistant familial et le jeune.

Dans le cadre de l'accompagnement professionnel des assistants familiaux, sont intégrés au budget 2023 :

- des interventions extérieures incluses dans le stage 60 heures préalable à tout accueil lors d'une nouvelle embauche : 1 journée sur le thème « les Enjeux du Placement Familial » et ½ journée sur la coordination avec les Techniciens d'Intervention Sociale et Familiale (TISF),
- un accompagnement renforcé dans les 6 premiers mois après l'embauche,
- des séances d'analyse de la pratique, animées par une intervenante extérieure : 6 groupes sont répartis sur les différents territoires, à hauteur d'une rencontre par mois (hors juillet et août).

#### 4.1.1.4 Un accompagnement renforcé pour des enfants à difficultés multiples : le service « Encr'AJ » géré par l'IDEF

Ce service porté par l'IDEF d'une capacité de 26 places et ouvert en septembre 2019 est un soutien aux familles d'accueil afin d'éviter les ruptures d'accueil, préjudiciables aux enfants.

### 4.1.2 L'hébergement ASE (26,437 M€)

#### 4.1.2.1 L'accueil d'urgence et l'accueil parents-enfants (5,016 M€)

L'accueil d'urgence est opéré dans les structures du Service d'Accueil et d'Orientation (SAO) de l'IDEF.

La restructuration de l'IDEF vise à prioriser ces missions d'évaluation et d'orientation tout en créant un dispositif permettant de gérer l'urgence, préalable à l'accueil. Ainsi le Département accompagne l'IDEF dans le rééquilibrage de son budget et les axes prioritaires à travailler pour réaliser cette restructuration.

Les accueils enfants-parents, dispositifs de prévention, sont assurés dans des structures de petite taille, de 8 accueils au plus gérés par AUDACIA, l'IDEF et le Réseau Salvart (Cécile et Marie-Anne) à Poitiers et à Châtelleraut.

#### 4.1.2.2 Les foyers d'accueil en internat ou en externat (12,349 M€)

Ces établissements représentent une capacité autorisée d'hébergement, fin 2022, de 253 places (hors MNA) pour le Département de la Vienne.

Les structures concernées sont les suivantes :

- le Village d'Enfants : 62 places dont 36 Vienne,
- la Maison d'enfants du Réseau Salvart : 70 places dont 63 Vienne,
- les Foyers Educatifs Mixtes (FEM) de l'ADSEA : 27 places Vienne,
- les foyers de l'IDEF : 27 places Vienne,

- l'Accompagnement Personnalisé en Milieu Naturel (APMN) ASE de l'IDEF : 12 places Vienne,
- l'Accueil Personnalisé en Milieu Naturel (APMN) ASE de l'ADSEA : 15 places Vienne,
- le Centre Educatif et de Formation Départemental (CEFORD) : 40 places dont 35 places Vienne.

En 2022, a été engagé un travail pour la création de places supplémentaires pour prendre en charge les enfants à difficultés multiples.

Une concrétisation pourrait voir le jour en 2023 à travers 10 places en lieux de vie et d'accueil.

Par ailleurs un objectif à venir va être également de relocaliser 8 places pour enfants à difficultés extrêmes afin de ne plus avoir recours à des places en Région Parisienne, dont certaines ne répondent plus aux critères de la Loi Taquet.

#### 4.1.2.3 Les lieux de vie et d'accueil (LVA) de la Vienne (7,730 M€)

Ces structures, au nombre actuel de 21 après 2 créations en 2022, offrent 153 places d'accueil dont environ 105 sont occupées par des enfants de la Vienne.

Les autres places sont occupées par des enfants orientés par d'autres départements qui, dans ce cas, financent leur fonctionnement.

Les LVA ont vu leur capacité augmenter de manière importante depuis plusieurs années. Ils permettent ainsi de participer à la compensation de la baisse des accueils chez les assistants familiaux.

Le coût plancher d'un accueil est de 14,5 fois la valeur horaire du SMIC par jour. Il peut être réévalué jusqu'à 18,5 sur justification en fonction de la problématique des enfants accueillis.

Certaines situations particulières d'enfants nécessitent également parfois un prix plus élevé pour la prise en charge des difficultés multiples.

Les hausses du SMIC impactent donc directement le coût final de chaque place, tout comme les assistants familiaux.

#### 4.1.2.4 Les établissements hors Vienne (1,340 M€)

Les besoins d'établissements hors Vienne concernent des enfants déjà placés dont les parents déménagent dans la Vienne. Dans ce cas, le juge pour enfants est saisi et décide souvent de maintenir le lieu de placement précédent, surtout si l'enfant y est installé depuis plusieurs années dans de bonnes conditions.

La Vienne est toutefois tenue de payer cette prise en charge. Ces dépenses peuvent fluctuer au gré des décisions judiciaires et de la mobilité des familles.

Dans d'autres cas, l'ASE a recours à des placements hors Vienne dans des établissements avec des prises en charge très spécifiques ou lorsqu'une mesure d'éloignement géographique est prononcée par le juge ou qu'il n'y a pas d'opportunité de places sur notre territoire.

Il est prévu d'avoir moins recours aux placements dans des structures hors département en créant 8 places spécifiques d'accueil dans le Département pour les prises en charge spécifiques (souvent en lien avec des problématiques de santé).

#### **4.1.3 La Prévention ASE (8,632 M€)**

Ces actions, prévues dans le code de l'action sociale et des familles, ont pour but d'intervenir au sein des familles afin de travailler sur les modes éducatifs et d'éviter ainsi, le plus souvent possible le placement de l'enfant ou d'apporter une aide financière aux familles qui en ont besoin.

##### **4.1.3.1 Les mesures éducatives (6,962 M€)**

###### *4.1.3.1.1 Les heures de Techniciens.ennes de l'Intervention Sociale et Familiale (TISF)*

Il s'agit d'intervenir auprès des enfants ainsi que des parents pour les aider sur différentes tâches quotidiennes ou d'assurer l'encadrement de droits de visite pour des enfants placés.

###### *4.1.3.1.2 Les mesures d'assistance éducative*

Cette enveloppe est affectée au financement de trois services externalisés qui mettent en œuvre au global 940 mesures d'Action Educative en Milieu Ouvert (AEMO) édictées par le juge, d'Accompagnement Educatif à Domicile (AED) ou d'Accompagnement en Economie Sociale et Familiale (AESF) :

- le Service d'Accompagnement Educatif auprès des Familles (SAEF) de l'IDEF pour 579 mesures,
- le Service d'Intervention Educative en Milieu Ouvert (SIEMO) de l'Association Départementale de la Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte (ADSEA) pour 162 mesures,
- l'Union Départementale des Associations Familiales de la Vienne (UDAF) pour 179 mesures dont 30 mesures d'AEMO Renforcé depuis 2022,
- les 20 mesures d'Accompagnement en Economie Sociale et Familiale (AESF) exercées par l'UDAF.

Il est également important de rappeler que les équipes éducatives du Département assurent directement 100 mesures d'AED, au sein des territoires.

Une étude est actuellement menée par le Département, en lien avec les opérateurs concernés, dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance, notamment sur les mesures d'intervention à domicile et sur les évolutions possibles permettant d'envisager de nouvelles organisations.

#### *4.1.3.1.3 Les équipes de prévention spécialisée sur Poitiers et Châtellerauld de l'ADSEA*

Les équipes de Prévention Spécialisée, portées par l'ADSEA, comprennent 19,80 ETP dont 14 éducateurs, 5 sur Châtellerauld et 9 sur Poitiers.

Leur objectif est de détecter les mineurs souvent déscolarisés, les aider à construire un projet et les accompagner et les guider dans les démarches qu'ils ont à accomplir.

L'ADSEA a également obtenu des crédits complémentaires dans le cadre de la Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et l'accès à l'emploi (CALPAE), non inclus dans le budget départemental, pour financer un poste supplémentaire sur Poitiers et ½ poste sur Châtellerauld opérant dans des Quartiers Prioritaires Politique de la Ville.

#### *4.1.3.1.4 La crèche familiale préventive « FA SOL VIE » gérée par l'association « Enfant Présent »*

Cette crèche familiale a été créée en fin d'année 2019. D'une capacité de 30 places, les assistants maternels sont recrutés sur l'ensemble de la Vienne. Elle fonctionne maintenant à pleine capacité.

Incluse dans le champ du contrat d'appui à la lutte contre la pauvreté et la stratégie de prévention et de protection de l'enfance, elle bénéficie également d'un financement de l'Etat à hauteur de 155 000 €.

#### *4.1.3.1.5 Les participations*

Le montant prévu de 257 000 € permet d'octroyer des subventions à des associations intervenant dans le secteur de la protection de l'enfance (éducateurs de rue, classes relais, foyers de jeunes travailleurs ...) et les postes d'intervenants sociaux dans les commissariats et gendarmerie.

Les subventions progressent du fait de l'accompagnement de la « Maison des Ados », ouverte en 2021 et de la mise en place de « Picta Bus » sur le territoire départemental.

Une nouvelle subvention, compensée par la stratégie de prévention et de protection de l'enfance, a également permis en 2022 de soutenir la création de l'Unité d'Accueil Pédiatrique des Enfants en Danger (UAPED) du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Poitiers.

Les subventions seront individualisées en 2023.

#### *4.1.3.1.6 Les autres dépenses de prévention et les actions collectives*

Ces dépenses permettent notamment la mise en œuvre d'activités individuelles ponctuelles par les éducateurs de l'ASE au bénéfice des enfants pris en charge.



#### *4.1.3.1.7 Les actions individuelles de prévention*

Les actions individuelles de prévention sont des actions mises en œuvre au sein de l'ASE afin de financer des besoins liés au soutien à la parentalité dans l'optique d'éviter des placements.

Ainsi, l'ASE finance des internats scolaires, des camps de vacances, des centres de loisirs, des crèches etc...

Dans ce cadre, l'association Temps Dem prend également les enfants en charge sur des temps définis en semaine.

#### *4.1.3.1.8 Le service d'accueil de jour*

En complément des places d'accueil parents enfants, l'accueil de jour permet de soutenir des parents, dans des lieux dédiés ou à leur domicile, en matière de prévention.

#### **4.1.3.2 Les aides financières**

Accordées par décision du Président du Conseil Départemental, les aides sont attribuées, au titre de la prévention au vu d'une demande justifiée, à la personne qui assume la charge effective d'un enfant lorsque la santé, la sécurité, l'entretien ou l'éducation l'exigent et lorsque le demandeur ne dispose pas de ressources suffisantes.

Afin de maintenir l'enfant dans son milieu familial, le versement est effectué sous la forme d'allocations mensuelles ou de secours.

Des prêts remboursables peuvent être accordés une fois par an, sauf situation exceptionnelle à :

- des familles qui connaissent des difficultés temporaires du fait d'un changement de situation et qui attendent le versement d'allocations ou de prestations légales qui leur sont dues (indemnités Pôle Emploi, allocation aux adultes handicapés, indemnités journalières de la sécurité sociale, retraite...),
- des assistants familiaux rencontrant des difficultés financières notamment dans l'attente du versement de leur rémunération, mettant en péril la prise en charge des enfants à leur domicile.

Il est proposé de maintenir le plafond de ces prêts à 600 € pour l'année 2023.

Une allocation mensuelle peut être accordée à des familles ne disposant pas de ressources suffisantes dans les cas suivants :

- familles en difficultés qui n'ont pas de droits ouverts à des prestations de droit commun, en application des critères d'intervention,
- interventions ponctuelles préventives et éducatives en fonction des difficultés familiales rencontrées,
- allocations représentant l'indemnité d'entretien à des tiers dignes de confiance à qui le juge des enfants a confié des enfants,
- allocations destinées à aider les parents qui ont une indisponibilité momentanée et dont les ressources ne leur permettent pas de régler la

totalité des frais de garde de leur enfant (assistants maternels ou modes de garde collectifs),

- allocations aux familles d'accueil adoptant l'enfant qui leur était précédemment confié jusqu'au jugement d'adoption,
- allocations représentant l'indemnité d'entretien versée à des tiers bénévoles à qui le Président du Conseil Départemental a confié des enfants.

Il est précisé que la demande de prestations légales prime sur la demande d'allocation mensuelle. Cette allocation, pour les demandeurs en attente de droits, peut être remplacée par une avance remboursable.

Par ailleurs, les modalités de versement de cette allocation seront modifiées au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2023 : les chèques seront remplacés par l'attribution de chèques d'accompagnement personnalisés qui permettront aux usagers de payer directement les commerçants.

Les personnes bénéficiaires de l'Aide aux Demandeurs d'Asile (ADA) ne peuvent prétendre à l'allocation mensuelle. Les modalités d'attribution proposées sont décrites en annexe 2 du présent rapport.

Il convient également de noter que le nombre de Tiers Dignes de Confiance (TDC) indemnisés est en progression, notamment en application des textes en vigueur : il est prévu l'indemnisation de 70 TDC en 2023 en comparaison d'une moyenne de 47 en 2022.

#### **4.1.4 Les recettes ASE**

Elles sont traditionnellement constituées de remboursements de Départements extérieurs, de recouvrements sur l'assurance maladie, de remboursements de personnels mis à disposition et de la participation de certains bénéficiaires (0,530 M€).

Pour l'année 2023 tout comme en 2022, s'y ajoutent les recettes provisoires contractuelles provenant de l'Etat en application de la Convention sur la stratégie de prévention et protection de l'enfance pour 1,577 M€.

#### **4.2 - Les Mineurs Non Accompagnés (MNA) 6,606 M€**

La perspective pour 2023 est basée sur les constats des 10 premiers mois de l'année 2022, sous réserve d'évolutions qui seraient constatées.

Dans le cadre de la phase d'évaluation des primo arrivants, les MNA reçus en accueil d'urgence sont hébergés soit au Service d'Accueil et d'Orientation (SAO) MNA de l'Institut Départemental pour la protection de l'Enfance et l'accompagnement des Familles (IDEF), soit à l'auberge de jeunesse ou à l'hôtel si besoin.

En application de la Loi Taquet du 7 février 2022, les jeunes confiés ne pourront plus être accueillis dans des structures non autorisées. Il est ainsi prévu en 2023 d'augmenter les capacités d'hébergement de 15 places pour mettre fin au recours aux hébergements à l'hôtel et à l'auberge de jeunesse dès la reconnaissance de la minorité.

#### **4.2.1 Le placement familial MNA (0,585 M€)**

Les plus jeunes MNA et les jeunes filles peuvent être hébergés en famille d'accueil pour mieux correspondre à leurs besoins.

Ce type d'accueil reste limité à 14 places pour 2023 en fonction de la réalité d'arrivées du public cible.

Les impacts de l'évolution du placement familial ASE s'appliquent de même au placement familial MNA.

#### **4.2.2 L'hébergement MNA et la prévention MNA (5,912 M€)**

L'accompagnement d'un MNA se distingue des missions classiques de protection de l'enfance qui se fondent sur le lien parents enfants et l'autorité parentale au sens des articles 375 et suivants du Code Civil.

Les MNA n'ont pas de famille sur le territoire et sont plus âgés : ils ont très majoritairement plus de 14 ans et 45% sont des jeunes majeurs.

Leur prise en charge est donc centrée sur l'accompagnement social et professionnel au sein des structures suivantes :

- le Dispositif d'Accueil des Mineurs Isolés Etrangers (DAMIE) (34 places), ouvert fin 2017 ;
- le Service d'Accueil des Mineurs Non Accompagnés (SAMNA) (80 places), ouvert fin 2017 ;
- le Service d'Insertion pour Jeunes Majeurs (SIJM) (80 places), ouvert fin 2019 ;
- l'Accompagnement Personnalisé en Milieu Naturel (APMN) pour MNA : 9 places gérées par l'ADSEA et 24 places gérées par l'IDEF ;
- 18 places spécialisées MNA à la Maison d'Enfants à Caractère Social (MECS) de Salvart - Parcours Education et Insertion ;
- 1 place aux Foyers Educatifs Mixtes de Châtellerauld ;
- 5 accueils chez des bénévoles.

Les lieux d'accueil du SAMNA et du SIJM sont situés au plus près des lieux d'apprentissage de ces jeunes et couvrent l'ensemble du territoire départemental.

Les jeunes filles MNA les plus grandes, peu nombreuses (moins de 10 arrivées par an), peuvent être accueillies en famille d'accueil ou en MECS, compte tenu d'un parcours très traumatique et d'un état de santé souvent précaire.

3 places leur sont également réservées à la Résidence « Cécile et Marie-Anne » depuis novembre 2019.

#### **4.2.3 Les recettes MNA**

Un décret n°2019-670 du 26 juin 2019, codifié aux articles R221-11 et suivants du Code de l'action sociale et des familles, complété par un arrêté du 28 juin 2019 fixe les modalités de calcul des participations de l'Etat pour la phase d'accueil à hauteur de :

- 500 € par jeune arrivé,
- 90 € par jour pour ceux qui restent 14 jours,
- 20 € par jour dans la limite de 9 jours supplémentaires.

Ainsi ces recettes sont évaluées à 100 000 €.

#### **4.3 - La Protection Maternelle et Infantile (PMI) 0,558 M€**

##### **4.3.1 Les actions de santé et de prévention précoce PMI**

###### **4.3.1.1 Les actions prénatales et de planification et l'éducation familiale**

Dans le cadre de la prévention très précoce, des séances d'information collective sur la vie affective et sexuelle sont réalisées notamment dans les établissements d'enseignement classique ou spécialisé (39 séances).

Ces activités s'adressent à toute la population avec une attention particulière portée aux mineur(e)s :

- 707 entretiens psychologiques :
  - dont 109 entretiens pré et post-IVG (Interruption Volontaire de Grossesse),
  - dont 580 entretiens de conseil conjugal et familial,
- 444 consultations gynécologiques dont 50 pour des mineures,
- 873 consultations obstétricales pré et postnatales.

Les activités prénatales sont réalisées sous forme de visites à domicile des sages-femmes, de consultations obstétriques, de séances de préparation à la naissance dont les Entretiens Prénataux Précoces (EPP) en lien avec les maternités du Département :

- 1 189 déplacements pour les visites à domicile des femmes enceintes,
- 923 séances de préparations individuelles à la naissance,
- 610 entretiens prénataux précoces,
- 30 Informations Préoccupantes Prénatales (IPP) et 125 fiches de liaison maternité.

###### **4.3.1.2 Les actions développées en postnatal, les bilans de santé**

Réparties sur tout le territoire, les équipes de la PMI assurent diverses actions en direction des familles avec enfants de moins de 6 ans, dans un objectif de développement d'une politique de prévention des risques dans les relations parents-enfants par le biais de :

- 7 732 consultations effectuées par un médecin dont 381 enfants vus en consultations conjointes avec une psychologue,
- 9 015 actes réalisés par des puéricultrices, auxiliaires de puériculture et éducatrices jeunes enfants dont 5 971 à domicile,
- 4 073 enfants vus en bilans réalisés en écoles maternelles (enfants de 3-4 ans), 32% des enfants vus ont été orientés vers une consultation de spécialiste,
- des actions collectives développées sur les territoires pour apporter un espace de parole et d'écoute différent aux parents, orthophonistes,
- des actions collectives avec des interventions de spécialistes extérieurs, de nouveaux groupes de soutien à la parentalité, de l'orthophoniste,

- 736 entretiens avec une psychologue.

Au total, 4 921 enfants de moins de 6 ans ont été vus au moins une fois par le personnel PMI (hors bilan scolaire) dans l'année ; 60% des nouveaux nés rencontrent un professionnel PMI au cours du 1<sup>er</sup> mois de vie.

Les différentes missions nécessitent des achats de matériels et de produits pharmaceutiques pour l'exercice des professionnels du service ainsi que des achats de vaccins pour les jeunes enfants. Ce budget est augmenté à 38 000 € avec les interventions auprès de personnes en Centre d'Accueil de Demandeurs d'Asile (CADA).

Enfin, une dotation de fonctionnement est allouée annuellement au centre de planification du Centre Hospitalier Universitaire (CHU), soit 51.800 €.

#### 4.3.1.3 Les Centres d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMSP)

Le Département intervient à hauteur de 20 % de la dotation globale arrêtée par l'Etat en application de l'article L.2112-8 du code de la santé publique, soit 290 000 euros.

### 4.3.2 Les modalités d'accueil des enfants de moins de 6 ans - PMI

#### 4.3.2.1 L'accueil chez les assistants maternels et assistants familiaux

A ce jour, le Département compte environ 2 579 assistants maternels pour près de 8762 places, ainsi que 334 assistants familiaux, dont 275 employés par le service de l'Aide Sociale à l'Enfance du Département, pour 712 places d'accueil.

La formation initiale obligatoire des assistants maternels, que la loi confie au service PMI, est réalisée par deux prestataires extérieurs :

- Cohérence des projets et des hommes de Niort pour la partie relative à la prise en charge des enfants,
- Action sauvetage de Poitiers pour les gestes de premiers secours.

64 assistants maternels ont suivi la 1<sup>ère</sup> partie de la formation et 331 journées ont été dispensées pour le module 2.

Durant ces formations, les parents peuvent bénéficier de remboursements d'heures de frais de garde quand leur assistant maternel est indisponible. Il est proposé de maintenir l'indemnité forfaitaire à hauteur de 26 € par jour entier de garde, soit un budget de 1 700 €.

Les crédits nécessaires à la formation des assistants maternels sont estimés à 110 000 €. Il est prévu 300 € liés à l'indemnisation des membres de la Commission Consultative Paritaire Départementale (CCPD) et pour les déplacements.

Enfin, il convient de prévoir un crédit de 1 000 € pour les frais de gestion du service PMI.



#### 4.3.2.2 L'animation des salles d'attente de consultation

Un crédit prévisionnel de 12 000 € est proposé principalement pour l'animation dans les salles d'attente :

- le Plac'art, 7 000 €,
- le Conservatoire à Rayonnement Régional, 1 500 €
- 3 500 € pour d'autres projets (animation collective orthophonie à Poitiers et à Châtelleraut).

#### 4.3.2.3 La Convention Territoriale Globale

Une CTG (Convention Territoriale Globale) inscrite dans le schéma départemental des services aux familles a été signée fin 2021 avec la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de la Vienne.

Les objectifs petite enfance partagés sont :

- le développement de la coordination entre les services institutionnels et les acteurs de la petite enfance,
- la réactualisation annuelle de l'observatoire des modes de garde de la petite enfance,
- l'amélioration des informations relatives à l'accueil de la petite enfance (usagers, élus, professionnels),
- l'amélioration de la qualité de l'accueil.

**Je vous propose au titre du budget primitif 2023 relatif à la politique publique Enfance et Famille :**

- **d'inscrire des crédits de paiement pour 54 287 000 € en fonctionnement pour l'aide sociale à l'enfance,**
- **de prévoir des recettes à hauteur de 2 193 000 € en fonctionnement pour l'aide sociale à l'enfance et la protection maternelle et infantile,**
- **d'adopter pour 2023 un taux d'évolution des budgets des établissements et services médico-sociaux tarifés annuellement par le Président du Conseil Départemental de 1,5 %,**
- **de fixer les rémunérations mensuelles d'un assistant familial pour l'accueil :**
  - **d'1 enfant à 152 fois le SMIC horaire,**
  - **de 2 enfants à 235 fois le SMIC horaire,**
  - **de 3 enfants à 318 fois le SMIC horaire,**
  - **à partir du 4ème enfant accueilli, à 83 SMIC horaire supplémentaire par enfant,**
- **d'adopter le barème relatif aux indemnités pour les enfants, les assistants familiaux et les jeunes majeurs, dont le détail est joint en annexe 1,**
- **de fixer pour 2023 :**
  - **entre 60 et 100 € le montant des secours d'urgence,**
  - **à 600 € le plafond des prêts remboursables,**
  - **à 250 € le montant maximal forfaitaire de l'allocation mensuelle,**

- à 14,5 fois le SMIC horaire le tarif journalier pour l'accueil d'un enfant en lieu de vie, un tarif supérieur pouvant être accordé par le Président du Conseil Départemental en fonction des nécessités,
- d'adopter les modalités d'attribution de l'allocation mensuelle, dont le détail est joint en annexe 2,
- d'inscrire des crédits de paiement pour 6 606 000 € en fonctionnement pour les mineurs non accompagnés,
- d'inscrire des crédits de paiement pour 558 000 € en fonctionnement pour la PMI,
- de fixer à 26 € maximum le tarif de remboursement pour une journée complète de garde pour indemniser les familles faisant appel à un assistant maternel de remplacement ou optant pour un accueil dans une structure collective, pendant les jours de formation des assistants maternels.



Je vous invite à délibérer sur ce dossier.

### CREDITS A INCRIRE AU PROJET DE BP 2023

FONCTIONNEMENT	CHAPITRE	NATURE	LIBELLE	PMI
	011	60	Achats	87 200,00 €
		61	Services Extérieurs	105 700,00 €
		62	Autres Services Extérieurs	76 950,00 €
	012	62	Autres Services Extérieurs	150,00 €
	65	65	Autres Charges d'Activité	288 000,00 €
			<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>558 000,00 €</b>
	74	74	Dotations et Participations	140 000,00 €
			<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>140 000,00 €</b>

### CREDITS A INCRIRE AU PROJET DE BP 2023

FONCTIONNEMENT	CHAPITRE	NATURE	LIBELLE	ASE / MNA
	011	61	Services Extérieurs	27 000,00 €
		62	Autres Services Extérieurs	1 266 300,00 €
	012	63	Impôts, Taxes	88 000,00 €
		64	Charges de Personnel	15 440 000,00 €
	65	65	Autres Charges d'Activité	44 050 700,00 €
	67	67	Charges Exceptionnelles	20 000,00 €
			<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>60 892 000,00 €</b>

74	74	Dotations et Participations	1 513 000,00 €
75	75	Autres Produits d'Activité	540 000,00 €
		<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>2 053 000,00 €</b>

## 14. Santé : BP 2023

**Anne-Florence BOURAT** : Avant de passer ce rapport, quelques petits points d'actualité. La crise COVID semble derrière nous et pourtant, c'est vrai qu'elle est passée au deuxième, troisième ou quatrième plan au niveau médiatique. Ici, dans notre Département, nous avons à souffrir comme partout en France de nouveaux *clusters* et une protection que nous gérons de moins en moins bien, je trouve. Il y a bien eu quelques poussées médiatiques sur les masques récemment, mais voilà. Un petit rappel sur cette situation qui n'est pas terminée et qui fait que nous avons quand même des malades avec un variant pas très sympa. Sur le plan de la vaccination, nous étions plutôt bien vaccinés. Sur cette nouvelle phase de vaccination, il y a peu d'engouement à se refaire vacciner, y compris pour la grippe. Ce sont des petits messages quand même que je tiens à faire passer aujourd'hui. Sans compter la vague psychique. Là, nous avons eu un point fort sur notre département puisqu'il y a eu la visite du Président de la République sur le sujet avec la mise en avant de la démarche de Laborit avec son bus pour faire de la prévention, notamment dans le secteur des jeunes puisque, là aussi, sur le plan psychique, il y a eu de beaux articles dans la presse et la situation n'est pas brillante. Voilà, un petit point d'actualité sur ce sujet. Ces impacts secondaires, nous les avons entendus un petit peu plus tôt dans cette séance. Il a bien été dit que la PMI essayait de travailler au plus fort et au plus près des besoins accrus et accentués par une désertification médicale qui s'accroît.

Petit point d'actualité aussi qui a eu peu de résonance sur notre département, et pourtant ce n'est quand même pas si fréquent. Il y a eu une grève des médecins libéraux dans notre département comme en France. C'est rare, je souhaitais quand même le souligner. Cela montre quand même la grande difficulté de la médecine de ville après cette crise COVID. Il me semblait que c'était important de le signaler ici.

Dans les points d'actualité aussi puisque nous travaillons sur le secteur de la santé alors que, vous le savez, cela ne relève pas de nos compétences. Nous sommes en lien étroit avec des partenaires essentiels, à savoir l'ARS et la Sécurité sociale (la CPAM). Dans ces deux structures, actuellement, nous avons un changement de personnes, de Direction et comme nous l'avons montré la dernière fois, les relations qui se nouent avec les autorités de tutelle dans ce sujet étaient extrêmement importantes sur un territoire. Nous aurons des liens à renouer et j'espère que cela n'entravera pas les bons travaux que nous avons pu réaliser avec eux.

Petit point d'actualité aussi, nous en parlons peu dans les répercussions sur la santé et pourtant, les délestages d'électricité éventuellement annoncés auront aussi des répercussions. Actuellement, je pense qu'il y a beaucoup de structures, beaucoup de personnes qui ont des soucis de santé qui s'interrogent sur ce sujet.

Cela me fait aborder le rapport sur le BP Santé 2023 avec un fil conducteur où il va falloir encore accélérer, à mon sens, dans les politiques que nous voulons mener ici au niveau du Département. Vous savez que la crise COVID a été un révélateur majeur des difficultés de notre système de santé, un accélérateur de la désertification médicale sur nos territoires. Aujourd'hui, nous attendons toujours des mesures gouvernementales importantes. On est venus nous parler de prévention, ce n'est pas moi qui vais être contre le fait d'accélérer sur

la prévention, mais il est également nécessaire d'accélérer sur l'offre de soins et l'organisation de l'offre de soins. En matière de plan santé dans notre département, nous avons un axe prévention et là, nous sommes bien en phase avec ce qui a été discuté ici la semaine dernière à Fontaine-le-Comte. Nous avons déjà travaillé sur la vaccination, nous avons repris des contacts avec l'ARS et nous serons bien sûr au rendez-vous des politiques d'État sur le sujet. Je pense que nous continuerons à accélérer dans ce sens. C'est une politique qui, pour nous, est peu coûteuse, mais qui demande quand même un fort investissement. Je tiens à souligner le fait que nous allons continuer dans ce sens.

En ce qui concerne la désertification médicale, vous voyez dans le rapport du BP que nous avons quand même la satisfaction d'avoir de bons résultats sur les politiques menées depuis quelques années. Nous avons 150 professionnels suivis ou installés, une centaine de personnes installées dans notre département depuis 2009 grâce à nos dispositifs. Nous nous en satisfaisons, mais nous continuons quand même à essayer d'être innovants, car deux nouvelles problématiques se posent et il nous faut les accompagner. Vous avez vu, nous allons travailler notamment sur des aides pour les médecins spécialistes, pour des jeunes plus en difficulté. Nous cherchons aussi à travailler sur la fin d'activité des médecins avec récemment – cela a été redit par le Président de la République – des annonces sur les médecins qui partent à la retraite. Il y avait un gros problème technique, je dirais, qui ne poussait pas les médecins à rester un petit peu une fois qu'ils pensaient à la retraite. Là, c'est levé au niveau gouvernemental et de notre côté nous essaierons de les accompagner aussi.

Un gros sujet que nous voulons continuer à travailler et c'est un sujet que nous porterons aussi avec le Doyen GIL, notamment en matière d'éthique : la télémedecine. Vous savez que nous sommes fortement engagés sur ce sujet. Nous voulons travailler localement avec le CMSI (Centre Médical de Soins Immédiats) que nous soutenons aussi fortement. Nous essaierons de faire un focus sur ce sujet avec notamment toute la partie éthique qui sera mise à l'honneur.

Concernant le reste des budgets alloués pour la santé, nous allons, cette année, une fois cette grosse première vague COVID passée, pouvoir repartir localement sur le travail avec les acteurs. Vous vous souvenez que, juste avant le COVID, nous avons fait des états généraux de la santé. Il convient donc cette année de faire une restitution avec les acteurs, de voir un peu comment la crise COVID les a impactés et comment le Département peut continuer à les accompagner.

Ici, localement nous allons aussi nous engager sur des journées santé, et nous allons continuer à essayer d'être innovants. Je voudrais quand même réaborder des sujets qui ont été évoqués ici et qui n'étaient pas justes du tout en matière de montants annoncés. Nous continuons à prospecter – je pense que le début d'année va être consacré à cela – auprès de nos collègues des départements et des villes de France pour voir un peu des propositions nouvelles. Dans ce sens, avait été réclamé à plusieurs reprises un Centre de santé départemental. Vous savez, je me suis déjà prononcée sur ce sujet avec une vraie interrogation quant à la faisabilité et aux coûts. Sachant que nous avons deux Centres de santé ici dans la Vienne qui peinent à recruter, forcément les coûts impactent fortement les collectivités qui se sont engagées dans cette proposition. Au demeurant, je pense qu'il y a peut-être des choses à retravailler, notamment avec le CHU, il me semble, pour des propositions au plus près des territoires. Pourquoi pas sur des structures, mais je souhaiterais qu'elles soient économiquement viables, qu'elles répondent à un besoin, mais qu'elles soient aussi raisonnables dans l'offre proposée. L'idée pour l'avenir, c'est dans le début de cette année de vraiment continuer à creuser des pistes nouvelles pour faire en sorte que notre département continue à être attractif. Toutes les politiques que nous



pourrons mener, si en matière de santé les nouveaux arrivants ne trouvent pas de solution, nous serons vraiment en difficulté.

Voilà ce que je pouvais vous dire aujourd'hui. Le budget proposé continue à être à la hausse et j'en remercie mes collègues. Il est proposé à 630 000 €. Nous resterons à votre disposition pour continuer à faire fonctionner cette politique sur le département.

**Alain PICHON** : Merci. Y a-t-il des demandes de prise de parole ? Ludovic.

**Ludovic DEVERGNE** : Merci M. le Président. Anne-Florence BOURAT a prononcé un mot : « explorer de nouvelles pistes ». Tu n'as pas dit « explorer », mais en tout cas « chercher de nouvelles pistes ». C'est vrai que cela fait un certain temps que nous vous demandons d'explorer la piste du Centre de santé. C'est vrai que les Centres de santé associatifs sont différents des publics. Je sais que celui qui existe que j'avais visité il y a un certain temps aux Trois-Cités est associatif, si ma mémoire est bonne. L'attrait pour les médecins est un peu différent quand il s'agit d'un Centre de santé public porté par une collectivité ou un Centre de santé associatif. Je ne fais pas partie de la commission, mais ma collègue Florence m'a dit que cela avait quand même été évoqué très brièvement. Aujourd'hui, nous n'avons pas une étude que les services pourraient réaliser assez facilement. Je ne veux pas utiliser un mot anglais parce que je sais que Henri va nous fâcher, mais du *benchmarking* sur ce qu'il se fait...

**Henri COLIN** : Étude comparative.

**Ludovic DEVERGNE** : Étude comparative, voilà c'est parfait, sur ce qui se fait dans d'autres départements. Je viens du monde rural, maintenant je vis en urbain. Je retourne souvent dans le monde rural et je connais, comme vous, les difficultés d'accès aux spécialistes, parfois même aux généralistes, aux dentistes. Nous pensons toujours que l'hypothèse du Centre de santé public départemental est une hypothèse à explorer, comme on ne la voit pas encore cette année dans le budget qui nous est proposé. On se borne à reconduire des incitations à l'installation dont on ne sait pas précisément si elles sont efficaces ou non. On pense que oui, mais est-ce que cela a un vrai effet levier ? Est-ce que toutes ces personnes – car un chiffre a été cité – sont venues grâce à ces aides ? Je ne suis pas sûr. Peut-être qu'elles se seraient installées sans avoir ces aides particulières.

Nous allons exprimer un vote « contre » cette année sur ce sujet, et nous espérons qu'en commission pourra être étudiée sérieusement l'option « Centre de santé public » et que chacun pourra se positionner. Là, on parle d'un sujet sans avoir de chiffres et d'expériences précises. C'est aussi le travail de la commission et des élus de réfléchir à des solutions nouvelles. Je crois que c'est déjà tranché, mais nous demandons au moins d'y réfléchir, ce n'est quand même pas une demande incroyable de mettre des choses dans un tableau.

**Alain PICHON** : Nous pouvons y réfléchir Ludovic. Je crois que c'est la Saône-et-Loire qui a du mal à gérer les déficits et qui court après les millions pour combler le trou de ce type de centre... Nous pouvons y réfléchir, mais il faut prendre des exemples multiples. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Nous avons déjà parlé de tout cela en commission. Je passe aux voix. Catherine, excuse-moi.

**Catherine BOURGEON** : Je surenchéris à ce que vient de dire Ludovic. Je suis tout à fait d'accord et partisane que nous fassions une étude sur les – ce que j'appelais avant – Centres médicosociaux, c'est un peu cela sauf que cela serait départemental. Pour y avoir travaillé il y a un certain nombre d'années, c'est vrai que cela permet au plus grand nombre

et en particulier aux personnes défavorisées d'avoir accès à une médecine générale et aussi à une médecine spécialisée. C'était la première chose.

La deuxième chose est simplement une question. Je voulais savoir s'il existe une contrepartie pour les futurs professionnels à qui nous délivrons une aide à l'installation ou aux études. Peut-être que je ne l'ai pas entendue.

**Alain PICHON** : Oui, absolument. Anne-Florence.

**Anne-Florence BOURAT** : Bien sûr qu'il y a une contrepartie. C'est le nombre d'années d'installation dans notre département.

**Catherine BOURGEON** : Combien de temps ?

**Anne-Florence BOURAT** : Cela dépend des professionnels. Nous sommes sur 5 ans ou 7 ans pour les médecins. Nous pensons d'ailleurs à la réduire parce que nous voyons bien que c'est un critère qui bloque quelquefois. 7 ans ou 5 ans en fonction du type de professionnels.

**Catherine BOURGEON** : Cela me paraît légitime.

**Anne-Florence BOURAT** : Bien sûr que cela l'est, je suis d'accord avec vous.

**Catherine BOURGEON** : Merci.

**François BOCK** : Je voulais juste faire un témoignage sur la Maison de santé de Gençay qui est portée par la commune. Nous avons effectivement eu la chance de pouvoir avoir des professionnels de santé qui sont venus s'installer parce qu'il y avait des aides départementales. Deux médecins se sont installés, deux orthophonistes, deux kinés se sont installés parce qu'il y avait des aides départementales. Peut-être qu'ils se seraient installés de toute façon mais, aujourd'hui, ils sont là parce qu'ils ont eu ces aides aussi à un moment dans leurs études. Simplement, aujourd'hui, nous n'avons pas assez de médecins, pas assez de professionnels de santé, c'est un problème national qui est sur le long terme. Il y a eu un *numerus clausus* qui a empêché d'avoir des médecins. Ce n'est pas en créant des structures, des coquilles vides que nous pourrions les remplir. Il faut apporter des moyens pour que les professionnels de santé s'installent, leur donner des moyens de travailler correctement. Aujourd'hui, ces moyens c'est d'être ensemble, de travailler avec d'autres professionnels - c'est une demande forte - avoir des lieux qui répondent à la réglementation parce qu'un certain nombre de cabinets médicaux aujourd'hui n'étaient plus forcément accessibles très facilement au public. L'accessibilité au public, ce n'est pas juste l'accessibilité aux personnes handicapées, c'est également la possibilité de stationner, de voir son pharmacien ensuite. Il y a plein d'éléments qui concourent à apporter des solutions pour les professionnels de santé, mais de toute façon, comme il n'y en a pas beaucoup, nous aurons toujours du mal pour avoir des structures qui permettent de les accueillir.

**Alain PICHON** : Très bien. Anne-Florence, un mot pour conclure.

**Anne-Florence BOURAT** : Juste pour conclure. Un vrai regret, j'ai toujours été ferme sur ma façon de fonctionner et ne jamais faire de politique sur le dos de la santé. Je regrette aujourd'hui un positionnement contre cette délibération, car je pense que nous subissons tous des politiques nationales qui ne vont pas dans le sens que nous souhaitons. Je pense qu'au contraire, il faudrait que nous soyons unis sur ce sujet. Je continue à être – vous le savez – complètement disposée à essayer de trouver de nouvelles choses. Je regrette simplement cette prise de position aujourd'hui.

**Alain PICHON** : Tout à fait d'accord. Sur le vote, y a-t-il des avis contraires ? 4. Des abstentions ? 2. C'est adopté. Merci Anne-Florence.

## DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DELIBERATION DU CONSEIL  
DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

**SANTE : BP 2023**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Commission Action Sociale, Enfance, Famille / Santé s'étant réunie,

Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

Après en avoir délibéré et voté, le Groupe « La Vienne en transition » ayant voté contre, Catherine Bourgeon et Francis Gomez s'étant abstenus,

**DECIDE**, au titre du budget primitif 2023 relatif à la politique publique de la mission santé, d'inscrire les crédits de paiement suivants :

- 310 000 € en fonctionnement pour la ligne Aides aux études,
- 210 000 € en fonctionnement pour la ligne Aides à la primo-installation,
- 70 000 € en fonctionnement pour la ligne Aides à la poursuite d'activité,
- 40 000 € en fonctionnement pour la ligne Evénements futurs de la santé.

**ADOPTÉ**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légalité	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-0000000000006973-DE
Date de publication	22/12/2022

## REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

---

### COMMISSION ACTION SOCIALE, ENFANCE, FAMILLE / SANTE

Direction Générale Adjointe des Solidarités

Mission Santé

---

## RAPPORT DU PRESIDENT

---

### SANTE : BP 2023

#### 1/ Périmètre d'intervention de la politique publique

Les objectifs principaux du plan santé départemental portent sur :

- une contribution à l'élaboration de l'offre de soins sur l'ensemble du territoire avec les professionnels et les institutions,
- une sensibilisation et une information du public et des acteurs du monde médical sur les mutations du système de santé,
- un développement des actions de prévention de santé, envers les jeunes notamment, ainsi que le soutien aux associations et autres structures intervenant dans le domaine de la prévention.

La loi du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, dite 3DS, comporte un chapitre consacré à la « participation à la sécurité sanitaire territoriale » et ouvre des marges de manœuvre supplémentaires en faveur des Départements pour le soutien aux politiques de santé du territoire.

#### 2/ Grandes orientations pour le budget 2023

Le Département amplifiera pour 2023 le volume des aides financières aux études en santé en raison d'une augmentation du nombre d'entrées dans le dispositif en 2022, soit 11 entrées en septembre 2022 et des cumuls d'aides qui seront versés aux étudiants diplômés en 2023, ainsi qu'à ceux ayant reporté leurs installations.

Concernant les Aides à la primo installation, une augmentation substantielle du nombre de bénéficiaires a été constatée en 2022 (9 aides en 2020, 18 en 2021 et 31 en 2022), 19 dossiers étant d'ores et déjà en instance pour l'exercice 2023.

L'aide à la poursuite d'activité créée au BP 2021 regroupe plusieurs volets dont le déploiement de la télémédecine sur le territoire de la Vienne et la participation à une plateforme de remplacement. Une aide aux communes pour la télémédecine de soins immédiats est envisagée à partir de 2023, qui pourrait être accordée aux collectivités dont les infirmiers ont passé un accord avec le Centre Médical de Soins



Immédiats (CMSI) de Poitiers pour créer une antenne de téléconsultation de soins immédiats. Par ailleurs, le Département financera une plateforme nationale de remplacement de professionnels de santé, en vue d'installation dans la Vienne. Cette expérimentation, qui prendra effet à partir de 2023, prévoit un accès gratuit pour les professionnels de santé qui s'inscriront en vue d'être remplacés.

Les Evènements Futurs de la santé ont été mis en œuvre par des rencontres lors de congrès avec des étudiants, mais aussi des rencontres intra-professionnelles organisées par le Département. Ces rencontres, appréciées des professionnels de santé, se poursuivront en 2023. Suite aux Etats Généraux de la Santé qui ont eu lieu en 2019 à l'initiative du Département, il est envisagé de créer une journée santé dans la Vienne pour assurer une information sur les évolutions du système de santé au titre du volet 2 du plan santé départemental. Cette première journée santé sera l'occasion de restituer le livre blanc, rédigé suite aux consultations des Etats Généraux de la santé mais jamais publié en raison de la crise sanitaire, et d'organiser une journée de visites d'entreprises en santé, de Maisons de Santé Pluridisciplinaires (MSP) ou cabinets médicaux où se sont installés des professionnels aidés par le Département, pour finir avec une soirée débat sur l'actualité de la santé et du plan santé départemental.

### 3/ Synthèse budgétaire par programme

La proposition budgétaire 2023 peut se résumer dans le tableau ci-dessous :

programmes	CA 2021	BP 2022	BP 2023
Aides aux étudiants en santé	201 000 €	200 000€	310 000€
Aide à la primo installation	183 910€	210 000€	210 000€
Aide à la poursuite d'Activité	0€	100 000€	70 000€
Evènements futurs de la santé	1 000€	50 000€	40 000€
Plateforme télémédecine	12 000€	0€	0€
TOTAL	397 910€	560 000€	630 000€

### 4/ Présentation plus détaillée des programmes

#### Aides financières aux études en santé :

Ce dispositif départemental connaît un succès important. Le budget consacré à ces aides aux études en santé doit répondre à l'augmentation croissante des bénéficiaires (médecine générale, chirurgiens-dentistes, masseurs kinésithérapeutes et orthophonistes). En 2022, 11 étudiants sont entrés dans le dispositifs portant à 33 le nombre d'étudiants en suivis.

Répondre aux besoins de santé de notre territoire  
par l'aide aux études médicales et paramédicales



	ENTREES	SORTIES	INSTALLES	EN COURS
MEDECINS	39 <small>dont 4 entrées en sept 2022</small>	10	18*	11
DENTISTES	6	3	2	1
ORTHOPHONISTES	36 <small>dont 1 entrée en sept 2022</small>	2	17	17
KINESITHERAPEUTES	7 <small>dont 1 entrée en sept 2022</small>	1	4	2
INFIRMIERS DE PRATIQUE AVANCEE (I.P.A.)	3 <small>dont 1 entrée en sept 2022</small>	0	1	2
TOTAL flux	91	16	42	33

91 étudiants dans le dispositif d'aide aux études de santé depuis 2009  
42 professionnels installés – 33 étudiants en cours de cursus

\* Installés : Gençay, Sommières-du-Clain, Gençay/Sommières-du-Clain, Civray (2), Moncontour(2), Mirebeau, Thuré (2), Avoines-Limouzine, Ingrandes, Civaux (2), Les-Trois-Moutiers, PMI, Urgence, Ayron

### Aides à la primo installation :

Le nombre de dossiers de demande d'aide à la primo installation a dépassé les 30 bénéficiaires en 2022 avec une augmentation d'environ 72%. Le budget consacré aux aides à la primo-installation doit répondre à l'augmentation du nombre de bénéficiaires. Il est à préciser que près de 19 dossiers sont en instance pour 2023 parmi lesquels 6 chirurgiens-dentistes qui généralement ont besoin de l'aide à l'équipement (30 000€).

Répondre aux besoins de santé de notre territoire  
par l'aide à la primo-installation des professionnels de santé libéraux de la Vienne



	INSTALLES	Demandes en INSTANCE
MEDECINS	32* <small>dont 1 spécialiste ORL</small>	2 <small>dont 1 podiatre</small>
DENTISTES	7	6
ORTHOPHONISTES	3	0
KINESITHERAPEUTES	8	5
SAGES-FEMMES	1	0
AUTRES PROFESSIONNELS PARAMEDICAUX (infirmiers, podologues-podiatres, psychomotriciens, orthoptistes)	13	3
TOTAL flux	64	16

64 professionnels de santé dans le dispositif des aides à la primo-installation depuis 2019  
9 médecins installés en 2019-2020, 8 installés en 2021, 15 installés en 2022

\* Installés : Avoines-Limouzine, Ayron (3), Châtelleraut (3), Chauvigny, CMSI (4), La-Roche-Posay (ORL), Lathus-Saint-Rémy, Latillé, Lusignan (2), Lussac-les-Châteaux (2), Mauprévoir, Montamisé, Saint-Georges-les-Bailargeaux, Saint-Gervais-les-Trois-Clochers, Saint-Julien-L'Ar, Saint-Sauvant, Savigné, Usson-du-Poitou, Valdivienne, Valence-en-Poitou, Verrières, Vivonne, Vouillé

### Création de nouvelles aides aux études en santé :

De nouvelles aides financières sont envisagées pour les années prochaines en raison des difficultés de recrutement y compris au sein du CHU de Poitiers. C'est pourquoi, il est prévu de créer des aides en faveur des médecins spécialistes, dans un premier temps en secteur libéral mais aussi dans un deuxième temps en secteur hospitalier.

Avec la réforme des études en médecine générale et l'ajout d'une année d'internat, le Département va devoir adapter son dispositif actuel et décaler l'aide d'une année ouvrant de nouvelles perspectives pour la création d'une aide en faveur

des étudiants en médecine de premier cycle (de la 2ème année à la 5ème année) pour un encouragement à poursuivre les études en santé.

La carence en médecin ophtalmologiste dans la Vienne devient inquiétante. Les dernières dispositions législatives donnent plus de possibilité de soins aux orthoptistes d'ordonnance pour des maladies bénignes et dans des conditions très encadrées. Une bourse aux orthoptistes permettrait peut-être de mieux répondre aux attentes des habitants de la Vienne mais aussi pourquoi pas d'attirer sur le département des médecins ophtalmologistes.

### **Aide à la poursuite d'activité :**

Pour permettre éviter des départs en retraite brutaux de professionnels de santé fatigués ou sans remplaçants immédiats ou pour favoriser l'implantation de jeunes dans des territoires désertés, le Département proposera de nouveaux dispositifs :

L'expérimentation d'une plateforme de remplacement ouverte fin 2022 à destination des médecins généralistes et extension au bénéfice des chirurgiens-dentistes, masseurs-kinésithérapeutes et sages-femmes,

L'expérimentation d'un appui au déploiement de la télémédecine en créant une aide aux communes qui s'engagent à construire et/ou réaménager une salle de téléconsultation en soins immédiats utilisée par des infirmiers de la commune en lien avec le Centre Médical de Soins Immédiats de Poitiers. Cette mesure peut également être étendue à des téléconsultations avancées de médecins spécialistes qui travaillent avec une Infirmière de Pratique Avancée qui assurera la téléconsultation dans la zone en tension définie par le Département après consultation des autorités sanitaires,

La création d'un contrat de transition pour permettre à un médecin proche de la retraite, installé en exercice coordonné et qui n'a pas trouvé de remplaçant immédiat de partir à temps partiel sans perdre de rémunération avec ses frais fixes. Ce contrat sera renouvelable une fois mais tombera tacitement dès qu'un remplaçant pourra partager les frais fixes.

### **Les événements futurs de la santé :**

Le Département avait engagé une vaste consultation des professionnels de santé et de leurs représentants en 2019 suite à l'adoption du Programme régional de santé 2018 -2028 qui a abouti à la rédaction d'un livre blanc qui n'a pu être publié en raison de la crise sanitaire. Une restitution de ce livre blanc est envisagé au printemps 2023 avec l'organisation d'une journée santé dans la Vienne récurrente et une soirée débat autour des grands enjeux pour les années avenir et les propositions du Département à travers un nouveau plan santé,

Le Département souhaite également poursuivre son engagement dans la prévention en organisant des conférences départementales sur des thématiques spécifiques en lien avec la Vie la Santé et des rencontres départementale en faveur des professionnels accompagnés par le Département (médecins, dentistes, orthophonistes, masseur-kinésithérapeutes) en lien avec les ordres ou les associations de professionnels de santé afin de faciliter leurs échanges.

Pour mieux attirer des professionnels de toute la France, le Département participera à des congrès de professionnels de santé dans la Région et en fonction des besoins en France (médecine générale, maîtrise de stage...) en lien avec les

contrats locaux de santé et les autres Départements de l'ancienne région Poitou-Charentes affiliés au CHU de Poitiers.



Je vous propose au titre du budget primitif 2023 relatif à la politique publique de la Mission Santé, d'inscrire les crédits de paiement suivants :

- 310 000 € en fonctionnement pour la ligne Aides aux Etudes,
- 210 000 € en fonctionnement pour la ligne Aides à la primo-installation,
- 70 000 € en fonctionnement pour la ligne Aides à la poursuite d'activité,
- 40 000 € en fonctionnement pour la ligne Evénement futurs de la santé.



Je vous invite à délibérer sur ce dossier.

CREDITS A INCRIRE AU PROJET DE BP 2023

FONCTIONNEMENT	CHAPITRE	NATURE	LIBELLE	MISSION SANTE
	011	62	Autres Services Extérieurs	40 000,00 €
	65	65	Autres Charges d'Activité	590 000,00 €
			TOTAL DES CHARGES	630 000,00 €

Benoît.

## COMMISSION INSERTION, EMPLOI, POLES ECONOMIQUES

---

### 15. Insertion et retour à l'emploi : BP 2023

**Benoît COQUELET** : Oui, M. le Président. En commission, tout a été dit et tout a été bien dirigé. Je vous fais simplement un petit rappel sur l'allocation dont le budget est de 79 799 000 €. Je vous rappelle que l'expérimentation du dispositif d'orientation était sous un mois et aujourd'hui nous avons une moyenne sous 15 jours. Nous pouvons donc nous féliciter. Je vous rappelle qu'en 2022, on constate une proportion des nouveaux entrants de moins de 30 ans à 40 %, comme en 2020 et 2021. La part de personnes isolées est en baisse de 71 contre 78 en 2021. La projection de l'allocation RSA (Revenu de solidarité active), nous en avons parlé avec Claude tout à l'heure, nous voyons une diminution du nombre de foyers allocataires et une proportion plus importante d'allocataires qui ont déjà une activité. C'est pour cela que nous voyons que le BP a bien baissé. Nous pouvons donc nous en féliciter.

Sur les contrats aidés, nous avons une inscription de 1 847 000 €. En 2022, nous avons 70 PEC (Parcours Emploi Compétences) qui ont signé dont 10 pris en charge majorés à 70 % et 15 Top Emploi<sup>86</sup>. Nous pouvons remercier l'AMF (Association des Maires de France) qui nous a bien aidés sur ces contrats.

Le montant alloué aux contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI : contrats à durée déterminée d'insertion) est proposé à 1 300 000 € comme en 2022.

Sur les actions d'insertion, nous sommes à 4 000 000 €. L'accompagnement des bénéficiaires du RSA par les référents uniques est à 671 000 €. Nous pouvons souligner une augmentation du budget sur l'ADAPGV (Association Départementale pour l'Accueil et la Promotion des Gens du Voyage) et la MSA (Mutualité Sociale Agricole) comme nous l'avons promis. Nous continuons avec le soutien de la Chambre des métiers et de l'artisanat de la Vienne (CMA) et de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI). La subvention globale des actions collectives est de 1 933 500 €, dont 1 100 000 € par le FSE (Fonds Social Européen).

Sur le plan pauvreté, il est proposé d'inscrire au BP le solde des montants relatifs aux actions menées en 2023 à hauteur de 165 000 €. Nous en avons débattu en commission, je ne rentre pas dans le détail.

Concernant le Fonds d'aides, les aides individuelles s'élèvent à 79 000 € et le soutien à l'emploi à 546 000 €, dont 339 000 € pour le Territoire zéro chômeur de longue durée et 122 000 € sur le service public de l'insertion et de l'emploi. Vous savez que nous allons travailler dès janvier avec le carnet de bord de cet outil qui va nous permettre d'être tous autour de la table pour mettre l'insertion au cœur de l'emploi. Les manifestations liées à l'emploi s'élèvent à 30 000 €. Voilà pour le rapport 19, M. le Président.



**Valérie DAUGE (le Président s'étant absenté quelques instants)** : Merci Benoît. Des personnes souhaitent-elles intervenir ? Non. Je le mets aux votes. Y a-t-il des abstentions ? Des avis contraires ? Il est adopté, je vous remercie.

## DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DELIBERATION DU CONSEIL  
DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

## INSERTION ET RETOUR A L'EMPLOI : BP 2023

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Commission Insertion, Emploi, Pôles Economiques s'étant réunie,

Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

Après en avoir délibéré et voté,

**DECIDE**, au titre du budget primitif 2023 relatif à la politique publique d'insertion :

- d'inscrire des crédits de paiement pour 86 275 000 euros en fonctionnement,
- de prévoir des recettes à hauteur de 49 462 400 euros en fonctionnement.

**ADOPTÉ**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légalité	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000006975-DE
Date de publication	22/12/2022

## REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

---

### COMMISSION INSERTION, EMPLOI, POLES ECONOMIQUES

Direction Générale Adjointe des Solidarités

Direction de l'Insertion et du Retour à l'Emploi

---

## RAPPORT DU PRESIDENT

---

### INSERTION ET RETOUR A L'EMPLOI : BP 2023



#### 1. Périmètre d'intervention de la politique publique

Le Département est le chef de file en matière de politique d'insertion. Cette dernière recouvre notamment deux responsabilités confiées au Département par la loi du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active (RSA) et réformant les politiques d'insertion : garantir le droit au RSA dans sa double dimension de droit à une allocation et à un accompagnement personnalisé et faciliter l'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Cette seconde mission est partagée avec de nombreux intervenants en matière d'emploi, de formation et de lutte contre la pauvreté.

La mise en œuvre de la politique départementale « insertion et retour à l'emploi » se structure autour des axes suivants : l'accès au juste droit et le respect des droits et devoirs, le renforcement des parcours d'insertion et la mobilisation vers l'emploi des bénéficiaires du RSA et la structuration de l'offre d'insertion pour lever les freins à l'insertion.

Ces grandes orientations figurent dans le schéma unique des solidarités 2020-2024 qui conforte la transversalité des actions relatives aux différents publics des solidarités (autour des questions de mobilité, fracture numérique, développement de la prévention, etc.).

De plus, le Département déploie, sur 2022-2023, le Service Public de l'Insertion et de l'Emploi, en collaboration avec Pôle Emploi, l'Etat et plus de 70 structures membres du consortium.

## 2. Grandes orientations pour le budget 2023

Après deux années de crise sanitaire, le Département de la Vienne comptait fin août 2022 autour de 12 000 foyers allocataires du RSA soumis aux droits et devoirs, en légère baisse par rapport à 2021.

Dans le cadre notamment de la Stratégie nationale de lutte contre la pauvreté, l'objectif majeur en 2023 sera de proposer, suite à l'orientation sous un mois, un accompagnement plus rapide des bénéficiaires du RSA en fonction de leurs problématiques pour favoriser une insertion vers l'emploi.

La mise en œuvre opérationnelle du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi, en collaboration avec Pôle Emploi, reposant sur une meilleure coordination des professionnels et l'articulation des différents dispositifs, favorisera également la lutte contre la précarité et une action vers l'emploi.

Dans ce cadre, deux projets numériques importants seront portés. D'une part, la cartographie de l'offre de l'insertion (DORA) sur le département afin de faciliter le travail des professionnels de l'accompagnement. D'autre part, l'expérimentation de « carnet de bord », en lien avec la CAF, facilitera le suivi de l'orientation des bénéficiaires du RSA ainsi que l'accompagnement mis en place.

En 2023, le Département s'engage à renforcer encore la dynamique emploi de sa politique insertion avec un nouveau site Emploi86, plus intuitif, et des actions qui seront renforcées : prises de contacts ciblées avec les entreprises dans les secteurs d'activité en tension, ateliers d'inscription pour les nouveaux entrants dans le dispositif RSA, actions spécifiques pour répondre aux besoins en main d'œuvre des entreprises sur les territoires, notamment en lien avec les métiers en tension et ceux du Grand Age et au regard des profils des bénéficiaires du RSA.

L'expérimentation Territoire Zéro Chômeur Longue Durée va s'accroître en Vienne car après l'habilitation des communes de Cenon-sur-Vienne, Colombiers, Naintré, Scorbé-Clairvaux et Thuré, avec une entreprise à but d'emploi (EBE), celle de Poitiers vient d'être obtenue, avec la perspective de la création de deux EBE.

Les actions en faveur de la mobilité seront poursuivies : accompagnement au développement de la plateforme départementale de mobilité, des pôles mobilités et du transport solidaire en lien avec les établissements publics de coopération intercommunale au regard de la loi d'orientation des mobilités. Le projet de garage solidaire sera finalisé avec la structure porteuse.

Dans le cadre du schéma unique des solidarités, des actions transversales avec les directions de l'Action Sociale et Enfance-Famille ainsi que la Maison Départementale des Personnes Handicapées seront mises en œuvre ou poursuivies telles que la crèche familiale préventive, la participation des usagers et l'accompagnement vers l'emploi des personnes en situation de handicap.

### 3. Synthèse budgétaire par programme

La proposition budgétaire 2023 peut se résumer dans le tableau ci-dessous :

Programme	Fonctionnement		
en euros	CA 2021	BP 2022	Proposition 2023
<b>Allocations d'insertion</b>	<b>80 076 494 €</b>	<b>83 993 000 €</b>	<b>81 646 000 €</b>
RSA	78 746 583 €	82 046 000 €	79 799 000 €
Contrats aidés	1 329 911 €	1 947 000 €	1 847 000 €
<b>Actions d'insertion</b>	<b>3 190 256 €</b>	<b>3 283 000 €</b>	<b>4 083 000 €</b>
Actions collectives	1 569 736 €	2 070 500 €	2 605 000 €
Plan pauvreté	225 195 €		165 000 €
Subvention globale FSE	1 216 902 €	1 000 000 €	1 100 000 €
Fonds d'aides	178 424 €	212 500 €	213 000 €
<b>Emploi</b>	<b>10 600 €</b>	<b>85 000 €</b>	<b>546 000 €</b>
<b>TOTAL</b>	<b>83 277 350 €</b>	<b>87 361 000 €</b>	<b>86 275 000 €</b>

### 4. Présentation plus détaillée des programmes

#### 4.1. Allocations d'insertion (81 646 000 €)

##### 4.1.1. Le Revenu de Solidarité Active (79 799 000 €)

Le taux de chômage dans la Vienne a connu une baisse de 0,6 point sur un an pour atteindre 5,9% à la fin du 2ème trimestre 2022. La reprise économique est favorable, avec une forte dynamique d'emploi constatée.

**Le nombre de foyers allocataires à fin août 2022 est de 12 156, en baisse de 1,5% par rapport à décembre 2021 (12 343).** Le solde moyen entre entrées et sorties dans le dispositif RSA est désormais de **19 sorties nettes par mois** à fin août (connues à fin octobre) depuis le début de l'année.

Sont à souligner en 2022, les deux revalorisations successives de l'allocation de **1,8%** en avril puis **4%** en juillet, ainsi que l'adoption du projet de loi « plein emploi » le 25 octobre dernier, prévoyant le **prolongement du régime actuel d'indemnisation chômage jusqu'au 31 décembre 2023.**

Aussi, pour 2023, le montant prévisionnel du RSA est proposé à hauteur de 79,799 M€, au regard du prévisionnel 2022 et d'une éventuelle revalorisation, en baisse de 2,247 M€ par rapport au BP 2022.

##### 4.1.2. Les contrats aidés (1 847 000 €)

###### 4.1.2.1. Les Contrats Uniques d'Insertion (CUI) (547 000 €)

Une nouvelle convention annuelle d'objectifs et de moyens sera signée entre l'Etat et le Département pour 2023 prévoyant 100 contrats Parcours Emploi Compétences (PEC), pour le secteur non-marchand, dont 30 avec une prise en charge majorée à 70% auprès des collectivités locales et de certains établissements médico-sociaux et jusqu'à 50 Top Emploi<sup>86</sup>, contrats réservés au secteur marchand, le Département souhaitant favoriser les recrutements dans ce secteur.

Seuls les Conseillers en Insertion Professionnelle (CIP) sont habilités à conclure les CUI pour le compte du Département. Ils veillent tout particulièrement à ce que les publics en contrat aidé bénéficient d'actions d'accompagnement et de formation de qualité pendant la durée du contrat.



Aussi, il est proposé un budget de 547 000 €, en baisse de 100 000 € par rapport au BP 2022, au regard du réalisé 2022.

#### **4.1.2.2. Les Contrats à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI) (1 300 000€)**

Ces contrats sont conclus pour les bénéficiaires du RSA en chantier d'insertion. La participation du Département correspond à 88% du montant du RSA pour une personne seule. Le RSA a connu plusieurs réévaluations en 2022 : le montant attribué à chaque chantier pour un bénéficiaire du RSA recruté a augmenté de 497,50 € en janvier, à 506,46 € en avril, puis à 526,72 € depuis juillet.

Dans le cadre du « Pacte Ambition pour l'IAE », des augmentations du nombre de postes en parcours d'Insertion par l'Activité Economique (IAE) étaient favorisées au niveau national.

En effet, un appel à manifestation d'intérêt (AMI) pour la création de nouvelles structures d'insertion a eu lieu dans la Vienne auprès de la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités, notamment pour des entreprises d'insertion ou des chantiers dans les zones blanches identifiées. Deux structures ont obtenu un agrément en 2022, avec la création de plusieurs contrats à durée déterminée d'insertion supplémentaires pour 2022.

Il est proposé, pour 2023, une reconduction par rapport à 2022 des crédits liés aux CDDI.

#### **4.2. Les actions d'insertion sociale et professionnelle pour favoriser le retour à l'emploi (4 083 000 €)**

##### **4.2.1 Les actions collectives et l'accompagnement (3 705 000 € dont 1 100 000€ de FSE)**

##### **4.2.1.1. L'accompagnement social et professionnel des bénéficiaires du RSA par les référents uniques (671 500 €)**

La loi n°2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le RSA a confié aux Départements la mission d'orienter et d'accompagner les bénéficiaires du RSA.

Le Département a fait le choix depuis de nombreuses années de proposer un accompagnement professionnel à des bénéficiaires du RSA ayant pour objectif un retour rapide à l'emploi ou souhaitant bénéficier d'une formation qualifiante par une équipe interne dédiée, composée de 14 Conseillers en Insertion Professionnelle (CIP), appelés « **Vienne Emploi Insertion** ».

Ils sont répartis sur le territoire départemental en complémentarité avec le dispositif d'accompagnement global qui est proposé par le Département et Pôle Emploi.

Un partenariat est en place avec les missions locales et plus particulièrement sur le Loudunais avec la Mission Locale Nord Vienne et sur la Communauté de Communes des Vallées du Clain avec la Mission Locale Rurale Centre et Sud Vienne.

De plus, deux postes de Conseillers en insertion professionnelle sont financés dans le cadre du Plan pauvreté, l'un sur un territoire rural et l'autre en zone urbaine avec un accompagnement renforcé vers les familles monoparentales.

Le bilan au 3 novembre 2022 des équipes est le suivant : 1 040 personnes accompagnées dont 541 nouvelles intégrations, 246 personnes sorties en emploi de plus de 6 mois ou en formation qualifiante.

Le dispositif d'accompagnement des bénéficiaires du RSA - compétence et mission essentielle du Département - s'est étoffé et s'est diversifié, pour proposer une offre d'insertion adaptée et répondant au plus près des besoins des bénéficiaires du RSA.

Aussi, le Département confie aux Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) de Poitiers et de Châtelleraut l'accompagnement des bénéficiaires du RSA sans enfant, orientés dans le champ social. Pour les bénéficiaires du RSA « gens du voyage » domiciliés à l'Association Départementale pour l'Accueil et la Promotion des Gens du Voyage (ADAPGV), c'est cette structure qui assure également leur suivi.

La Mutualité Sociale Agricole (MSA) accompagne les exploitants agricoles en difficulté et bénéficiaires du RSA.

Quant à la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), elle poursuit le travail d'accompagnement d'environ 70 bénéficiaires du RSA majoré, la plupart du temps des jeunes femmes avec enfants, à titre gratuit.

L'accompagnement des travailleurs indépendants est confié à la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Vienne (CMA) et à la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI).

Il faut également rappeler que Pôle Emploi accompagne les bénéficiaires du RSA les plus proches de l'emploi.

#### **4.2.1.2 Les actions collectives (1 933 500 € dont 1 100 000 € de FSE)**

Ces actions s'inscrivent dans le cadre du schéma unique des solidarités 2020-2024. Elles ont pour objet de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des bénéficiaires du RSA, de se rapprocher des entreprises qui recrutent et de renforcer la prescription vers des formations adaptées ou qualifiantes.

Le Fonds Social Européen (FSE) intervient dans le cofinancement de certaines actions soutenues ou initiées par le Département, dans le cadre de la nouvelle convention de subvention globale FSE + pour la période 2021- 2027.

Pour l'année 2023, **500 000 €** de crédits sont inscrits en dépenses, dans le respect de l'échéancier existant de l'Autorisation d'Engagement (AE) de la subvention globale FSE 2014-2020, afin de procéder aux paiements des dernières opérations contrôlées.

Par ailleurs, afin de mettre en œuvre la nouvelle programmation FSE+ 2021-2027 dont la convention de gestion sera signée en 2023, la création d'une nouvelle AE est prévue. Elle est détaillée dans un rapport spécifique présenté lors du vote du budget, ainsi que les recettes.

A ce titre, il est prévu d'inscrire un montant prévisionnel de crédits de **600 000 €** en dépenses et **1 500 000 €** en recettes au titre du FSE.

#### **Le soutien aux Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE)**

Le Département soutient les Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE) qui proposent un accompagnement adapté aux personnes les plus éloignées de l'emploi et leur permettent de réaliser un parcours d'insertion professionnelle personnalisé.

A ce jour, on dénombre 41 Structures d'Insertion par l'Activité Economique ainsi réparties :

- 23 structures qui portent 39 Associations et Chantiers d'Insertion (ACI),
- 8 Associations Intermédiaires (AI),
- 8 Entreprises d'Insertion (EI),
- 2 Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI).

Dans l'attente des éléments de la programmation FSE+ 2021-2027, les financements aux structures devraient être individualisés en 2023 de façon rétroactive pour 2022. Pour mémoire, en 2021, le FSE est intervenu en appui des financements du Département pour 7 structures, afin d'intensifier leur action. Ces chantiers d'insertion ont été soutenus à hauteur de 0,487 M€ par des crédits du FSE, et 324 000 € en contrepartie du Département.

Par ailleurs, le « Pacte Ambition pour l'IAE » prévoyait une augmentation du nombre de places en parcours d'insertion, et a incité l'écosystème de l'IAE à la création et au développement de structures. Aussi, 2 projets de chantiers d'insertion ont obtenu un agrément en 2022 pour un démarrage soit fin 2022, soit au cours de 2023.

Il est proposé, pour 2023, une reconduction des crédits relatifs aux SIAE.

#### La mobilité

Le Département s'investit dans le soutien aux acteurs de la mobilité solidaire et dans le développement de l'offre de services de mobilité inclusive sur l'ensemble du territoire départemental à travers deux axes :

- le soutien à 12 acteurs de la mobilité au moyen de subventions de fonctionnement et d'équipement ;
- le financement du dispositif Mobi'Vienne à hauteur de 104 000 € positionnés en contrepartie du FSE pour le même montant. La vocation de cette plateforme de mobilité, portée par l'ADSEA-SISA, est à la fois d'offrir du conseil en mobilité aux usagers des zones rurales et d'animer ces territoires de sorte à faire émerger de nouvelles solutions concourant à la mobilité et à l'insertion des publics.

En 2023, déclinant les priorités du schéma unique des solidarités, les travaux autour des auto-écoles sociales itinérantes se poursuivent : identifier un porteur de projet dans le sud, et démarrer concrètement le dispositif dans le châtelleraudais avec un porteur de projet mobilité. Par ailleurs, le projet de garage solidaire ayant trouvé une structure porteuse, doit désormais réunir les conditions de la réussite en identifiant un local approprié et les ressources humaines et techniques adéquates, facteurs sensibles sur ce type de chantier.

#### Le soutien au développement des activités indépendantes portées par des bénéficiaires du RSA

Le Département soutient financièrement des structures qui aident les bénéficiaires du RSA à développer leur activité indépendante ou à la création d'une entreprise, ce qui favorise par ailleurs leur accès aux prêts bancaires ou autres financements. Il est proposé de reconduire cette action.

#### **4.2.2. Plan Pauvreté (165 000 €)**

Dans le cadre de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi, adoptée en réunion du Conseil Départemental le 23 septembre 2022, pour un montant prévisionnel de 1 036 000 €. 558 000 € ont été inscrits en dépenses et en recettes en 2022 afin de permettre la mise en œuvre des actions débutant dès septembre.

Il est proposé d'inscrire au budget primitif le solde des montants relatifs aux actions menées en 2023, dans le cadre de la politique d'insertion à hauteur de 0,165 M€, en dépenses et en recettes.

#### **4.2.3. Fonds d'aides (213 000 €)**

##### **4.2.3.1. Les aides individuelles (79 500 €)**

Ces aides sont mobilisées dans le cadre de parcours d'insertion sociale ou socio-professionnelle de bénéficiaires du RSA

Au 2 novembre 2022, ces aides sont accordées à 92% pour de la mobilité, 4% pour de la formation et 4% pour du logement.

La mobilité est le premier frein à la recherche d'emploi, aussi afin de faciliter l'insertion professionnelle, l'enveloppe dédiée aux aides individuelles est proposée identique à celle de 2022.

##### **4.2.3.2. Le Fonds Départemental d'Aide aux Jeunes (FDAJ) (133 000 €)**

Ce fonds est destiné aux jeunes de 18 à 25 ans en parcours d'insertion sociale ou socio-professionnelle et rencontrant des difficultés.

Les financements sont consacrés d'une part à des aides individuelles dont la gestion est confiée aux trois missions locales de la Vienne et, d'autre part, à des actions collectives en lien avec la mobilité.

Le règlement du FDAJ sera révisé au cours de l'année 2023, afin d'adapter les aides accordées aux besoins du public jeune qui ont fortement évolué.

#### **4.3. Le soutien à l'emploi (546 000 €)**

##### **4.3.1. Financement des expérimentations Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (339 000 €)**

Deux territoires sont habilités dans la Vienne pour expérimenter « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » pour une durée de 5 ans :

- Cenon-sur-Vienne, Colombiers, Naintré, Scorbé-Clairvaux et Thuré, par arrêté du 3 décembre 2021
- Poitiers, par arrêté du 3 octobre 2022.

Une convention d'objectifs et de moyens liant le Département et l'association Expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée (ETCLD) sur la période 2022-2026 en définissant le cadre et les modalités de financement des emplois créés par la ou les Entreprises à But d'Emploi au fonds d'expérimentation a déjà été approuvée par délibération de la Commission Permanente du 3 février 2022. L'Etat et Pôle Emploi en sont cosignataires.

La contribution financière du Département est fixée, pour 2023, à hauteur de 15% du montant de la participation de l'Etat à la contribution au développement de l'emploi, pour chaque emploi créé. Le montant prévisionnel est évalué, pour 110,1 ETP créés, à 339 000 €.

#### **4.3.2 Service Public de l'Insertion et de l'Emploi (122 000 €)**

Dans le cadre de la convention de financement pour la mise en œuvre territoriale du service public de l'insertion et de l'emploi 2022-2023, approuvée en commission permanente le 14 avril 2022, 0,096 M€ ont été inscrits en dépenses et en recettes en 2022 afin de permettre la mise en œuvre des actions débutant dès 2022.

Il est proposé d'inscrire au budget primitif le montant relatif aux actions qui seront menées en 2023 : ingénierie de projet, outils de communication, modernisation des outils numériques, à hauteur de 122 000 €.

#### **4.3.3 Manifestations liées à l'emploi (30 000 €)**

Le Département a souhaité conserver sa mission de soutien à l'emploi local tout en développant les passerelles au profit des publics en difficulté et en particulier des bénéficiaires du RSA et des jeunes.

C'est pourquoi en 2022, le Département a participé ou co-organisé des événements au plus proche des territoires, des entreprises qui recrutent et des bénéficiaires en recherche d'emploi, dont le « Salon de l'apprentissage et de l'emploi », organisé par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat et Grand-Poitiers les 11 et 12 mars 2022 au Parc des Expositions de Poitiers.

En amont de ces manifestations, les bénéficiaires des territoires concernés ont été invités à préparer leur curriculum-vitae et les rencontres avec les entreprises soit par leur référent unique, soit par l'équipe Emploi 86.

Afin de conforter cette dynamique, il est proposé de poursuivre l'organisation ou la participation à des manifestations ciblées en fonction des besoins des entreprises sur l'ensemble du département, en lien notamment avec les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) tout en réfléchissant à de nouveaux modes de communication (ex : forum digital, etc.).

**Je vous propose au titre du budget primitif 2023 relatif à la politique publique d'insertion :**

- **d'inscrire des crédits de paiement pour 86 275 000 euros en fonctionnement,**
- **de prévoir des recettes à hauteur de 49 462 400 euros en fonctionnement.**



Je vous invite à délibérer sur ce dossier.



## CREDITS A INCRIRE AU PROJET DE BP 2023

CLASSES	Libellé	017-441	017-444	017-447	017-448	TOTAL POLITIQUE INSERTION
		INSERTION SOCIALE	INSERTION PROFESSION.	RSA ALLOCATIONS	AUTRES DEPENSES RSA	
60	Achats					- €
61	Services Extérieurs					- €
62	Autres Services Extérieurs		391 400 €		3 000 €	394 400 €
63	Impôts, Taxes					- €
64	Charges de Personnel					- €
65	Autres Charges d'Activité	671 500 €	5 413 000 €	79 762 100 €		85 846 600 €
67	Charges Exceptionnelles			34 000 €		34 000 €
						- €
	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>671 500 €</b>	<b>5 804 400 €</b>	<b>79 796 100 €</b>	<b>3 000 €</b>	<b>86 275 000 €</b>
73	Impôts et Taxes			34 645 000 €	8 400 000 €	43 045 000 €
74	Dotations et Participations		72 000 €		5 615 400 €	5 687 400 €
75	Autres Produits d'Activité			730 000 €		730 000 €
77	Produits Exceptionnels					- €
						- €
	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>- €</b>	<b>72 000 €</b>	<b>35 375 000 €</b>	<b>14 015 400 €</b>	<b>49 462 400 €</b>

Le rapport 16, Benoît.

**16. Conventions relatives à la mise en œuvre de l'expérimentation "Territoire zéro chômeur de longue durée" suite à l'habilitation du territoire de Poitiers**

**Benoît COQUELET :** Le rapport 16 est la convention Territoire zéro chômeur avec une inscription à 339 000 €.

**Valérie DAUGE :** Y a-t-il des interventions ? Je le mets aux votes. Y a-t-il des abstentions ? Des avis contraires ? Il est adopté, je vous remercie.

## DEPARTEMENT DE LA VIENNE

DELIBERATION DU CONSEIL  
DEPARTEMENTAL

Séance du 16 décembre 2022

**CONVENTIONS RELATIVES A LA MISE EN OEUVRE DE L'EXPERIMENTATION  
"TERRITOIRE ZERO CHOMEUR DE LONGUE DUREE" SUITE A L'HABILITATION  
DU TERRITOIRE DE POITIERS**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Commission Insertion, Emploi, Pôles Economiques s'étant réunie,

Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

Après en avoir délibéré et voté,

**DECIDE :**

- d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer l'avenant n°1 à la Convention Pluriannuelle d'Objectifs et de Moyens 2022-2026 entre l'Association « Expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée » et le Département de la Vienne, joint en annexe A ;  
Cet avenant précise le financement du Département pour l'expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » sur le territoire de Poitiers et des communes de Cenon-sur-Vienne, Colombiers, Naintré, Scorbé-Clairvaux et Thuré où siègent les entreprises à but d'emploi Le Ressort, Papiole et EBE GE, en accompagnant le déploiement progressif des embauches selon une programmation pluriannuelle d'objectifs visant au déploiement de 130 emplois supplémentaires (en ETP) en 2023, 40 supplémentaires pour atteindre 170 emplois (en ETP) en 2024 et 30 en 2025, soit 200 emplois (en ETP) avec une clause de revoyure prévue chaque année par avenant,
- d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer la convention pluriannuelle 2022-2026 entre l'Association « Expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée » et la collectivité territoriale de Poitiers, jointe en annexe B,
- de désigner Benoît COQUELET, Vice-Président en charge de l'insertion, de l'emploi et des pôles économiques, comme représentant du Conseil Départemental au sein du Comité Local pour l'Emploi,

- d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer les conventions pluriannuelles 2022-2026 entre l'association « Expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée », les entreprises à but d'emploi Papiolle et Groupement d'employeurs et la collectivité territoriale de Poitiers, jointes en annexes C et D.

**ADOPTÉ**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légality	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000006974-DE
Date de publication	22/12/2022



## Avenant N°1

à la

**convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2022 - 2026  
entre l'Association d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée et le  
Département de la Vienne**

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,  
Vu la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée »,

Vu le décret n°2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée »,

Vu le décret n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021, relatif à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »,

Vu l'arrêté du 3 août 2022 fixant le montant de la participation de l'Etat au financement de la contribution au développement de l'emploi du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023, publié au JORF n°0181 du 6 août 2022,

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2022-2026 entre l'Association d'expérimentation territoriale contre le Chômage de Longue Durée et le Département de la Vienne, signée le 9 février 2022, objet du présent avenant,

Vu la convention à effet du 1er mars 2022 entre l'Association d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée, l'EBE Le Ressort, les collectivités territoriales qui portent le Comité Local pour l'emploi du Tope 5 du Châtelleraudais, de Cenon-sur-Vienne, Colombiers, Naintré, Scorbé-Clairvaux et Thuré,

Vu la convention à effet du 14 novembre 2022 entre l'Association d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée, l'EBE Papiolle, la collectivité territoriale qui porte le Comité Local pour l'emploi de Poitiers,

Vu la convention à effet du 14 novembre 2022 entre l'Association d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée, l'EBE Groupement d'Employeurs, la collectivité territoriale qui porte le Comité Local pour l'emploi de Poitiers,

Entre

**Le Département de la Vienne**, représenté par le Président du Conseil Départemental en exercice, Monsieur Alain PICHON, sis Département de la Vienne, Place Aristide Briand, CS 80319, 86008 POITIERS, dûment habilité à signer le présent avenant par délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022,



Ci-après dénommé « **le Département** »,

D'une part,

Et

**L'Association « Expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée » (ETCLD)**, association loi 1901, dont le siège est à 76 rue du Faubourg Saint Denis - 75010 PARIS, représentée par son Président en exercice, Monsieur Louis GALLOIS, dûment habilité à signer le présent avenant, Ci-après dénommée « **L'Association** », ,

De deuxième part ,

Et,

L'Etat, représenté par le Préfet en exercice, Monsieur Jean-Marie GIRIER, sis Préfecture de Vienne, 7 place Aristide BRIAND, CS 30589, 86021 POITIERS, dûment habilité à signer le présent avenant,

Ci-après dénommé « **L'Etat cosignataire** »,

De troisième part,

Et,

**Pôle emploi**, Établissement public national, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, placé sous l'autorité du Ministère du Travail, du Plein Emploi et de l'Insertion, régi par les articles L.5312-1 à L.5312-14 et R.5312-1 à R.5312-30 du code du travail, domicilié au 27 rue du Pré Médard 86280 Saint Benoît et représenté par sa directrice territoriale du Poitou Deux-Sèvres et Vienne, Madame Célia RODRIGUES MINAU, dûment habilitée à signer le présent avenant,

Ci-après dénommé « **Pôle Emploi cosignataire** »,

De quatrième part.

## **ARTICLE 1 – OBJET DU PRÉSENT AVENANT**

Le présent avenant modifie la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2022-2026 entre l'Association d'expérimentation territoriale contre le Chômage de Longue Durée et le Département de la Vienne, signée le 9 février 2022, susvisée et ci-après dénommé « la Convention », pour tenir compte de l'habilitation de la Ville de Poitiers à mener l'expérimentation Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée.

## **ARTICLE 2 - LA CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI**

L'article 2 de la Convention est rédigé comme suit :

La contribution au développement de l'emploi est composée d'une part obligatoire dont le taux est fixé à hauteur de 15% du montant de la participation de l'Etat à la contribution au développement de l'emploi (selon le cadre réglementaire en vigueur). Le Département peut compléter librement la part obligatoire de la contribution.

Conformément à la délibération de la Commission Permanente du 3 février 2022, le Département de la Vienne s'engage à contribuer à son financement sur les territoires :

- de TOPE 5 du Châtelleraudais (communes de Cenon-sur-Vienne, Colombiers, Naintré, Scorbe-Clairvaux et Thuré) où siège l'Entreprise à But d'Emploi Le Ressort,
- de Poitiers où siègent les deux Entreprises à But d'Emploi Papiolle et Groupement d'Employeurs.

### **2-1- MONTANT DE LA CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI DU DÉPARTEMENT**

La contribution financière du Département de la Vienne est fixée à hauteur de 15 % du montant de la participation de l'Etat à la contribution au développement de l'emploi (selon le cadre réglementaire en vigueur), pour chaque emploi supplémentaire en équivalent temps plein.

Conformément au décret n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée », la prise en charge des emplois supplémentaires occupés par des salariés non issus de la privation d'emploi s'effectue dans la limite de 10 % de l'effectif total (en ETP) recruté dans l'entreprise à but d'emploi concernée.

Ainsi, en 2022, le Département de la Vienne verse 2943,39€ par équivalent temps plein annuel d'emplois supplémentaires créés par entreprises à but d'emploi.

Au titre de l'année 2022, le montant prévisionnel de la participation (part obligatoire) du Département de la Vienne à la contribution au développement de l'emploi est de 76 380,89€ pour 25,95 ETP.

Ainsi, en 2023, le Département de la Vienne versera 3 082,62€ par équivalent temps plein annuel d'emplois supplémentaires créés par les entreprises à but d'emploi (selon la réglementation en vigueur), selon le détail figurant dans le tableau ci-dessous :

Territoire	Entreprise à but d'emploi	ETP contractuel prévisionnel total année 2023	ETP pris en charge par la CDE CD	Montant prévisionnel de la CDE CD 2023*
TOPE 5	Le Ressort	53,9	53,9	<b>166 214,90 €</b>
Poitiers	Papiole	24,9	24,5	<b>75 493,40 €</b>
Poitiers	GE	32,1	31,7	<b>97 749,90 €</b>
Totaux			110,1	<b>339 458,20 €</b>

*\*montant calculé sur la base de la réglementation en vigueur au jour de la production de l'avenant*

Au titre de l'année 2023 le montant prévisionnel de la participation (part obligatoire) du Département de la Vienne à la contribution au développement de l'emploi est de 339 458,20 € pour 110,92 ETP (soit 110,12 ETP pris en charge).

Le Département de La Vienne s'engage à contribuer au financement de l'expérimentation sur le territoire de Poitiers et de Tope 5 où siègent les Entreprises à But d'Emploi (EBE) Le Ressort, Papiole et EBE GE, en accompagnant le déploiement progressif des embauches selon une programmation pluriannuelle d'objectifs visant au déploiement de 130 emplois supplémentaires (en ETP) en 2023, 40 supplémentaires pour atteindre 170 emplois (en ETP) en 2024 et 30 en 2025, soit 200 emplois (en ETP) avec une clause de revoyure prévue chaque année par avenant.

D'autre part, les EBE s'engagent à fournir chaque trimestre au fonds et au Département de la Vienne, le nombre de bénéficiaires du RSA recrutés, ainsi que leur volume d'activité. Les sorties d'EBE seront également communiquées.

## **2-2 - AFFECTATION DE LA CONTRIBUTION DU DÉPARTEMENT**

La participation financière du Département est affectée au Fonds national d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée au titre du financement de la contribution au développement de l'emploi versée aux entreprises conventionnées Le Ressort, Papiole et Groupement d'Employeurs sur les territoires de TOPE 5 et de Poitiers, pour la création des emplois supplémentaires.

## **2-3 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION DU DÉPARTEMENT**

### **2-3-1 - En 2022**

La participation financière du Département telle que déterminée dans l'article 2-1 de la présente convention est versée à l'Association, pour l'année 2022, en une fois, dans le courant du 1er trimestre 2022.

Cette participation financière du Département est reversée par l'Association à l'entreprise à but d'emploi Le Ressort au titre de la contribution au développement de l'emploi. Un versement mensuel est effectué en fonction du nombre d'emplois supplémentaires (en ETP) déclarés par l'EBE Le Ressort.

Le montant de la contribution au développement de l'emploi versé à chaque entreprise à but d'emploi par équivalent temps plein est ensuite fixé par l'Association gestionnaire du fonds en proportion du salaire minimum de croissance. Il s'applique aux emplois supplémentaires tels que définis par la loi du 14 décembre 2020.

Un bilan en fin d'année 2022 permettra d'évaluer l'éventuel écart entre la participation financière qui a été affectée à l'Association sur la base du prévisionnel des emplois supplémentaires de l'entreprise à but d'emploi Le Ressort et les emplois supplémentaires effectifs réalisés au 31 décembre 2022. Le reliquat de l'année 2022 sera affecté à l'exercice suivant et le montant de la contribution départementale pour l'année 2023 ajusté en conséquence.

### **2-3-2 - A compter de 2023**

En 2023, conformément aux critères définis dans l'avenant n° 1 à la présente convention, la participation annuelle du Département est versée à l'Association en une fois dans le courant du premier trimestre de l'année N.

Le montant de la contribution au développement de l'emploi versé à chaque entreprise à but d'emploi par équivalent temps plein, est ensuite fixé par l'Association en proportion du salaire minimum de croissance. Il s'applique aux emplois supplémentaires tels que définis par la loi du 14 décembre 2020.

Le montant de cette contribution en année N sera réajusté en fonction du nombre d'emplois supplémentaires réalisés (en ETP) de l'année n-1.

Cette participation financière du Département est reversée par l'Association aux entreprises à but d'emploi Le Ressort, Papiolle et Groupement d'Employeurs par tranche, tous les mois, sur la base des déclarations d'emplois supplémentaires réalisés.

Si au cours de l'année N, le montant de la participation financière du Département se révélait insuffisant, l'Association en informerait le Département pour qu'il prenne les dispositions nécessaires.

En fin d'année, lorsque les ressources affectées n'ont pas été engagées, il convient de constater les engagements prévisionnels à réaliser en N+1 et de déduire ces fonds déjà avancés de la subvention à octroyer au titre de l'année N+1.

Pour la dernière année d'expérimentation, s'il apparaît que toutes les ressources affectées n'ont pas été engagées ou que le montant engagé par l'Association n'est pas couvert par la participation du Département, la convention ne prendra fin qu'à l'issue de la régularisation des sommes dues.

### **2-3-3 - Versement**

La contribution financière du **Département** est créditée au compte de l'**Association**.

Les versements sont effectués au compte :

Titulaire	Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée
Agence Bancaire :	Crédit Mutuel agence Saint-Barthélemy d'Anjou
N° de compte :	00021712902
Code établissement :	10278
Code guichet :	39430
Clé RIB :	19
IBAN	FR76 1027 8394 3000 0217 1290 219

### **2-4- CONTRÔLE DE L'UTILISATION DE LA CONTRIBUTION DU DÉPARTEMENT**

L'Association rend compte à son conseil d'administration, au comité local pour l'emploi et au Département de l'utilisation de la contribution de ce dernier, sur la base des justificatifs fournis dans le cadre des conventions :

- du 1er mars 2022 entre l'Association d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée, l'EBE Le Ressort et le territoire de TOPE 5 du Châtelleraudais (communes de Cenon-sur-Vienne, Colombiers, Naintré, Scorbé-Clairvaux et Thuré),
- du 14 novembre 2022 entre l'Association d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée, l'EBE Papiolle et le territoire de Poitiers,
- du 14 novembre 2022 entre l'Association d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée, l'EBE Groupement d'Employeurs et le territoire de Poitiers,

### **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINALES**

Les autres articles de la Convention restent inchangés.



Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Pour le Département de la Vienne  
Le Président du Conseil Départemental,

Pour l'Association ETCLD,  
Le Président,

Monsieur Alain PICHON

Monsieur Louis GALLOIS

Pour l'Etat  
Le Préfet de la Vienne,

Pour Pôle Emploi Sèvres et Vienne,  
La Directrice,

Monsieur Jean-Marie GIRIER

Madame Célia RODRIGUES MINAU,



**Convention pluriannuelle années 2022 - 2026**  
**entre l'Association Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée**  
**et la collectivité territoriale de Poitiers**

---

Vu la loi n°2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »,

Vu le décret n°2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »,

Vu le décret n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 modifiant le décret n°2021-863 du 30 juin 2021, relatif à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »,

Vu l'arrêté du 3/10/2022 habilitant les territoires pour mener l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée », publié au JORF n°0236 du 11 octobre 2022,

Vu la délibération du Conseil départemental de la Vienne en date du 14 avril 2022 assurant son engagement dans le déploiement de l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée,

Vu la délibération du conseil municipal de la Ville de Poitiers en date du 6 décembre 2021 assurant son engagement dans le déploiement de l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée,

La présente convention précise les relations :

Entre, d'une part,

L'association « Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée » (ETCLD)

Siège : 76 rue Faubourg Saint Denis, 75010 PARIS,

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901,

Représentée par Monsieur Louis Gallois en qualité de Président,

Ci-après dénommée « **L'Association** »,

Et, de deuxième part,

La collectivité territoriale de Poitiers qui porte le Comité Local pour l'Emploi de Poitiers, dont le siège est à 15 place du Maréchal-Leclerc CS 10569 86 000 Poitiers représenté par Madame la Maire Léonore Moncond'huy et Monsieur Bastien Bernela, Président du CLE ; ci-après dénommé le « **Comité Local pour l'Emploi** »,

Et,

L'Etat, représenté par le Préfet en exercice, Monsieur Jean-Marie Girier, sis Préfecture de la Vienne, 7 place Aristide Briand 86000 Poitiers, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après dénommé « L'Etat cosignataire »,

De troisième part,

Et,

Le Département de la Vienne, représenté par le Président du Conseil Départemental en exercice, Monsieur Alain Pichon, sis Département de la Vienne, place Aristide Briand 86000 Poitiers, dûment habilité à signer la présente convention, par délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022,

Ci-après dénommé le « Département cosignataire »,

De quatrième part,

Et,

Pôle emploi, Établissement public national, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, placé sous l'autorité du Ministère du Travail, du plein Emploi et de l'Insertion, régi par les articles L.5312-1 à L.5312-14 et R.5312-1 à R.5312-30 du code du travail, domicilié au 27 rue du Pré Médard 86280 Saint Benoît et représenté par sa directrice territoriale du Poitou Deux-Sèvres et Vienne, Madame Célia Rodrigues Minau, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après dénommé « Pôle Emploi cosignataire »,

De cinquième part,

Cela exposé, il a été convenu ce qui suit :

## **Préambule**

**« Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi ». C'est en partant de ce principe énoncé dans le préambule de la Constitution de 1946, que le projet Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée a été imaginé et élaboré.**

**Cette expérimentation a pour objectif, pendant cinq ans et dans au moins soixante territoires, de démontrer qu'il est possible à l'échelle d'un territoire, de mobiliser l'ensemble des acteurs dans une dynamique de coopération au service du droit à l'emploi et de créer des emplois supplémentaires dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire, sous forme de contrats à durée indéterminée, en faveur des personnes privées durablement d'emploi.**

## **ARTICLE I – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention précise les relations et engagements du Comité Local pour l'Emploi de Poitiers et de l'Association dans le cadre de la mise en œuvre de la deuxième phase de l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée.

## **ARTICLE II – LE TERRITOIRE**

### **II - 1 - Le territoire d'expérimentation**

Le territoire d'expérimentation sur la collectivité de Poitiers comprend 7 IRIS correspondant aux quartiers Bel Air, Montmidi, Chilvert, Bellejouanne, Les Cours, Clos Gaultier et Saint Cyprien.

*Annexe 1 - Carte du territoire*

### **II - 2 - Comité Local pour l'Emploi (CLE)**

#### **II - 2 - 1 - Composition du Comité Local pour l'Emploi :**

Le Comité Local pour l'Emploi est composé de membres de droit :

- de représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements parties prenantes à l'expérimentation, notamment les départements, désignés par leur assemblée respective ;
- d'un représentant de l'Etat ;
- d'un représentant de Pôle emploi ;
- d'un représentant de la direction et d'un représentant des salariés des entreprises conventionnées par le Fonds ;
- d'un représentant des acteurs économiques locaux ;
- d'un représentant des personnes privées durablement d'emploi ;
- d'un représentant du Fonds d'expérimentation mentionné à l'article 10 de la loi n°2020-1577 du 14 décembre 2020 ;

et de membres invités.

Il est présidé par le Président Monsieur Bastien Bernela représentant la collectivité territoriale de Poitiers habilitée pour l'expérimentation.

*Annexe 2-1 - Liste des membres du Comité Local pour l'Emploi (CLE)*

#### **II - 2 - 2 - Rôle du Comité Local pour l'Emploi :**

Le Comité Local pour l'Emploi de Poitiers fait partie de l'équipe expérimentale nationale aux côtés des représentants des EBE et du Fonds d'expérimentation. A ce titre, il participe aux travaux de l'équipe expérimentale proposés par l'Association.

Il mobilise et organise la coopération des acteurs pour mettre en œuvre le droit à l'emploi. Il est chargé de l'information et de la rencontre avec les personnes privées durablement d'emploi, il veille au caractère supplémentaire des emplois créés par les unités d'EBE au regard de ceux existants sur le territoire. Il est responsable du suivi et de l'atteinte de l'exhaustivité.

Le Comité Local pour l'Emploi est chargé de piloter l'expérimentation dans le territoire habilité selon les principes fondamentaux du projet, d'en suivre le déploiement et de collecter toutes les données nécessaires pour assurer le suivi et établir le bilan et l'évaluation de l'expérimentation.

A ce titre, il est chargé de :

- 1° Coordonner l'action des acteurs locaux participant à l'expérimentation ;
- 2° Etablir un état de la situation socio-économique du territoire en termes de chômage de longue durée et d'activités économiques existantes ;
- 3° Informer et accueillir l'ensemble des personnes privées durablement d'emploi volontaires ;
- 4° Déterminer, en lien avec les acteurs des politiques de l'emploi, la liste des demandeurs d'emploi mentionnés à l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée volontaires pour participer à l'expérimentation, et identifier leurs compétences ainsi que leur projet professionnel ;
- 5° Organiser, avec Pôle emploi et les acteurs du territoire, les modalités d'accompagnement des personnes privées durablement d'emploi participant à l'expérimentation et identifier leurs besoins de formation ;
- 6° Recenser les activités répondant à des besoins non satisfaits, adaptées aux compétences des personnes privées durablement d'emploi participant à l'expérimentation, non concurrentes des activités économiques existantes et ne se substituant pas aux emplois privés ou publics déjà présents sur le territoire ;
- 7° Elaborer le programme d'actions mentionné au VII de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée ;
- 8° Proposer le conventionnement des entreprises participant à l'expérimentation à l'association gestionnaire du fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée ; 9° Assurer le suivi de la mise en œuvre de l'expérimentation et de ses résultats.

Il communique au comité scientifique, comme mentionné à l'article 30 du décret n° 2021-863 du 30 juin 2021, toutes les informations nécessaires à l'évaluation et à l'Association gestionnaire du fonds toutes les informations nécessaires au pilotage et au contrôle, à l'évaluation de l'expérimentation et à la réalisation des rapports d'activité et bilans.



### **II - 2 - 3 - Modalités de gouvernance et fonctionnement du Comité Local pour l'Emploi :**

Afin d'assurer la continuité de ses missions et d'assurer l'animation de la dynamique de coopération territoriale indispensable à la mise en œuvre du droit à l'emploi, le Comité Local pour l'Emploi s'engage à se réunir au moins 4 fois par an.

Son travail peut s'organiser en commissions.

Il s'appuie sur une équipe projet adaptée à l'objectif d'exhaustivité.

*Annexe 2-2 - Modalités de fonctionnement du CLE (organisation, commissions, rythme...)*

*Annexe 2-3 - Composition de l'équipe et budget prévisionnel de fonctionnement du CLE*

## **ARTICLE III – L'ATTEINTE DE L'EXHAUSTIVITÉ OU LE DROIT À L'EMPLOI**

Le Comité Local pour l'Emploi, à travers l'animation de la coopération locale pour le droit à l'emploi, mobilise l'ensemble des partenaires pour répondre au besoin du territoire.

En complément de l'action des employeurs déjà présents sur le territoire et à la lumière du besoin exprimé, le Comité Local pour l'Emploi a pour objectif de projeter la création des emplois supplémentaires nécessaires au sein d'entreprises à but d'emploi.

### **III - 1 - Besoin en emploi du territoire**

Le Comité Local pour l'Emploi s'engage à mettre en place les actions nécessaires à l'information et à l'accueil continu des personnes concernées (inscrites ou non à Pôle Emploi) pendant toute la durée de l'expérimentation.

Il mobilise les moyens d'actions adaptés et assure un suivi de l'atteinte de l'exhaustivité.

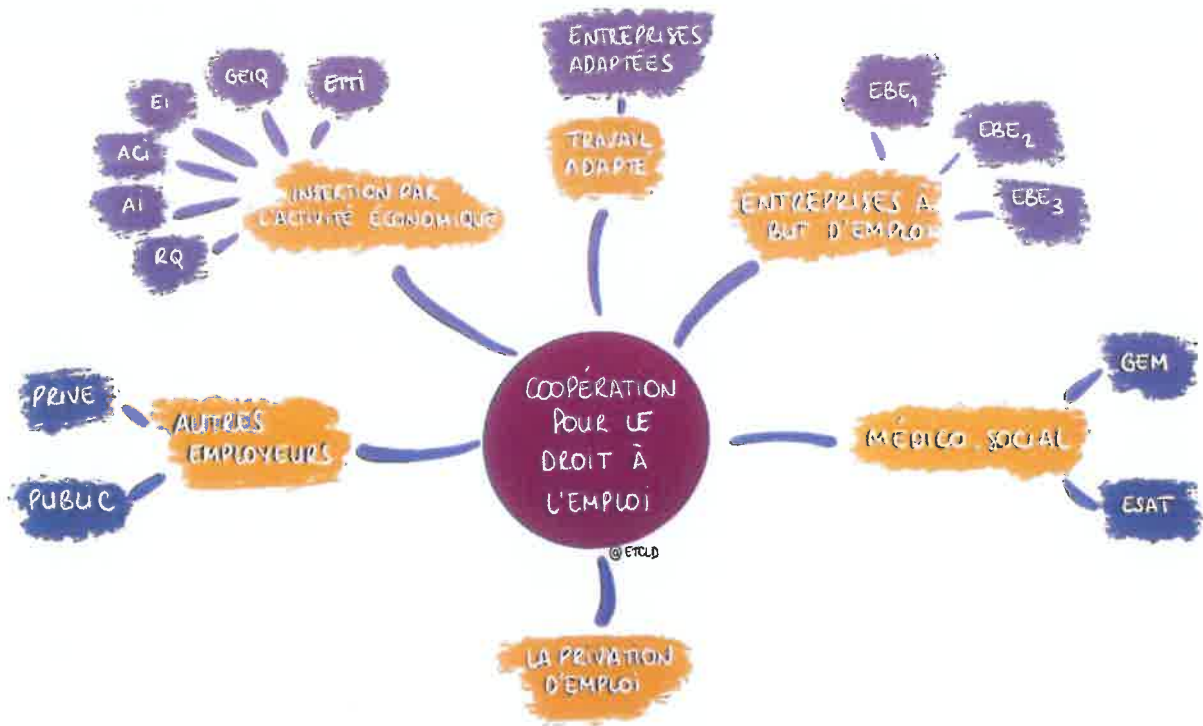
Le nombre estimé de personnes privées durablement d'emploi sur le territoire au 26/09/2022 est de 340 personnes. Ce chiffre sera remis à jour annuellement par le comité local pour l'emploi.

*Annexe 2-4 - Suivi de l'exhaustivité et plan d'action du CLE*

### **III - 2 - Mise en œuvre opérationnelle du droit à l'emploi**

#### **III - 2 - 1 - Mobilisation des acteurs existants sur le territoire**

La première responsabilité du Comité Local pour l'Emploi est la mobilisation de la coopération entre les partenaires du territoire pour le droit à l'emploi.



*Identification des partenaires et des leviers d'embauche (employeurs territoriaux, entreprises adaptées, insertion par l'activité économique, ..)*

Annexe 2-5 - Cartographie des partenaires pour le droit à l'emploi sur le territoire de Poitiers.

### III - 2 - 2 - Production d'emplois supplémentaires en EBE

Pour mettre en œuvre le droit à l'emploi, en complément de l'action des acteurs du territoire, le Comité Local pour l'Emploi propose le conventionnement d'unités d'EBE pour créer les emplois supplémentaires nécessaires à l'embauche des personnes privées durablement d'emploi (cf. Article 9 loi du 14 décembre 2020). Une convention tripartite est signée entre l'Association, le Comité Local pour l'Emploi et chaque unité d'entreprise à but d'emploi.

Au 06/05/2022, le Comité Local pour l'Emploi estime un besoin de création de **245 emplois supplémentaires** en EBE.

Il propose de conventionner les entreprises citées ci-après pour développer des unités d'EBE en charge de créer des emplois supplémentaires à travers la réalisation d'activités supplémentaires et non concurrentielles :

#### **Entreprise à but d'emploi 1**

Nom : Papirole

Statuts : Association loi 1901

L'EBE Papirole a pour objet la production d'emplois adaptés aux personnes privées durablement d'emploi du territoire d'expérimentation embauchées sur proposition du CLE. Elle s'organise autour de

6 pôles d'activités de services comprenant les activités suivantes : Auto net -nettoyage intérieur de véhicules, coursiers de proximité, carapatte (service d'accompagnement des jeunes enfants), flocage de vêtements et transferts sur objets, portage de repas, restaurant solidaire, enquête et information par porte à porte, plateforme logistique alimentation solidaire, ressourcerie du jouet, bricolage et entretien intérieur et extérieur de l'habitat et emplois verts.

Contribution au plan d'atteinte de l'exhaustivité : l'EBE projette la création de 125 emplois supplémentaires correspondant à 105.9 ETP au 31/12/2025 (dont 99 ETP issus de la privation d'emploi).

### **Entreprise à but d'emploi 2**

Nom : EBE Groupement d'Employeurs

Statuts : Groupement d'employeurs associatifs

Le GESG , structure porteuse de l'EBE GE, intègre à ses statuts existants la création d'emplois supplémentaires et l'embauche sans sélection des personnes privées durablement d'emploi présentée par le CLE. Elle prévoit les activités suivantes : renfort aux accueils périscolaires, renfort aux accueils de loisirs, soutien aux épiceries solidaires, visites à domicile (des séniors), accompagnement aux courses et transports aux événements.

Contribution au plan d'atteinte de l'exhaustivité : l'EBE projette la création de 67 emplois supplémentaires correspondant à 57,9 ETP au 31/12/2025 (dont 54 ETP issus de la privation d'emploi).

Des entreprises non identifiées à la signature de la présente convention peuvent être conventionnées par l'Association sur proposition du Comité Local pour l'Emploi. Ce conventionnement est intégré par avenant.

Annexe 2-6 - *Calendrier de création d'emplois supplémentaires en EBE sur le territoire Poitiers*

### **III - 2 - 3 - Pilotage par le Comité Local pour l'Emploi de l'exhaustivité et de la complémentarité des emplois**

Le Comité local pour l'emploi de Poitiers s'engage à mettre en œuvre les moyens d'actions et les correctifs adaptés pour veiller au respect des principes essentiels de l'expérimentation que sont :

- l'information de tous les habitants du territoire, l'exhaustivité des contacts auprès des personnes privées d'emploi et la mise en œuvre du droit à l'emploi pour tous les volontaires ;
- la nature supplémentaire/non concurrentielle des activités créées par les unités d'EBE conventionnées. Celles-ci ne se substituent pas à des offres existantes et ne créent pas d'effet d'aubaine.

### **ARTICLE IV – BILAN ET ÉVALUATION DE L'EXPÉRIMENTATION**

Le Comité Local pour l'Emploi de Poitiers assure le suivi de la mise en œuvre de l'expérimentation et ses résultats. Pour cela, il communique :

- au comité scientifique mentionné à l'article 28 du décret n°2021-863 du 30 juin 2021, toutes les données nécessaires à l'évaluation ;
- à l'Association gestionnaire du fonds toutes les informations nécessaires au pilotage, au contrôle, à l'évaluation de l'expérimentation et à la réalisation des rapports d'activité et bilans.

Le Comité Local pour l'Emploi de Poitiers s'engage à renseigner les outils de collecte de données transmis par l'Association.

Par ailleurs, le Comité Local pour l'Emploi s'engage à apporter son concours à la deuxième phase expérimentale en participant aux travaux de l'équipe expérimentale.

### **ARTICLE V – COMMUNICATION**

Toute la communication et tous les supports relatifs à la communication sur l'expérimentation dans le territoire doivent faire mention de l'Association, du ministère chargé de l'emploi, du Département et de Pôle Emploi

Pour l'Association, le logo est celui apposé sur la présente convention.

Le territoire peut utiliser le logo avec la précision « Territoire habilité de Poitiers, loi n°2020-1577 du 14 décembre 2020 ».

### **ARTICLE VI – DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue entre l'Association et le Comité Local pour l'Emploi de Poitiers pour la durée de l'expérimentation à compter du 3 octobre 2022.

## **ARTICLE VII – AVENANT**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fait l'objet, après accord entre les parties, d'un avenant.

## **ARTICLE VIII – RÉSILIATION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, cette convention peut être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, avec un préavis de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La mise en œuvre de cette procédure de résiliation peut entraîner, le cas échéant, la fin de l'habilitation.

## **ARTICLE IX – COLLECTE ET TRANSMISSION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Les comités locaux pour l'emploi et les entreprises à but d'emploi sont autorisés, par l'article 11 de la loi du 14 décembre 2020 et dans les conditions fixées par l'article 30 du décret du 30 juin 2021 susvisés, à transmettre des données à caractère personnel, à l'Association gestionnaire du fonds, y compris le numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques, relatives aux personnes mentionnées au VI de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée.

L'Association gestionnaire du fonds est responsable du traitement des données.

La collecte de données personnelles répond à une obligation légale et ne peut faire l'objet d'une opposition.

La transmission des données a pour finalités de permettre :

- le pilotage et le contrôle de l'expérimentation ;
- la production des rapports d'activité et des bilans prévus au III de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée ;
- l'évaluation de l'expérimentation prévue au IV de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée ;
- le financement des EBE prévus à l'article 10 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée.

***Cet article pourra faire l'objet de modifications par avenant en fonction de l'évolution du cadre réglementaire.***



Fait à , le

Mme Léonore Moncond'huy  
Maire de Poitiers,

M. Louis Gallois  
Président de l'Association ETCLD,

Pour le Comité Local pour l'Emploi  
cosignataire,  
M. Bastien Bernela  
Conseiller municipal délégué à l'emploi,  
l'insertion et la commande publique  
responsable à la Ville de Poitiers  
Président du Comité Local pour l'Emploi

Pour l'Etat cosignataire,  
M. Jean-Marie Girier,  
Préfet du département de la Vienne

Pour le Département cosignataire,  
M. Alain Pichon,  
Président du Conseil Départemental de Vienne,

Pour Pôle Emploi cosignataire,  
Mme Rodrigues Minau,  
Directrice territoriale du Poitou Deux-Sèvres et  
Vienne,

**Table des Annexes :**

Annexe 1 - Carte du territoire

Annexe 2-1 - Liste des membres du Comité Local pour l'Emploi (CLE)

Annexe 2-2 - Modalités de fonctionnement du CLE (organisation, commissions, rythme...)

Annexe 2-3 - Composition de l'équipe et budget prévisionnel de fonctionnement du CLE

Annexe 2-4 - Suivi de l'exhaustivité et plan d'action du CLE

Annexe 2-5 - Cartographie partenaires pour le droit à l'emploi sur le territoire de Poitiers

Annexe 2-6 - Création d'emploi supplémentaire en EBE sur le territoire de Poitiers

**Convention pluriannuelle années 2022 - 2026**  
**entre l'Association Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée,**  
**l'EBE Papiolle et la collectivité territoriale de Poitiers**

---

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,  
Vu la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée »,  
Vu le décret n°2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée »,  
Vu le décret n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021, relatif à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »,  
Vu l'arrêté du 3 août 2022 fixant le montant de la participation de l'Etat au financement de la contribution au développement de l'emploi du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023, publié au JORF n°0181 du 6 août 2022,  
Vu l'arrêté du 3 octobre 2022 habilitant les territoires pour mener l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée », publié au JORF n°0236 du 11 octobre 2022,  
Vu la délibération du Conseil départemental de la Vienne en date du 14 avril 2022 portant un avis favorable au projet « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » présenté par la Ville de Poitiers dans la perspective du dépôt de sa demande d'habilitation,  
Vu la délibération du Conseil municipal de la Ville de Poitiers en date du 6 décembre 2021 assurant son engagement dans le déploiement de l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée,

La présente convention précise les relations :

Entre,

L'association « Expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée » (ETCLD)

Siège : 76 rue Faubourg Saint Denis, 75010 PARIS

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Représentée par Monsieur Louis Gallois en qualité de Président

Ci-après dénommée « **L'Association** »,

D'une part,

Et,

La collectivité territoriale de Poitiers, qui porte le comité local chargé du pilotage et de l'appui à l'expérimentation de Poitiers, dont le siège est à 15 place du Maréchal Leclerc CS 10569 86021 Poitiers Cedex, représentée par Mr Bastien Bernela, Président du CLE de Poitiers, ci-après dénommée le « **Comité Local pour l'Emploi** »,

De deuxième part ,

Et,

L'Entreprise à but d'emploi Papirole, dont le siège est au 42 rue de Chilvert 86000 Poitiers, représentée par Gwenaël Caillaud, Président de l'EBE Papirole, ci-après dénommée « EBE Papirole », De troisième part,

Et,

L'Etat, représenté par le Préfet en exercice, Monsieur Jean-Marie Girier, sis Préfecture de la Vienne, 7 place Aristide Briand 86000 Poitiers, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après dénommé « L'Etat cosignataire »,

De quatrième part,

Et,

Le Département, représenté par le Président du Conseil Départemental en exercice, Monsieur Alain Pichon, sis Département de la Vienne, Place Aristide Briand 86000 Poitiers, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022,

Ci-après dénommé « le Département cosignataire »,

De cinquième part,

Cela exposé, il a été convenu ce qui suit :

## **Préambule**

*Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi », C'est en partant de ce principe énoncé dans le préambule de la Constitution de 1946, que le projet Territoires zéro chômeur de longue durée a été imaginé et élaboré.*

*Cette expérimentation a pour objectif, pendant cinq ans et dans au moins soixante territoires, de démontrer qu'il est possible à l'échelle d'un territoire, de mobiliser l'ensemble des acteurs dans une dynamique de coopération au service du droit à l'emploi et de créer des emplois*

*supplémentaires dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire, sous forme de contrats à durée indéterminée, en faveur des personnes privées durablement d'emploi.*

## **ARTICLE I – L'ENTREPRISE À BUT D'EMPLOI (EBE)**

Le Comité Local pour l'Emploi (CLE) de Poitiers, dans le cadre de son plan d'atteinte de l'exhaustivité, propose le conventionnement de l'entreprise Papiolle pour développer une unité d'EBE.

L'EBE Papiolle participe à l'objectif d'atteinte de l'exhaustivité du territoire. A ce titre, elle respectera le principe de l'embauche sans sélection des Personnes Privées Durablement d'Emploi (PPDE) présentées par le Comité local pour les emplois supplémentaires financés par la contribution au développement de l'emploi.

L'EBE Papiolle crée des emplois supplémentaires en développant des activités utiles sur le territoire, dans le respect de la complémentarité validée par le comité local pour l'emploi. Elle embauche sans sélection les personnes volontaires présentées par le CLE.

### **I - 1 - Identifications et caractéristiques de l'EBE**

#### **I - 1 - 1 - Identification de l'EBE**

Nom : Papiolle

Structure juridique porteuse de l'unité d'EBE : Association loi 1901

Objet social : Création d'emplois supplémentaires

Siège social : 42 rue de Chilvert 86000 Poitiers

Site d'activité (sur la zone expérimentale) : 42 rue de Chilvert 86000 Poitiers

Numéro de SIRET : 914 494 851 00019

OPCO : Uniformation (Code APE 8899B Action sociale sans hébergement n.c.a)

Date prévisionnelle d'ouverture de l'unité EBE : 1er janvier 2023

Apport initial en fonds propres : 60 000 € (apport associatif avec droit de reprise)

#### **I - 1 - 2 - Éléments attestant de son appartenance au champ de l'Économie Sociale et Solidaire mentionnée aux articles 1er et 2 de la loi du 31 juillet 2014 susvisée**

L'EBE Papiolle, conformément à la loi du 31 juillet 2014, fait partie intégrante de l'Économie sociale et solidaire. A ce titre, elle répond aux conditions requises en raison de la nature de ses statuts associatifs.

### **I - 1 - 3 - Éléments attestant de la non lucrativité**

L'EBE Papiolle, s'engage, dans ses statuts, à ne pas dédier ses bénéfices à un autre objet que l'expérimentation pour le développement du droit à l'emploi. Aucune part des bénéfices ne peut être affectée à la rémunération d'actionnaires ou de porteurs de part sociale.

### **I - 2 - Gouvernance de l'EBE**

La structure porteuse de l'EBE Papiolle est administrée par un Conseil d'Administration et un Bureau (voir annexe 1).

L'EBE Papiolle prévoit d'organiser la participation des salariés à la vie de l'entreprise.

#### **Annexe 1 - Statuts**

## **ARTICLE II – L'EMPLOI SUPPLÉMENTAIRE**

### **II - 1 - Articulation des rôles et responsabilités du CLE et de l'EBE pour la création d'emplois supplémentaires**

Le CLE de Poitiers est chargé de piloter l'atteinte de l'exhaustivité et est garant de la complémentarité des emplois créés par les unités d'EBE Papiolle sur le territoire de Poitiers.

Le CLE de Poitiers s'engage à informer mensuellement l'EBE Papiolle de la situation de la liste des volontaires au droit à l'emploi pour lui permettre d'anticiper les besoins de création d'emplois supplémentaires au sein du collectif de travail.

L'EBE Papiolle s'engage à fournir au CLE de Poitiers les éléments de suivi nécessaires à l'exercice de ses missions, notamment concernant les évolutions de sa capacité de création d'emplois supplémentaires.

### **II - 2 - Création d'emplois supplémentaires par l'EBE Papiolle**

L'objectif de l'EBE Papiolle est de concourir à l'atteinte de l'exhaustivité sur le territoire de Poitiers délimité dans le cadre de l'expérimentation par la création d'emplois supplémentaires. L'EBE propose de créer d'ici le 31 décembre 2025, 125 emplois supplémentaires (105,9 ETP). Cette cible a été définie en concertation avec le comité local pour l'emploi, au regard des personnes privées durablement d'emploi et des activités identifiées.



L'organisation du travail au sein de l'EBE Papiolle est communiquée à l'Association, en précisant les différents types d'activités, leurs modalités de mise en œuvre, le prévisionnel d'emplois supplémentaires créés (en ETP - équivalent temps plein), le budget prévisionnel et le prévisionnel d'investissement.

Annexe 2-1 - Organigramme et projection de production d'emplois supplémentaires

**II - 3 - Le modèle économique de l'EBE**

L'EBE Papiolle s'engage à mettre en place une comptabilité analytique en respectant le plan comptable général unifié transmis par l'Association (annexe 3), à clôturer les comptes de l'EBE chaque année le 31/12/N (maximum 12 mois) et à transmettre toutes informations nécessaires à l'Association.

L'EBE s'engage à fournir à l'Association gestionnaire du Fonds des comptes annuels arrêtés au plus tard le 30 avril de chaque année.

L'EBE Papiolle participe aux réunions de pilotage organisées par le Fonds d'expérimentation avec le comité local de Poitiers. Dans ce cadre, elle s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à la bonne tenue de l'exercice (budgets prévisionnels mis à jour, bilans et comptes de résultats, suivi de trésorerie, suivi financier des activités de l'entreprise à but d'emploi, etc.).

Sont annexées à la présente convention les prévisions concernant l'entreprise à but d'emploi.

Annexe 2-2 - Budget prévisionnel, descriptif des activités et plan d'investissement de l'EBE

Annexe 3 - Plan comptable généralisé spécifique à l'entreprise à but d'emploi

**ARTICLE III – LE FINANCEMENT DE L'EMPLOI SUPPLÉMENTAIRE**

Conformément à la loi n°2020-1577 du 14 décembre 2020, l'Association est chargée de financer une fraction du coût des emplois supplémentaires créés par les entreprises à but d'emploi. Elle peut également financer le démarrage et le développement des entreprises conventionnées à l'aide de la dotation d'amorçage et du complément temporaire d'équilibre.

**III - 1 - La contribution au développement de l'emploi**

**III - 1 - 1 - Le taux et la composition de la contribution au développement de l'emploi**

Le taux de la contribution au développement de l'emploi versée à chaque entreprise à but d'emploi par équivalent temps plein est fixé par l'Association en proportion du salaire minimum de croissance. Il s'applique aux emplois supplémentaires créés dans l'entreprise à but d'emploi.

La contribution au développement de l'emploi versée par l'Association est composée d'une participation de l'Etat dont le taux est fixé annuellement par arrêté ministériel (entre 53% et 102%) et d'une participation du Département s'élevant à minima à 15% de la part Etat et pouvant être abondé volontairement par le Département. La contribution de l'Etat est déterminée en fonction du cadre réglementaire en vigueur.

Le Département de la Vienne s'engage à contribuer à hauteur de 15% de la part Etat à la contribution au développement de l'emploi, par emploi supplémentaire créé en ETP.

Conformément au décret n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée », la prise en charge des emplois supplémentaires occupés par des salariés non issus d'une privation d'emploi, mais qui concourent, notamment par des fonctions d'encadrement et de supervision, à l'activité des entreprises participant à l'expérimentation, s'effectue dans la limite de 10 % des équivalents temps plein recrutés dans l'entreprise à but d'emploi concernée.

### **III - 1 - 2 - Versement de la contribution au développement de l'emploi**

Le versement de la contribution au développement de l'emploi intervient mensuellement sur la base d'une déclaration trimestrielle de l'employeur justifiant le nombre d'emplois supplémentaires projetés en équivalent temps plein.

En M+1, l'Association procède à une régularisation du montant versé en M par rapport aux montants effectivement dus sur le mois M, en se basant sur les données indiquées dans la Déclaration Sociale Nominative (DSN).

#### **Détails :**

- Avant le 5 du mois du trimestre à échoir (décembre, mars, juin, septembre), L'EBE communique à l'Association ses prévisions d'effectifs pour le trimestre suivant, via le système d'information.
- Avant le 10 de chaque mois, l'EBE télécharge sur le système d'information la DSN correspondant aux salaires du mois précédent.
- Après réception de la participation de l'Etat et du Département et au plus tard le 26 du mois, l'Association verse à l'EBE le montant de la contribution au développement de l'emploi sur la base d'une part de la prévision de recrutement pour le mois suivant et d'autre part du bilan des recrutements du mois précédent (éventuel écart entre les recrutements effectifs et la prévision communiquée à l'Association).

*Annexe 4 - La contribution de développement de l'emploi part Etat (schéma)*

*Annexe 5 – La contribution de développement de l'emploi Département (schéma)*

### **III - 1 - 3 - Les modalités de modulation de la contribution au développement de l'emploi :**

Le taux de la contribution au développement de l'emploi peut être modulé dans les conditions prévues à l'article 24 du décret n°2021-863 du 30 juin 2021, par décision de l'association gestionnaire du fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée en fonction :

- des objectifs de l'entreprise en matière de créations d'emplois et de développement des activités exercées ;

- de la part que prennent les recettes de l'entreprise résultant de la vente de biens et services dans la couverture des charges liées à ces activités et des résultats de l'entreprise ;
- des spécificités socio-économiques du territoire.

### **III - 2 - La dotation d'amorçage**

La dotation d'amorçage est versée pour la création de chaque équivalent temps plein supplémentaire par l'entreprise à but d'emploi conventionnée. Elle ne peut excéder 30% du montant brut du salaire minimum de croissance et est versée en deux fois ;

En N+1, l'Association procède à une régularisation des montants versés par rapport aux montants effectivement dus sur l'année N, en se basant sur les justificatifs produits par l'entreprise à but d'emploi.

*Annexe 6 – La dotation d'amorçage (schéma)*

### **III - 3 - Complément temporaire d'équilibre**

Le complément temporaire d'équilibre est mobilisable, en fonction des comptes annuels arrêtés de l'entreprise conventionnée et après négociation avec l'Association gestionnaire du fonds. Le complément temporaire d'équilibre est préalablement approuvé par le ministre chargé de l'emploi. Le montant de cette dotation ne peut pas excéder l'éventuel déficit courant d'exploitation de l'entreprise conventionnée pour la période considérée.

*Annexe 7 – Le complément temporaire d'équilibre, CTE (schéma)*

### **III - 4 - Avenant**

Un avenant assorti d'une annexe financière vient actualiser, pour chaque année civile, le taux de contribution au développement de l'emploi et le montant de la dotation d'amorçage.

## **ARTICLE IV – FORMATION DANS L'EMPLOI**

### **IV - 1 - Les actions de formation professionnelle ou de validation des acquis de l'expérience nécessaires à la réalisation du projet professionnel des personnes embauchées**

L'EBE Papiote doit fournir un plan de développement des compétences en rapport avec les exigences de qualité de l'emploi de l'EBE ainsi que son financement. Les formations se déroulent sur le temps de travail et sont rémunérées. Parallèlement, des formations sur le territoire peuvent être organisées en liaison avec le service public de l'emploi ou tout autre organisme ou institution habilité à le faire.

## **IV - 2 - Les modalités d'accompagnement, en lien avec Pôle emploi et les acteurs de la politique de l'emploi des personnes embauchées**

Pôle Emploi ou tout autre organisme et institution habilité peut proposer aux salariés des services d'accompagnement pour accéder à l'emploi en secteur privé ou public. Le choix de quitter l'EBE conventionnée appartient aux salariés. Ces modalités doivent être organisées avec le comité local et en lien avec les acteurs du service public de l'emploi ou tout autre organisme ou institution habilité. L'accompagnement réalisé dans l'entreprise ne concerne que ce qui relève de sa responsabilité d'employeur et de son mode d'organisation.

### **ARTICLE V – PILOTAGE, BILAN ET ÉVALUATION DE L'EXPÉRIMENTATION**

L'EBE doit mettre en place les conditions de suivi de la mise en œuvre de l'expérimentation, pour pouvoir fournir au comité local pour l'emploi et à l'Association gestionnaire du fonds les données nécessaires au suivi, au bilan et à l'évaluation de l'expérimentation. L'EBE s'engage à renseigner les outils de collecte de données transmis par le Fonds, ceux-ci pouvant évoluer au fil des avenants annuels.

Le comité local peut librement mettre en œuvre une évaluation avec des partenaires locaux en complément.

En tout état de cause, cette évaluation ne peut se substituer au Bilan de l'Association gestionnaire du fonds.

*Annexe 8 - Liste des éléments à fournir par l'EBE : Déclaration trimestrielle de la prévision des effectifs de l'EBE; liste des éléments du pilotage*

### **ARTICLE VI – COLLECTE ET TRANSMISSION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Les Comités Locaux pour l'Emploi et les Entreprises à But d'Emploi sont autorisés, par l'article 11 de la loi du 14 décembre 2020 et dans les conditions fixées à l'article 30 du décret du 30 juin 2021 susvisé, à transmettre des données à caractère personnel, à l'association gestionnaire du fonds, y compris le numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques, relatives aux personnes mentionnées au VI de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée. L'Association gestionnaire du Fonds est responsable du traitement des données.

La collecte de données personnelles répond à une obligation légale et ne peut faire l'objet d'une opposition.

La transmission des données a pour finalités de permettre :

- le pilotage et le contrôle de l'expérimentation ;
- la production des rapports d'activité et des bilans prévus au III de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée ;

- l'évaluation de l'expérimentation prévue au IV de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée.
- le financement des EBE prévus à l'article 10 de la loi du 14 décembre 2020.

***Cet article pourra faire l'objet de modifications par avenant en fonction de l'évolution du cadre réglementaire.***

## **ARTICLE VII – COMMUNICATION**

Toute la communication et tous les supports relatifs à la communication sur l'expérimentation dans le territoire doivent faire mention de l'Association, du ministère chargé de l'emploi, du Département et du comité local pour l'emploi.

Le logo de l'Association est celui apposé sur la présente convention.

L'EBE peut utiliser le logo de l'Association avec la précision « Entreprise à but d'emploi, Territoire habilité de Poitiers, loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 ».

Le comité local peut utiliser le logo de l'Association avec la précision « Territoire habilité de Poitiers, loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 ».

## **ARTICLE VIII – DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour la durée de l'expérimentation et prend effet à compter du 1er janvier 2023.

La présente convention sera actualisée chaque année par avenant.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fait l'objet, après accord entre les parties, d'un avenant.

## **ARTICLE IX – RÉILIATION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, cette convention peut être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, avec un préavis de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La mise en œuvre de cette procédure de résiliation peut entraîner, le cas échéant, la fin du conventionnement.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

M. Louis Gallois  
Le Président de l'Association ETCLD,

M. Gwenaél Caillaud  
Président de l'EBE Papiolle,

Pour le Comité local pour l'emploi de  
Poitiers,

M. Bastien Bernela

Conseiller municipal délégué à l'emploi,  
l'insertion et la commande publique  
responsable à la ville de Poitiers  
Président du CLE de Poitiers,

Pour la Ville de Poitiers

Mme Léonore Moncond'huy,

Maire de Poitiers,

Pour l'Etat cosignataire,

M. Jean-Marie Girier

Préfet du Département de la Vienne

Pour le Département cosignataire,

M. Alain Pichon

Président du Conseil Départemental de la  
Vienne,



**Table des Annexes :**

Annexe 1 - Statuts

Annexe 2-1 - Organigramme et projection de production d'emplois supplémentaires

Annexe 2-2 - Modèle économique, activités et plan d'investissements de l'EBE

Annexe 3 - Plan comptable généralisé spécifique à l'entreprise à but d'emploi

Annexe 4 - La contribution de développement de l'emploi part Etat (schéma)

Annexe 5 – La contribution de développement de l'emploi Département (schéma)

Annexe 6 – La dotation d'amorçage (schéma)

Annexe 7 – Le complément temporaire d'équilibre, CTE (schéma)

Annexe 8 - Liste des éléments à fournir par l'EBE : Déclaration trimestrielle de la prévision des effectifs de l'EBE; liste des éléments du pilotage

## Association de préfiguration de l'EBE de Services Poitiers

### STATUTS

#### ARTICLE PREMIER - NOM

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre : **PAPIOLE**.

#### ARTICLE 2 - BUT ET OBJET

L'association PAPIOLE est une entreprise de l'Economie Sociale et Solidaire avec pour objectif d'être conventionnée par le Fonds d'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (« TZCLD »). L'association a pour fonction première de produire des emplois adaptés aux personnes privées durablement d'emploi du territoire d'expérimentation qu'elle embauche sur proposition du Comité Local pour l'Emploi (CLE). En cas d'agrément TZCLD, elle devient « Entreprise à But d'Emploi ».

Elle se réfère explicitement à la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion de l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation TZCLD et ses décrets d'application.

Son objet est de produire des emplois pour les habitants du territoire défini par le CLE de Poitiers sur la base d'activités utiles, supplémentaires ou complémentaires, principalement de services aux habitants, aux personnes morales et collectivités.

Cette association participe activement à l'accès au droit à l'emploi pour tous. Dans cette optique, elle préfigure la création d'une structure de l'ESS dans laquelle les salariés seront associés à la gestion.

#### ARTICLE 3 - SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 42 rue de Chilvert, 86000 Poitiers  
Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration.

#### Article 4 - DUREE

La durée de l'association est illimitée.

#### ARTICLE 5 – COMPOSITION ET NATURE DES POUVOIRS

L'association se compose de :

##### a) Membres actifs personnes physiques

- bénévoles du projet TZCLD : voix délibérative et capacité à siéger au Conseil d'Administration.
- Personnes Privées Durablement d'Emploi identifiées par l'association d'animation TZCLD : voix consultative sans possibilité de siéger au Conseil d'Administration.

- Salariés de l'association ayant choisi d'y adhérer : voix consultative sans capacité à siéger au Conseil d'Administration.

b) membres actifs personnes morales : voix délibérative et capacité à siéger au Conseil d'Administration.

c) Le/la Président.e du Comité Local pour l'Emploi : membre invité permanent à toutes les instances statutaires de l'association avec voix consultative.

Pour siéger, les personnes morales adhérentes mandatent explicitement une personne physique titulaire et son suppléant pour l'y représenter.

#### ARTICLE 6 - ADMISSION

Pour les personnes morales, elles doivent être agréées par le conseil d'administration de l'association qui statue sur les demandes d'admission présentées.

Pour faire partie de l'association, il faut être à jour du paiement de sa cotisation annuelle.

#### ARTICLE 7 - MEMBRES - COTISATIONS

Sont membres actifs ceux qui ont pris l'engagement de verser annuellement une somme minimum de 100€ pour les personnes morales et de minimum 1€ pour les personnes physiques à titre de cotisation.

Ces montants sont révisables à chaque Assemblée Générale Ordinaire.

Ces montants sont dus annuellement quelle que soit la durée de cotisation.

#### ARTICLE 8 - RADIATIONS

La qualité de membre se perd par :

a) La démission.

b) Le décès pour les personnes physiques et la cessation d'activité pour les personnes morales.

c) La radiation prononcée par le conseil d'administration pour non-paiement de la cotisation ou pour motif grave, l'intéressé ayant été invité à fournir des explications devant le bureau et/ou par écrit.

#### ARTICLE 9. - ADHESION

L'association peut adhérer à toute association, union ou regroupement par décision du conseil d'administration.

#### ARTICLE 10. - RESSOURCES

Les ressources de l'association comprennent :

1° Le montant des droits d'entrée et des cotisations;

2° Les subventions de l'Etat et de toute collectivité ou organisme public.

3° Toutes les ressources autorisées par les lois et règlements en vigueur comme les dons, legs, mécénats, sponsoring, mises à disposition de biens et de services, etc.

4° Des ressources propres générées par son activité.

Son objet et ses missions nécessitent la vente de prestations de services. En conformité avec la fiscalité en vigueur, l'association pourra être assujettie aux impôts commerciaux pour toute ou partie de son activité.



## ARTICLE 11 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'assemblée générale ordinaire comprend tous les membres de l'association.

L'Assemblée Générale est ouverte à minima à tous les membres du CLE (personne morale comme physique), aux Personnes Privées d'Emploi et aux salariés de l'association.

Elle se réunit au moins une fois par an.

Quinze jours au moins avant la date fixée, les membres de l'association sont convoqués par les soins du secrétaire. L'ordre du jour figure sur les convocations.

Le président, assisté des membres du conseil et de la direction, préside l'assemblée et expose son rapport moral et l'activité de l'association.

Le trésorier rend compte de sa gestion et soumet les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) à l'approbation de l'assemblée. L'Assemblée décide de l'affectation des résultats.

L'assemblée générale fixe le montant des cotisations annuelles et du droit d'entrée à verser par les différentes catégories de membres. Le président, assisté des membres du conseil et de la direction, soumet pour débat et validation les orientations de l'année à venir.

L'assemblée générale élit les membres du Conseil d'Administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres actifs présents ou représentés ayant droit de vote.

Il est procédé, après épuisement de l'ordre du jour, au renouvellement des membres sortants du conseil.

Toutes les délibérations sont prises à main levée, excepté l'élection des membres du conseil.

Les décisions des assemblées générales s'imposent à tous les membres, y compris absents ou représentés.

## ARTICLE 12 - ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Si besoin est, ou sur demande de la moitié plus un des membres inscrits, le président peut convoquer une assemblée générale extraordinaire, suivant les modalités prévues aux présents statuts et uniquement pour modification des statuts, la dissolution ou pour des actes portant sur des immeubles.

Les modalités de convocation sont les mêmes que pour l'assemblée générale ordinaire.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents.

## ARTICLE 13 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'association est dirigée par un conseil d'administration de 6 à 15 membres, élus pour 3 ans par l'Assemblée Générale et de son membre invité permanent, président du CLE.

Les membres sont rééligibles.

Le conseil étant renouvelé chaque année par tiers, les deux premières années, les membres sortants sont désignés par tirage au sort.

En cas de vacance, le conseil peut pourvoir provisoirement au remplacement de ses membres. Il est procédé à leur remplacement définitif par la plus prochaine assemblée générale. Les pouvoirs des membres ainsi élus prennent fin à l'expiration du mandat des membres remplacés.

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois tous les six mois, sur convocation du président, ou à la demande du quart de ses membres.

Les décisions sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de la présidence est prépondérante.

Tout membre du conseil qui, sans excuse, n'aura pas assisté à trois réunions consécutives sera considéré comme démissionnaire.

#### Missions du Conseil d'Administration :

- Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour effectuer tous actes et opérations qui ne sont pas du ressort de l'Assemblée Générale.
- Le Conseil d'Administration gère les biens et intérêts de l'association et d'une façon générale reçoit les fonds, legs et dons, détermine leur emploi, arrête les dépenses et règle les sommes dues.

Le Conseil d'Administration arrête et gère les orientations de la politique de fonctionnement de l'association en fonction des buts de celle-ci. Il s'applique à rechercher tous moyens nécessaires à la réalisation des objectifs qu'il se fixe. A cet effet le Conseil d'Administration peut créer des commissions techniques ou d'études, et faire appel à des compétences extérieures. Un membre au moins du Conseil d'Administration sera présent dans ces groupes de travail et sera rapporteur auprès du Conseil d'Administration.

- Le Conseil d'Administration arrête le budget prévisionnel de l'année à venir.
- Le Conseil d'Administration a la responsabilité d'établir un règlement intérieur fixant les modalités d'application des présents statuts.

Le Conseil d'Administration a la capacité à déléguer toute ou partie de ses attributions à son Président qui pourra lui-même subdéléguer dans les mêmes conditions aux autres membres du bureau et/ou aux membres de l'équipe salariée.

Le Conseil d'Administration peut inviter à participer aux travaux avec voix consultative toute personne étrangère à celui-ci et notamment des salariés de l'association.

La direction de l'association est un invité permanent avec voix consultative.

#### ARTICLE 14 – LE BUREAU

Le conseil d'administration élit parmi ses membres un bureau composé a minima de :

- 1) Un.e président.e
- 2) Un.e secrétaire
- 3) Un.e trésorier.e

En complément, le Conseil d'Administration peut élire d'autres de ses membres à des fonctions complémentaires telles que : vice-président(s), co-président(s), secrétaire-adjoint(s), trésorier-adjoint(s), ou autres.



#### Fonctionnement du Bureau :

- Il se réunit autant de fois que nécessaire,
- Il est chargé d'assurer l'ensemble des tâches à caractère administratif et technique découlant des décisions prises par le Conseil d'Administration,
- Il rend compte de son travail à chaque réunion du Conseil d'Administration,
- Les décisions du Bureau sont prises selon des modalités identiques à celles du Conseil d'Administration, toutefois le vote par procuration n'est pas admis.
- En accord avec le Bureau, La présidence peut inviter à participer aux travaux, avec voix consultative, toute personne étrangère à celui-ci, notamment des salariés de l'association. La direction est invitée permanent avec voix consultative.

#### ARTICLE 15 – INDEMNITES

Toutes les fonctions, y compris celles des membres du conseil d'administration et du bureau, sont gratuites et bénévoles. Seuls les frais occasionnés par l'accomplissement de leur mandat sont remboursés sur justificatifs.

#### ARTICLE - 16 - REGLEMENT INTERIEUR

Un règlement intérieur peut être établi par le conseil d'administration, qui le fait alors approuver par l'assemblée générale.

Ce règlement éventuel est destiné à fixer les divers points non prévus par les présents statuts, notamment ceux qui ont trait à l'administration interne de l'association et à la gestion du personnel.

#### ARTICLE - 17 - DISSOLUTION

En cas de dissolution prononcée selon les modalités prévues à l'article 12, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés, et l'actif net, s'il y a lieu, est dévolu à un organisme ayant un but non lucratif conformément aux décisions de l'assemblée générale extraordinaire qui statue sur la dissolution. L'actif net ne peut être dévolu à un membre de l'association, même partiellement, sauf reprise d'un apport.

#### Article - 18 LIBERALITES :

Le rapport et les comptes annuels, tels que définis à l'article 11 sont publiés au Journal Officiel de la République. Les comptes peuvent être certifiés par un Commissaire aux Comptes dûment nommé par l'Assemblée Générale ordinaire.

L'association s'engage à présenter ses registres et pièces de comptabilité sur toute réquisition des autorités administratives en ce qui concerne l'emploi des libéralités qu'elle serait autorisée à recevoir, à laisser visiter ses établissements par les représentants de ces autorités compétentes et à leur rendre compte du fonctionnement desdits établissements.

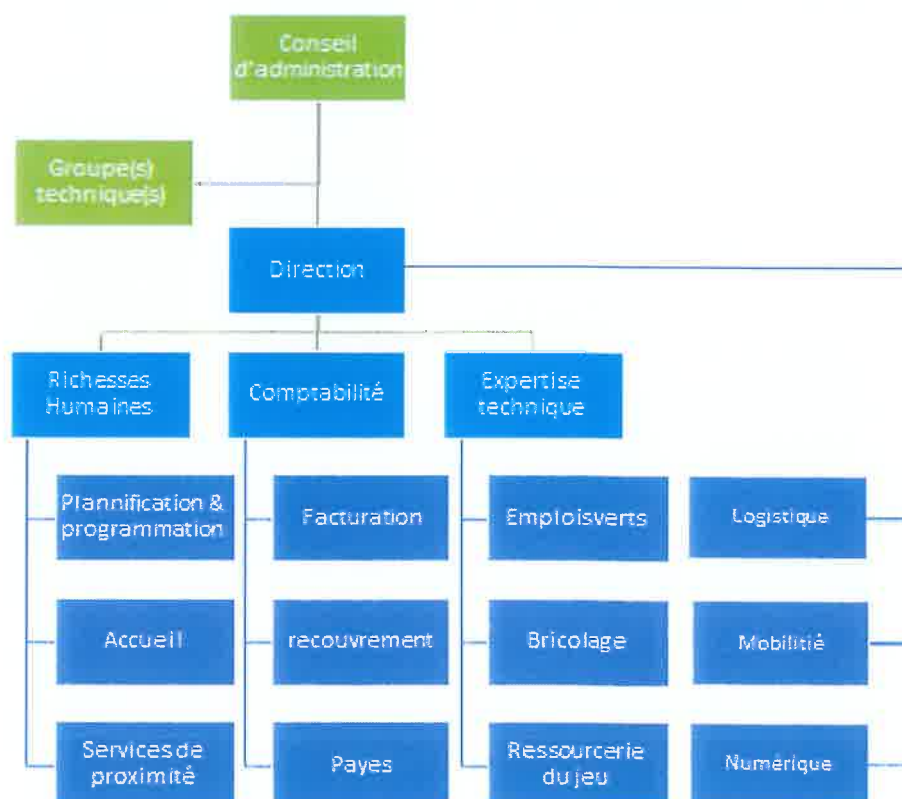
« Fait à Poitiers, le 6 mai 2022 »



Date : 14 novembre 2022

**Papiolle : Entreprise à but d'emploi (EBE)**

**Annexe 2-1 - Organigramme et projections de production d'emplois supplémentaires:**



• Projections de production d'emplois supplémentaires sur 3 ans :

		2023	2024	2025
Salariés issus de la privation d'emploi	Nombre de salariés au 31/12	36,00	76,00	119,00
	Nombre d'ETP contractuels au 31/12	30,00	63,00	99,00
	Nombre moyen d'ETP contractuels	22,00	46,00	90,75
Salariés non issus de la privation d'emploi	Nombre de salariés au 31/12	5,00	6,00	6,00
	Nombre d'ETP contractuels au 31/12	2,90	4,90	6,90
	Nombre moyen d'ETP contractuels	2,90	4,40	5,90
Ensemble des salariés	Nombre de salariés au 31/12	41,00	82,00	125,00
	Nombre d'ETP contractuels au 31/12	32,90	67,90	105,90
	Nombre moyen d'ETP contractuels	24,90	50,40	96,65

## Annexe 2-2- Modèle économique, activités et plan d'investissement de l'EBE :

• Description des activités :

L'EBE Papiolle prévoit, au démarrage, les activités suivantes :

- Auto net - nettoyage intérieur des véhicules : prestation de nettoyage intérieur de véhicules en mode itinérant avec un camion polyvalent de nettoyage ;
- Coursiers de proximité : prestation de service, transport à pied ou en triporteur de petits volumes de marchandises à proximité (dernier kilomètre) ;
- Carapatte : prestation de service qui consiste à aller chercher les enfants à un point précis afin de les emmener à l'école selon un trajet bien défini ;
- Flocage de vêtements et transferts sur objets : réalisation de transferts d'un motif ou d'une photo sur un support (textile, goodies, bijoux, vaisselle, etc.) ;
- Portage de repas restaurant solidaire : pour les adhérents des restaurants solidaires du territoire, portage de repas afin de livrer les repas aux habitants lorsqu'ils ne peuvent ou ne veulent pas se déplacer pour aider les habitants à se rendre au restaurant solidaire pour prendre leur repas ;
- Plateforme logistique alimentation solidaire
- Enquête et information porte à porte : prestation de service pour des enquêtes de terrain à visée sociale et solidaire ou à la diffusion d'informations ;
- Bricolage et entretien intérieur et extérieur de l'habitat : interventions à domicile de courtes durées pour des travaux légers que les professionnels ne souhaitent ou ne peuvent pas réaliser ;
- Accompagnement informatique et aide aux usages de l'ordinateur et d'internet
- Ressourcerie du jouet
- Emplois verts avec le broyage et la livraison des déchets verts, l'entretien des composteurs collectifs, et le maraîchage urbain et aide aux jardins partagés ;
- Fonctions supports.

- [Budget prévisionnel :](#)

Modèle économique - valeur absolue	Prévision 2023	Prévision 2024	Prévision 2025
Coûts Complèts	802 743,00 €	1 620 820,00 €	3 008 037,00 €
Contribution au développement de l'emploi	578 782,45 €	1 191 124,35 €	2 285 351,68 €
Dotatìon d'amorçage	181 330,59 €	199 463,64 €	217 596,70 €
Chiffres d'affaires	83 406,00 €	217 062,00 €	534 241,00 €
Autres produits	87 792,00 €	116 515,00 €	193 292,00 €
Résultat d'exploitation	128 568,03 €	103 344,99 €	222 444,38 €

Modèle économique - ratio à l'ETP conventionné moyen	Prévision 2023	Prévision 2024	Prévision 2025
ETP contractuel moyen (issus de la privation d'emploi et non issu de la privation d'emploi)	24,90	50,40	96,65
Coûts complèts / ETP	32 238,67 €	32 159,13 €	31 122,99 €
Contribution au développement de l'emploi / ETP	23 244,27 €	23 633,42 €	23 645,65 €
Dotatìon d'amorçage / ETP	7 282,35 €	3 957,61 €	2 251,39 €
Chiffre d'Affaires / ETP	3 349,64 €	4 306,79 €	5 527,58 €
Autres produits / ETP	3 525,78 €	2 311,81 €	1 999,92 €
Résultat d'exploitation / ETP	5 163,37 €	2 050,50 €	2 301,55 €

● Projection d'investissement :

Investissement	Catégorie	Investissement Année N	Financier 1			
			Type de financeur	Mont	Acquies cours	Montant
mini-bus 1	Véhicule	20,000 €	Intercommunalité	Grand Poitiers	Acquis	20,000 €
mini-bus 2	Véhicule	0 €	Intercommunalité	Grand Poitiers	Acquis	20,000 €
VP 5 places 1	Véhicule	22,000 €	Intercommunalité	Grand Poitiers	Acquis	22,000 €
VP 5 places 2	Véhicule	0 €	Intercommunalité	Grand Poitiers	Acquis	22,000 €
1 X vélos électriques 2021	Véhicule	4,500 €	Intercommunalité	Grand Poitiers	Acquis	2,500 €
1 X triporteurs électrique	Véhicule	6,500 €	Intercommunalité	Grand Poitiers	Acquis	5,500 €
2 X vélos électriques 2021	Véhicule	0 €	Intercommunalité	Grand Poitiers	Acquis	5,000 €
2 X triporteurs électrique	Véhicule	0 €	Emprunt	Banque	En cours	13,000 €
secrétariat compes	Matériel bureau	4,750 €				
photocopieur traceur pl	Matériel bureau	9,000 €				
2023 PC (support) rése	Matériel informatique	2,000 €	Emprunt	Banque	En cours	2,000 €
2024 PC (support) rése	Matériel informatique	0 €	Emprunt	Banque	En cours	4,000 €
2025 PC (support) rése	Matériel informatique	0 €	Emprunt	Banque	En cours	5,000 €
EBE chivert travaux 2021	Travaux locaux	10,000 €	Intercommunalité	Grand Poitiers	Acquis	
EBE chivert travaux 2022	Travaux locaux	0 €				
EBE chivert travaux 2023	Travaux locaux	0 €				
comptoir de bel-air (a n	Travaux locaux	10,000 €				
Aménagement comptoir	Travaux locaux	0 €				
Aménagement comptoir	Travaux locaux	0 €				
2 aspirateurs + vapeur +	Petit matériel	2,050 €				
Matériel pour ressource	Petit matériel	2,000 €				
Matériel pour ressource	Petit matériel	0 €				
Machine à floquer	Petit matériel	0 €				
roulant : camion benne	Véhicule	48,000 €	Emprunt	Banque	En cours	28,000 €
Matériel espace vert	Matériel	5,500 €				
Matériel espace vert	Matériel	5,500 €				
Matériel espace vert	Matériel	0 €				
Caschet : investissement	Outils	24,500 €	Intercommunalité	Grand Poitiers	Acquis	24,500 €
Terme unité maraîchage	Outils	0 €				
France relance 2022 pol	Matériel cédé pour O	0 €				
équip. info à domicile &	Matériel informatique	3,700 €				
équip. info à domicile &	Matériel informatique	0 €				
matériel de transport all	Véhicule	500 €				
adaptation de moyens d	Véhicule	800 €				
matériel de bricolage 20	Outils	3,800 €	Intercommunalité	Grand Poitiers	Acquis	500 €
matériel de bricolage 20	Outils	0 €				
matériel de bricolage 20	Outils	0 €				
Matériel pour déménage	Matériel	3,200 €				
Matériel pour déménage	Matériel	0 €				
Matériel pour déménage	Matériel	0 €				
Matériel Atelier	Matériel	0 €	Emprunt	Banque	En cours	30,000 €
Machines ateliers bois e	Matériel	0 €	Emprunt	Banque	En cours	100,000 €
TOTAL		144,300 €				

## Plan Comptable des EBE pour les associations

Le plan comptable détaillé ci-après s'appliquera aux EBE sous forme associative de manière contractuelle. Il prend en compte les spécificités des associations (concours publics, fonds dédiés, etc...). Ce plan permettra à ETCLD, en tant qu'organisme versant et contrôlant les fonds alloués aux EBE, de traiter de manière automatisée les données relatives aux subventions. De ce fait, il simplifiera les échanges entre l'EBE et le Fonds d'expérimentation pour tout ce qui concerne le financement propre à l'expérimentation. Il permettra également d'identifier les subventions allouées spécifiquement à une activité d'utilité territoriale, appelées "subventions d'activité".

Lorsque les enregistrements comptables concernent une activité spécifique, le numéro utilisé pourra être le même que celui des subventions/contributions d'activité (OX) (voir onglet correspondant). Ainsi, la comptabilité analytique de l'EBE pourra être en partie retranscrite dans les charges et produits relatifs à une activité en particulier.

Pour l'enregistrement des subventions (financements publics) et des contributions financières (financements privés : mécénat, fondations...), les EBE devront utiliser les numéros de comptes figurant ci-après pour les enregistrements comptables. A chaque type de subvention est attribué un numéro à ajouter au numéro de compte-racine :

- 1 : CDE
  - 2 : Dotation d'amorçage
  - 3 : Complément Temporaire d'Equilibre
  - 4 : Subvention d'investissement
  - 5 : Subvention d'activité
  - 6 : Subventions négociées au niveau national
  - 7 : Autres subventions (publiques)
  - 8 : Autres contributions financières privées - mécénat, fondations, etc...
- Les définitions de chaque catégorie figurent dans le détail présenté ci-après.

**Définition :** Financement, par les organisations bénéficiaires de la suppression de la privation d'emploi, de l'emploi supplémentaire (mécanisme d'activation des dépenses passives)

Enregistrement comptable

Compte de résultat :

73	Concours publics
731	CDE
73101	CDE Etat
73102	CDE Département
7310X	CDE X

Instruction : La CDE doit être distinguée selon la source de financement, qui peut être déclinée par les 4ème et 5ème chiffre du compte d'enregistrement du produit. A ce stade, on distingue deux lignes : Etat et Département (73101 CDE Etat - 73102 CDE Département - 7310X CDE X). **Si vous avez une ligne supplémentaire à créer, contactez impérativement le Fonds d'expérimentation pour attribuer un numéro de manière coordonnée nationalement** Sur la base des projections des EBE, la CDE est versée l'année N, puis, régulée, sur la base du réalisé, lorsque les EBE sont en capacité de transmettre leurs DSN / journaux de salaires. Le bilan devra impérativement intégrer la CDE à réguler (qui sera enregistrée en trésorerie en N+1). Pour cela, **un échange avec le Fonds d'expérimentation avant la clôture des comptes permettra de déterminer le montant de CDE à réguler**. Le montant à réguler sera inscrit au bilan en créance ou en produit constaté d'avance.

NB : Le plan comptable ne prévoit pas de compte CDE à reverser puisqu'il s'agit d'un produit récurrent, qui est à réguler d'une année sur l'autre.



Bilan :

1. CDE à réguler à la hausse

44	Etat et autres collectivités publiques
448	Etat - Charges à payer et produits à recevoir
4487	Etat - Produits à recevoir
44871	CDE à recevoir
4487101	CDE Etat à recevoir
4487102	CDE Département à recevoir
448710X	CDE X à recevoir

Instruction : Le montant de CDE à réguler sera inscrit au bilan en CDE à recevoir, selon le découpage des comptes présenté ci-dessus.

2. CDE à réguler à la baisse

48	Comptes de régularisation
487	Produits constatés d'avance
4871	Subventions/contributions financières constatées d'avance
48711	CDE constatée d'avance
4871101	CDE constatée d'avance - Etat
4871102	CDE constatée d'avance - Département
487110X	CDE constatée d'avance - X

Instruction : Dans le cas où l'EBE aurait constaté une CDE trop élevée, le produit constaté d'avance sera inscrit en 48711.

NB : les concours publics (comptes 73) ne peuvent pas faire l'objet d'un traitement en fonds dédiés (article 132-2 du règlement 18-06).

## Dotation d'amorçage

**Définition :** La dotation d'amorçage est un forfait versé annuellement en fonction du nombre de postes créés au cours de l'exercice pour financer la création de ces postes.

Rq : Si le nombre d'ETP de l'EBE diminue, aucune Dotation d'amorçage n'est à reverser au motif de la destruction d'emplois. La seule Dotation d'amorçage à reverser le cas échéant concerne des régularisations de forfaits trop perçus sans que la création d'emploi ne se soit matérialisée.

## Enregistrement comptable

Compte de résultat :

**73 Concours publics**

**732 Dotation d'amorçage création d'emplois**

Instruction : Le produit correspondant à la dotation d'amorçage s'enregistre en 732. Si l'EBE ne perçoit pas de CTE sur l'exercice, elle a la possibilité de répartir sur deux exercices l'enregistrement du produit. La dotation d'amorçage est versée selon une estimation du nombre d'emplois créés au cours de l'année, et affinée en N+1 selon les emplois effectivement créés. Le bilan devra impérativement intégrer la dotation d'amorçage à réguler (qui sera enregistrée en trésorerie en N+1). Pour cela, **un échange avec le Fonds d'expérimentation avant la clôture des comptes permettra de déterminer le montant de dotation d'amorçage à réguler**. Le montant à réguler sera inscrit au bilan en créance ou en produit constaté d'avance.

Bilan :

1. Dotation d'amorçage à réguler à la hausse

<b>44</b>	<b>Etat et autres collectivités publiques</b>
448	Etat - Charges à payer et produits à recevoir
4487	Etat - Produits à recevoir
<b>44872</b>	Etat - Dotation d'amorçage à recevoir

Instruction : Le montant de dotation d'amorçage à réguler sera, en parallèle de l'enregistrement du produit en 732, inscrit au bilan en Dotation d'amorçage à recevoir, soit 44872.

2. Dotation d'amorçage à réguler à la baisse :

<b>44</b>	<b>Etat et autres collectivités publiques</b>
448	Etat - Charges à payer et produits à recevoir
4486	Etat - Charge à payer
<b>44862</b>	Etat - Dotation d'amorçage à reverser

Instruction : Le montant de dotation d'amorçage à réguler sera, en parallèle du débit du compte 732, inscrit au bilan en Dotation d'amorçage à reverser, soit 44862.

3. Etalement du produit sur plusieurs exercices (maximum 2)

<b>48</b>	<b>Comptes de régularisation</b>
487	Produits constatés d'avance
4871	Subventions/contributions financières constatées d'avance
<b>48712</b>	Dotation d'amorçage constatée d'avance

Instruction : Si l'EBE ne perçoit pas de complément temporaire d'équilibre pour combler le déficit d'exploitation sur l'exercice, elle a la possibilité de répartir l'enregistrement du produit de la dotation d'amorçage sur deux exercices. L'enregistrement se fera en 48712.

NB : les concours publics (comptes 73) ne peuvent pas faire l'objet d'un traitement en fonds dédiés (article 132-2 du règlement 18-06)

Contribution Temporaire d'Equilibre

Définition : Le complément temporaire d'équilibre est une subvention d'équilibre exceptionnelle, versée sous conditions, qui vise à combler le déficit d'exploitation (minoré de la quote-part de subvention d'investissement) de l'EBE à son démarrage pour en assurer la pérennité.

Enregistrement comptable

Compte de résultat :

77	Produits exceptionnels
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion
7715	Subventions d'équilibre
77153	Complément temporaire d'équilibre

Instruction : Le produit correspondant au Complément Temporaire d'Equilibre s'enregistre en 77153. Il s'agit d'une subvention d'équilibre attribuée en année N sous conditions, après dialogue avec le Fonds d'expérimentation sur la base des comptes arrêtés de l'exercice N-1.

## Subventions d'investissement

**Définition :** Les subventions d'investissement servent à acquérir des immobilisations. Elles sont inscrites au bilan, et reprises au compte de résultat au fil de l'amortissement du bien acquis. L'enregistrement comptable et le terme utilisé pour la désigner diffèrent selon la nature du payeur de la subvention d'investissement : On parle de subvention d'investissement lorsque le payeur est public (la plupart du temps). Lorsqu'il est privé (fondation, mécénat, etc...), on parle de contribution financière. Dans le cas d'un payeur privé, la contribution non consommée peut être affectée en fonds dédiés au bilan (et non pas en subventions d'investissements). La création de comptes dédiés permet au Fonds d'expérimentation d'identifier dans les comptes les subventions ou contributions servant au financement de l'investissement. L'identification de la quote-part de subvention reprise au résultat permet de la réintégrer au déficit d'exploitation, pour le calcul de la CTE, le cas échéant.

### Enregistrement comptable

Compte de résultat :

<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>		
<b>777</b>	Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat		Subventions versées par des collectivités ou tout autre acteur public pour financer un investissement
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>		
<b>755</b>	Contributions financières		
<b>7551</b>	Contributions financières d'autres organismes		Contributions financières versées par des opérateurs privés (bailleurs sociaux, fondations, etc...) pour financer un investissement
<b>75514</b>	Contribution financière d'investissement		
<b>68</b>	<b>Dotations aux amortissements, provisions et engagements</b>		
<b>689</b>	Reports en fonds dédiés		
<b>6895</b>	Reports en fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		Compte de charge pour reporter au bilan en fonds dédiés la contribution financière dédiée à l'investissement qui sera reprise au fil de l'amortissement de l'immobilisation
<b>68954</b>	Reports en fonds dédiés sur contributions financières d'investissement		
<b>78</b>	<b>Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</b>		
<b>789</b>	Utilisation de fonds reportés et de fonds dédiés		
<b>7895</b>	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		Compte de produit utilisé pour neutraliser au compte de résultat l'amortissement de l'immobilisation que la contribution financière aura servi à acquérir
<b>78954</b>	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'investissement		

**Instruction :** Lorsque la subvention d'investissement provient d'un opérateur public, elle doit obligatoirement être inscrite directement au bilan au passif en 131 subvention d'équipement, puis incorporée au compte de résultat au rythme de l'amortissement du bien que la subvention a servi à acquérir. Le produit sera enregistré en produit exceptionnel (777). L'EBE pourra ajouter le numéro correspondant à l'activité 0X subventionnée le cas échéant. Lorsqu'il s'agit d'une subvention d'investissement financée par un opérateur (c'est-à-dire un financement privé), le produit sera enregistré en 755, puis intégré au bilan au passif en fonds dédiés.



Bilan :

1. Enregistrement au passif

Subvention d'investissement (financement public)

13	Subventions d'investissement	Subventions versées par des collectivités ou tout autre acteur public pour financer un investissement
131	Subventions d'équipement	
139	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat	

Contribution financière (financement privé)

19	Fonds dédiés	Contributions financières versées par des opérateurs privés (bailleurs sociaux, fondations, etc...) pour financer un investissement
195	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	
1954	Fonds dédiés sur contributions financières d'investissement	

Instruction : Lorsque les subventions d'investissement (financement public) sont comptabilisées au compte de résultat sur plusieurs exercices, elles sont inscrites au bilan au passif en compte 131 (ou 138). L'EBE pourra ajouter le numéro correspondant à l'activité 0X subventionnée le cas échéant. La part virée au compte de résultat est débitée au compte 139.

Lorsqu'il s'agit d'une contribution financière (financement privé) destinée à financer un investissement, qui est reportée en fonds dédiés pour être reprise au compte de résultat au fil de l'amortissement de l'immobilisation, elle sera affectée en fonds dédiés en 1954. Les comptes utilisés pour enregistrer l'écriture au compte de résultat sont le 68954 pour reporter en fonds dédiés la contribution enregistrée en produit, et 78954 pour incorporer au compte de résultat la part de la contribution reprise (souvent reprise au rythme de l'amortissement de l'immobilisation). L'EBE pourra ajouter le numéro correspondant à l'activité 0X subventionnée le cas échéant.

2. Enregistrement à l'actif - Subventions acquises mais non reçues

44	Etat et autres collectivités publiques	Subventions versées par l'Etat et les collectivités (région, mairie, etc...)
441	Etat - subventions à recevoir	
4411	Subventions d'investissement	

46	Débiteurs et créateurs divers	Contributions financières versées par des opérateurs privés (bailleurs sociaux,
468	Divers - charges à payer et produits à recevoir	
4687	Produits à recevoir	
46874	Contributions financières d'investissement à recevoir	

Instruction : Si à la clôture de l'exercice, une subvention/contribution financière est acquise (notification à l'appui), mais que les fonds ne sont pas réceptionnés, elle doit être enregistrée en compte 131 ou 1954 au passif du bilan et à l'actif en 44 ou 46; En effet, selon la nature du payeur (opérateur public ou privé), le compte de bilan sera distinct (4411 ou 4687).

## Subvention d'activité / Contribution financière d'activité

**Définition :** Subvention versée par une collectivité ou contribution financière versée par un opérateur privé pour financer spécifiquement une activité d'utilité territoriale réalisée par l'EBE

### Enregistrement comptable

Compte de résultat :

<b>74</b>	<b>Subventions d'exploitation</b>	
<b>745</b>	Subvention d'activité	Subventions versées par des collectivités pour financer spécifiquement une activité d'utilité territoriale réalisée par l'EBE
<b>7450X</b>	Subvention d'activité - Activité AA	
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	
<b>755</b>	Contributions financières	Contributions financières versées par des opérateurs privés (bailleurs sociaux, etc...) pour financer spécifiquement une activité d'utilité territoriale réalisée par l'EBE
<b>7551</b>	Contributions financières d'autres organismes	
<b>75515</b>	Contribution financière d'activité	
<b>755150X</b>	Contribution financière d'activité - Activité BB	
<b>68</b>	<b>Dotations aux amortissements, provisions et engagements</b>	
<b>689</b>	Reports en fonds dédiés	Compte de charge pour reporter au bilan en fonds dédiés la part de subvention d'activité non
<b>6894</b>	Reports en fonds dédiés sur subventions d'exploitation	
<b>68945</b>	Reports en fonds dédiés sur subventions d'activités	
<b>689450X</b>	Reports en fonds dédiés sur subventions - Activité AA	
<b>6895</b>	Reports en fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	Compte de charge pour reporter au bilan en fonds dédiés la part de contribution financière d'activité non utilisée en N
<b>68955</b>	Reports en fonds dédiés sur contributions financières d'activités	
<b>689550X</b>	Reports en fonds dédiés sur contributions financières d'activités - activité BB	
<b>78</b>	<b>Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</b>	
<b>789</b>	Utilisation de fonds reportés et de fonds dédiés	Compte de produit utilisé pour reprendre des fonds dédiés au bilan la part de subvention d'activité utilisée dans l'exercice en cours
<b>7894</b>	Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'exploitation	
<b>78945</b>	Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'activités	
<b>789450X</b>	Utilisation des fonds dédiés sur subventions - activité AA	
<b>7895</b>	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	Compte de produit utilisé pour reprendre des fonds dédiés au bilan la part de contribution financière d'activité utilisée dans l'exercice en cours
<b>78955</b>	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'activités	
<b>789550X</b>	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'activités - activité BB	

Instruction : **Chaque activité (A,B,C, etc...) doit se voir attribuer un numéro unique.**

Le 0X permet de créer 99 activités. Ainsi, pour la 10ème activité, créer le compte 74510 ou 7551510 (retirer le 0). Des sous-comptes peuvent également être créés par nature de payeur, à la convenance de l'EBE.

Important : les subventions destinées à financer le CLE doivent être isolées dans un compte spécifique. L'activité A peut dans ce cas être nommée "CLE".

Les subventions (versées par des collectivités) ou contributions financières (versées par des opérateurs privés) seront enregistrées en produit dans les comptes créés à cet effet (745 ou 75515). Si la subvention n'est pas entièrement utilisée sur l'exercice, elle peut être reportée en fonds dédiés en enregistrant la charge dans un compte 6894 ou 6895 selon la nature du payeur. Lorsque, lors d'un exercice postérieur, la part reportée en fonds dédiés sera utilisée par l'EBE, une reprise sera alors constatée dans un compte 7894 ou 7895.

Bilan :

1. Subventions acquises mais non reçues

<b>44</b>	<b>Etat et autres collectivités publiques</b>	
441	Etat - subventions à recevoir	
4417	Subventions d'exploitation	
44175	Subventions d'activités à recevoir	Subventions versées par des collectivités (région, mairie, etc...)
441750X	Subvention d'activité AA à recevoir	
<b>46</b>	<b>Débiteurs et créditeurs divers</b>	
468	Divers - charges à payer et produits à recevoir	
4687	Produits à recevoir	
46875	Contributions financières d'activité à recevoir	Contributions financières versées par des opérateurs privés (bailleurs sociaux, etc...)
468750X	Contribution financière d'activité BB à recevoir	

Instruction : Si à la clôture de l'exercice, une subvention est acquise (notification à l'appui), mais que les fonds ne sont pas réceptionnés, elle doit être enregistrée en produit au compte de résultat et en créance au bilan.

Selon la nature du payeur (opérateur public ou privé), le compte de bilan sera distinct (4417 ou 4687).

2. Subventions versées pour plusieurs exercices :

48	Comptes de régularisation		
487	Produits constatés d'avance		
4871	Subventions/contributions financières constatées d'avance		
48715	Subventions/contributions financières d'activités constatées d'avance		
487150X	Subvention/contribution financière d'activité constatée d'avance - Activité AA/BB		Subvention/contribution financière versée sur plusieurs exercices ou versée par anticipation
19	Fonds dédiés		
194	Fonds dédiés sur subventions d'exploitations		
1945	Fonds dédiés sur subventions d'activités		
19450X	Fonds dédiés sur subventions d'activités - Activité AA		Part de subvention d'activité non utilisée entièrement l'année d'enregistrement du produit et mise au bilan
195	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
1955	Fonds dédiés sur contributions financières d'activités d'autres organismes		
19550X	Fonds dédiés sur contributions financières d'activités - Activité BB		Part de contribution financière d'activité non utilisée entièrement l'année d'enregistrement du produit et mise au bilan

Instruction : Dans le cas où la subvention serait versée en N pour financer une activité réalisée en N+1, ou si elle est payée en un versement pour plusieurs exercices, la part de la subvention correspondant aux exercices postérieurs doit être affectée en 487. Si c'est une subvention/contribution financière dédiée à un projet qui n'est pas entièrement consommée l'année N, alors elle sera enregistrée au bilan en fonds dédiés 1945 ou 1955 selon la nature du payeur.

**Définition :** Subventions diverses, en dehors des subventions/contributions financières fléchées pour les activités, des subventions spécifiques à l'expérimentation et des subventions/contributions d'investissement. On distingue les subventions publiques des contributions financières privées.

Compte de résultat :

74	Subventions d'exploitation	
746	Subventions négociées au niveau national	
7461	Subvention AGEFIPH	
746X	Subvention nationale X	
747	Autres subventions publiques	
7471	Subvention - Fonds européens	
7472	Subvention - Etat (politique de la ville, FDVA, etc...)	
7473	Subvention - Conseil régional	
7474	Subvention - Conseil départemental	
7475	Subvention - Intercommunalité	
7476	Subvention - Commune	
7477	Subvention - Autre	
75	Autres produits de gestion courante	
755	Contributions financières	
7551	Contributions financières d'autres organismes	
75516	Contributions financières négociées au niveau national	
75516X	Contribution financière nationale X	
75518	Autres contributions financières d'opérateurs privés	
755180X	Autres contributions financières d'opérateurs privés	

Subventions versées par des organismes publics, collectivités (région, mairie, etc...)

Contributions financières versées par des opérateurs privés (bailleurs sociaux, fondations, mécénat, etc...)

Instruction : Les subventions d'exploitation en provenance d'opérateurs publics ou contributions financières d'opérateurs privées, négociées au niveau national, pourront être enregistrées dans les comptes 746 et 75516 selon la nature du payeur. Le 7461 est réservé aux subventions versées par l'AGEFIPH (convention nationale). Lorsqu'une subvention ou contribution financière sera négociée au niveau national, un numéro sera attribué par le Fonds d'expérimentation.

Les autres types de subventions d'exploitation pourront être ventilées dans les comptes 747 par type d'opérateur comme détaillé ci-dessus. Les autres contributions financières d'opérateurs privés pourront être enregistrées et déclinées en 748.



<b>68</b>	<b>Dotations aux amortissements, provisions et engagements</b>
<b>689</b>	<b>Report en fonds dédiés</b>
<b>6894</b>	<b>Report en fonds dédiés sur subventions d'exploitation</b>
6894 6	Report en fonds dédiés sur subventions négociées au niveau national
6894 6 1	Report en fonds dédiés sur subvention Agefiph
6894 6 X	Report en fonds dédiés sur subventions nationales - Financeur XX
6894 7	Report en fonds dédiés sur subventions publiques
6894 7 1	Report en fonds dédiés sur fonds européens
6894 7 2	Report en fonds dédiés sur subventions Etat (politique de la ville, FDVA, etc...)
6894 7 3	Report en fonds dédiés sur subventions Conseil régional
6894 7 4	Report en fonds dédiés sur subventions Conseil départemental
6894 7 5	Report en fonds dédiés sur subventions Intercommunalité
6894 7 6	Report en fonds dédiés sur subventions Commune
6894 7 7	Report en fonds dédiés sur subventions Autre
<b>6895</b>	<b>Report en fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes</b>
6895 6	Report en fonds dédiés sur contributions financières négociées au niveau national
6895 6 0 X	Report en fonds dédiés sur contributions financières nationales - Financeur XX
6895 8	Report en fonds dédiés d'autres contributions financières d'opérateurs privés
6895 8 0 X	Report en fonds dédiés d'autres contributions financières d'opérateurs privés

Instruction : Si la subvention n'est pas entièrement utilisée sur l'exercice, elle peut être reportée en fonds dédiés en enregistrant la charge dans un compte 6894 ou 6895 selon la nature du payeur (suivre le découpage ci-dessus). Lorsque, lors d'un exercice postérieur, la part reportée en fonds dédiés sera utilisée par l'EBE, une reprise sera alors constatée dans un compte 7894 ou 7895 (suivre le découpage ci-dessous).

<b>78</b>	<b>Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</b>
789	Utilisation de fonds reportés et de fonds dédiés
7894	Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'exploitation
78946	Utilisation des fonds dédiés sur subventions négociées au niveau national
789461	Utilisation des fonds dédiés sur subvention Agefiph
78946X	Utilisation des fonds dédiés sur subventions nationales - Financier XX
78947	Utilisation des fonds dédiés sur subventions publiques
789471	Utilisation des fonds dédiés sur fonds européens
789472	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Etat (politique de la ville, FDVA, etc...)
789473	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Conseil régional
789474	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Conseil départemental
789475	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Intercommunalité
789476	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Commune
789477	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Autre
7895	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes
78956	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières négociées au niveau national
789560X	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières nationales - Financier XX
78958	Utilisation des fonds dédiés d'autres contributions financières d'opérateurs privés
789580X	Utilisation des fonds dédiés d'autres contributions financières d'opérateurs privés

Bilan :

1. Subventions acquises mais non reçues

44	Etat et autres collectivités publiques	
441	Etat - subventions à recevoir	
4417	Subventions d'exploitation	
44176	Subvention négociée au niveau national à recevoir	Subventions versées par des collectivités (région, mairie, etc...) et autres organismes d'Etat
441761	Subvention AGEFIPH à recevoir	
44176X	Subvention nationale X à recevoir	
44877	Etat - Autres subventions publiques à recevoir	
46	Débiteurs et créditeurs divers	
468	Divers - charges à payer et produits à recevoir	
4687	Produits à recevoir	
46876	Contributions financières négociées au niveau national à recevoir	Subventions versées par des opérateurs privés (bailleurs sociaux, fondations, etc...)
46876X	Contribution financière nationale X à recevoir	
46878	Autres contributions financières privées à recevoir	

Instruction : Si à la clôture de l'exercice, une subvention est acquise (notification à l'appui), mais que les fonds ne sont pas réceptionnés, elle doit être enregistrée en produit au compte de résultat et en créance au bilan.

Selon la **nature du payeur (opérateur public ou privé)**, le compte de bilan sera distinct (4417 ou 4687). Lorsqu'une subvention sera négociée au niveau national, un numéro pourra être attribué par le Fonds d'expérimentation. Pour le reste, la création de sous-comptes de bilan pour les produits à recevoir est à la convenance de l'EBE.

2. Subventions versées pour plusieurs exercices :

48	Comptes de régularisation	
487	Produits constatés d'avance	
4871	Subventions/contributions financières constatées d'avance	Postes de bilan pour les subventions et contributions financières constatées d'avance et étalées sur plusieurs
48716	Subventions négociées au niveau national constatées d'avance	
487161	Subvention Agefiph constatée d'avance	
48716X	Subvention nationale X constatée d'avance	
48717	Autres subventions publiques constatées d'avance	
48718	Autres contributions financières constatées d'avance	
19	Fonds dédiés	
194	Fonds dédiés sur subventions d'exploitations	
1946	Fonds dédiés sur subventions négociées au niveau national	Subvention publique non utilisée entièrement l'année d'enregistrement du produit et mise au bilan
19461	Fonds dédiés sur subvention Agefiph	
1946X	Fonds dédiés sur subventions nationale X	
1947	Fonds dédiés sur autres subventions publiques	
19471	Fonds dédiés sur fonds européens	
19472	Fonds dédiés sur subvention Etat (politique de la ville, FDVA, etc...)	
19473	Fonds dédiés sur subvention Conseil régional	
19474	Fonds dédiés sur subvention Conseil départemental	
19475	Fonds dédiés sur subvention Intercommunalité	
19476	Fonds dédiés sur subvention Commune	
19477	Fonds dédiés sur subvention - Autre	
194X	Fonds dédiés sur subvention XX	
195	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	
1958	Fonds dédiés sur autres contributions financières privées	
		Autre contribution financière privée non utilisée entièrement l'année d'enregistrement du produit et mise au bilan

Instruction : Dans le cas où la subvention serait versée en N pour financer une activité réalisée en N+1, ou si elle est payée en un versement pour plusieurs exercices, la part de la subvention correspondant aux exercices postérieurs doit être affectée en 487. Les numéros de sous-comptes ci-dessus sont à utiliser selon le type de subvention/contribution. Par ailleurs, les subventions et contributions financières non consommées intégralement sur un exercice peuvent être reportées en fonds dédiés au bilan.

## Charges de personnel

Définition : Afin de faciliter le calcul de la CDE, les charges de personnel, enregistrées en comptes 641 et 645, devront être découpées en deux catégories : les salariés issus de la privation d'emploi et les salariés non issus de la privation d'emploi

## Enregistrement comptable

Compte de résultat :

Comptes 641 et 645

xxx1 Salariés issus de la privation d'emploi

xxx2 Salariés non issus de la privation d'emploi

Instruction : Chaque compte des 641 et 645 devra être divisé deux sous-comptes, avec la terminaison définie ci-dessus.



## Liste des comptes créés pour l'expérimentation à appliquer

### Légende

	Comptes du Plan Comp
	Sous-comptes créés par

<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>
131	Subventions d'équipement
139	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat

<b>19</b>	<b>Fonds dédiés</b>
194	Fonds dédiés sur subventions d'exploitations
1945	Fonds dédiés sur subventions d'activités
19450X	Fonds dédiés sur subventions d'activités - Activité AA
1946	Fonds dédiés sur subventions négociées au niveau national
19461	Fonds dédiés sur subvention Agefiph
1946X	Fonds dédiés sur subventions nationale X
1947	Fonds dédiés sur autres subventions publiques
19471	Fonds dédiés sur fonds européens
19472	Fonds dédiés sur subvention Etat (politique de la ville, FDVA, etc...)
19473	Fonds dédiés sur subvention Conseil régional
19474	Fonds dédiés sur subvention Conseil départemental
19475	Fonds dédiés sur subvention Intercommunalité
19476	Fonds dédiés sur subvention Commune
19477	Fonds dédiés sur subvention - Autre
194X	Fonds dédiés sur subvention XX
195	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes
1954	Fonds dédiés sur contributions financières d'investissement
1955	Fonds dédiés sur contributions financières d'activités d'autres organismes
19550X	Fonds dédiés sur contributions financières d'activités - Activité BB
1956	Fonds dédiés sur autres contributions financières privées

<b>44</b>	<b>Etat et autres collectivités publiques</b>
441	Etat - subventions à recevoir
4411	Subventions d'investissement
4417	Subventions d'exploitation
44175	Subventions d'activités à recevoir
441750X	Subvention d'activité AA à recevoir
44176	Subvention négociée au niveau national à recevoir
441761	Subvention AGEFIPH à recevoir
44176X	Subvention nationale X à recevoir
448	Etat - Charges à payer et produits à recevoir
4486	Etat - Charge à payer
44862	Etat - Dotation d'amorçage à reverser
4487	Etat - Produits à recevoir
44871	CDE à recevoir
4487101	CDE Etat à recevoir
4487102	CDE Département à recevoir
448710X	CDE X à recevoir
44872	Etat - Dotation d'amorçage à recevoir
44877	Etat - Autres subventions publiques à recevoir

<b>46</b>	<b>Débiteurs et créditeurs divers</b>
468	Divers - charges à payer et produits à recevoir
4687	Produits à recevoir
46874	Contributions financières d'investissement à recevoir
46875	Contributions financières d'activité à recevoir
468750X	Contribution financière d'activité BB à recevoir
46876	Contributions financières négociées au niveau national à recevoir
46876X	Contribution financière nationale X à recevoir
46878	Autres contributions financières privées à recevoir

<b>48</b>	<b>Comptes de régularisation</b>
487	Produits constatés d'avance
4871	Subventions/contributions financières constatées d'avance
48711	CDE constatée d'avance
4871101	CDE constatée d'avance - Etat
4871102	CDE constatée d'avance - Département
487110X	CDE constatée d'avance - X
48712	Dotation d'amorçage constatée d'avance

Subdivision introduite dans le compte produits subventions.

Les concours publics (produits enregistrés en cc traitement en fonds dédiés (article 132-2 du règlement))

689550X	Reports en fonds dédiés sur contributions financières d'activités - activité BB
68956	Reports en fonds dédiés sur contributions financières négociées au niveau national
689560X	Reports en fonds dédiés sur contributions financières nationales - Financeur XX
68958	Reports en fonds dédiés d'autres contributions financières d'opérateurs privés
689580X	Reports en fonds dédiés d'autres contributions financières d'opérateurs privés

<b>73</b>	<b>Concours publics</b>
731	CDE
73101	CDE Etat
73102	CDE Département
7310X	CDE X
732	Dotation d'amorçage création d'emplois

<b>74</b>	<b>Subventions d'exploitation</b>
745	Subvention d'activité
7450X	Subvention d'activité - Activité AA
746	Subventions négociées au niveau national
7461	Subvention AGEFIPH
746X	Subvention nationale X
747	Autres subventions publiques
7471	Subvention - Fonds européens
7472	Subvention - Etat (politique de la ville, FDVA, etc...)
7473	Subvention - Conseil régional
7474	Subvention - Conseil départemental
7475	Subvention - Intercommunalité
7476	Subvention - Commune
7477	Subvention - Autre

<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>
755	Contributions financières
7551	Contributions financières d'autres organismes
75514	Contribution financière d'investissement
75515	Contribution financière d'activité
755150X	Contribution financière d'activité - Activité BB
75516	Contributions financières négociées au niveau national
75516X	Contribution financière nationale X
75518	Autres contributions financières d'opérateurs privés
755180X	Autres contributions financières d'opérateurs privés

<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion
7715	Subventions d'équilibre
77153	Complément temporaire d'équilibre
777	Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat

← Subventions d'investissement à enregis-  
Comptable Général.

<b>78</b>	<b>Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</b>
789	Utilisation de fonds reportés et de fonds dédiés
7894	Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'exploitation
78945	Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'activités
789450X	Utilisation des fonds dédiés sur subventions - activité AA
78946	Utilisation des fonds dédiés sur subventions négociées au niveau national
789461	Utilisation des fonds dédiés sur subvention Agefiph
78946X	Utilisation des fonds dédiés sur subventions nationales - Financeur XX
78947	Utilisation des fonds dédiés sur subventions publiques
789471	Utilisation des fonds dédiés sur fonds européens
789472	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Etat (politique de la ville, FDVA, etc...)
789473	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Conseil régional
789474	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Conseil départemental
789475	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Intercommunalité
789476	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Commune
789477	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Autre
7895	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes
78954	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'investissement
78955	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'activités
789550X	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'activités - activité BB
78956	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières négociées au niveau national
789560X	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières nationales - Financeur XX
78958	Utilisation des fonds dédiés d'autres contributions financières d'opérateurs privés
789580X	Utilisation des fonds dédiés d'autres contributions financières d'opérateurs privés



## PROCESSUS DE LA CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI PART ÉTAT

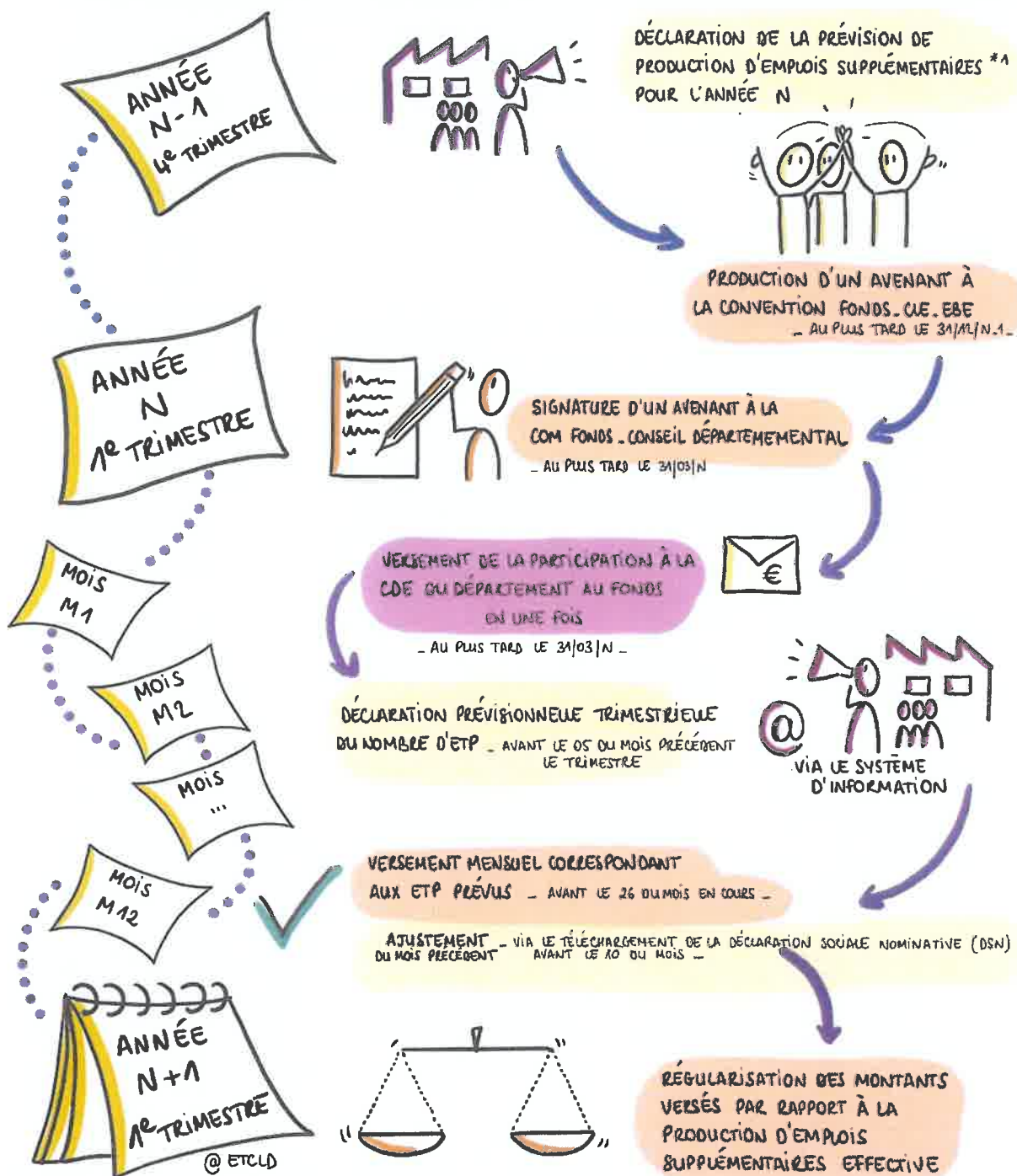
@ ETCLD







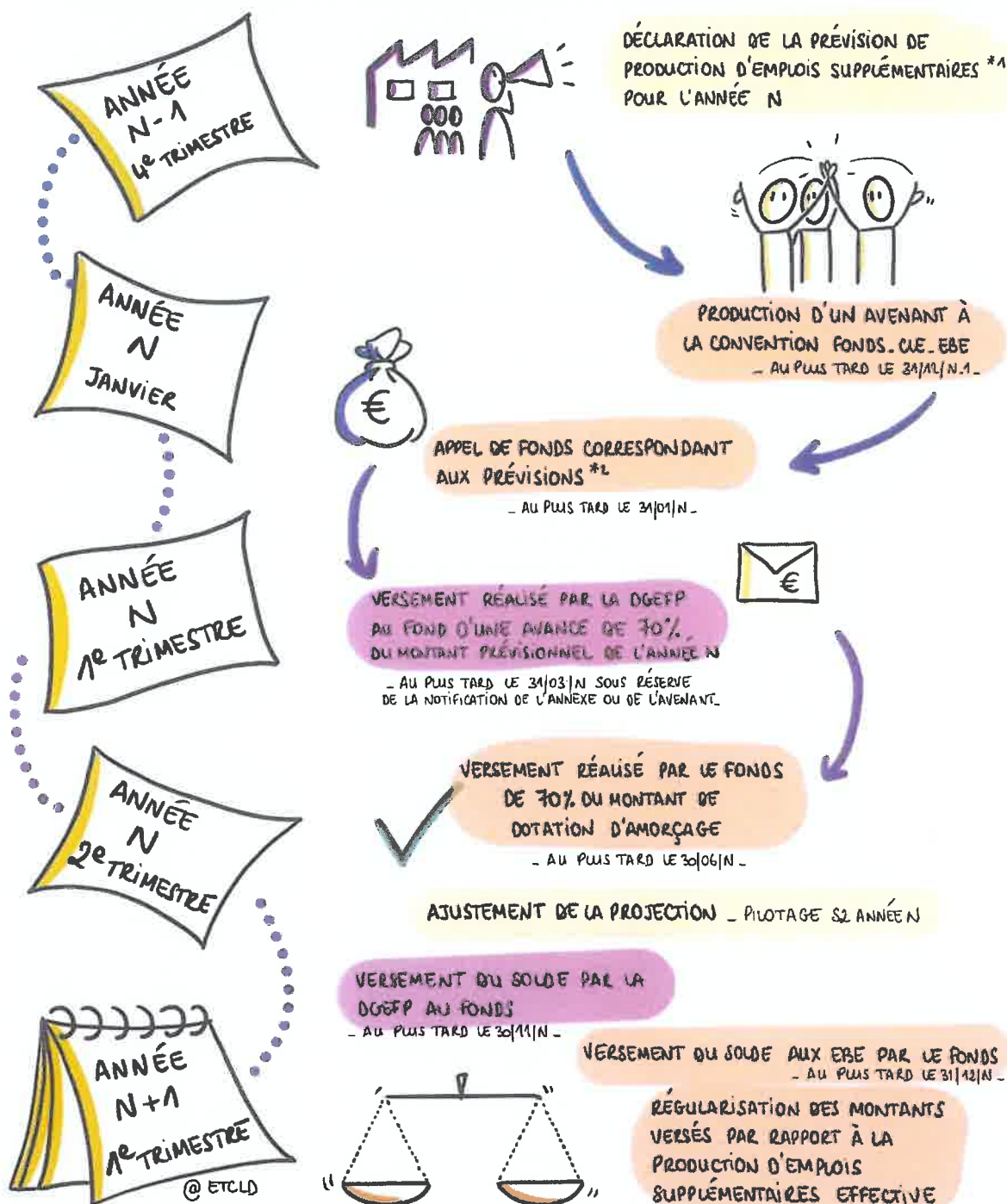
## LA CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI DÉPARTEMENTS



\*1: NOMBRE ETP CONTRACTUELS MOYENS DE L'ANNÉE N

\*2: PRÉVISIONS DE LA PRODUCTION D'EMPLOIS SUPPLÉMENTAIRES X TAUX DE L'ANNÉE N OU MONTANT BRUT DU SMIC (LE TAUX NE POUVANT EXCÉDER 30% DU MONTANT DU SMIC).

## LA DOTATION D'AMORÇAGE

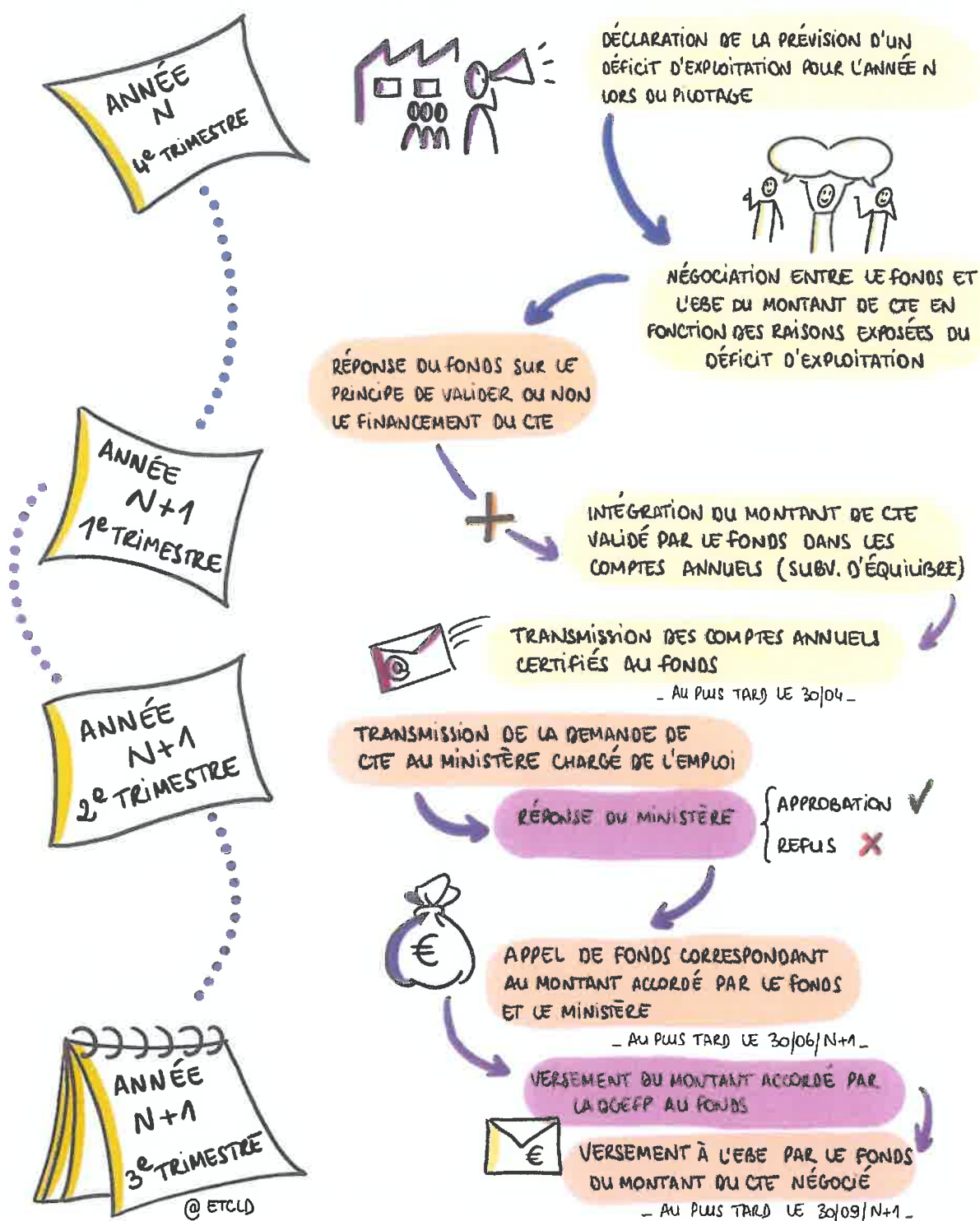


\*1: ETP CONTRACTUELS CONVENTIONNÉS AU 31/12/N – ETP CONTRACTUELS CONVENTIONNÉS AU 31/12/N-1

\*2: PRÉVISIONS DE LA PRODUCTION D'EMPLOIS SUPPLÉMENTAIRES X TAUX DE L'ANNÉE N DU MONTANT BRUT DU SMIC (LE TAUX NE POUVANT EXCÉDER 30% DU MONTANT DU SMIC)



## LE COMPLÉMENT TEMPORAIRE D'ÉQUILIBRE



*Annexe 8 - Liste des éléments à fournir par l'EBE : Déclaration trimestrielle de la prévision des effectifs de l'EBE; liste des éléments du pilotage*

**Documents à fournir par l'EBE**

L'EBE doit communiquer chaque année à l'Association les documents suivants :

- Prévisionnel des recrutements de l'année n+1, n+2
- Budget prévisionnel de l'année n+1, n+2
- Le bilan, compte de résultat et rapport d'activité approuvés de l'année n-1
- Etat des recrutements réalisés le trimestre précédent (en nombre de salariés et en ETP)
- Prévision de recrutement pour le trimestre suivant (en nombre de salariés et en ETP)
- État des recrutements réalisés le mois précédent (en nombre de salariés et en ETP)
- Prévision actualisée pour le mois suivant (en nombre de salariés et en ETP)

**Convention pluriannuelle années 2022 - 2026**  
**entre l'Association Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée,**  
**l'EBE GE (GESC) et la collectivité territoriale de Poitiers**

---

Vu la loi n°2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire,

Vu la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée »,

Vu le décret n°2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée »

Vu le décret n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021, relatif à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »,

Vu l'arrêté du 3 août 2022 fixant le montant de la participation de l'Etat au financement de la contribution au développement de l'emploi du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023, publié au JORF n°0181 du 6 août 2022,

Vu l'arrêté du 3 octobre 2022 habilitant les territoires pour mener l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée », publié au JORF n°0236 du 11 octobre 2022,

Vu la délibération du Conseil départemental de la Vienne en date du 14 avril 2022 portant un avis favorable au projet « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » présenté par la Ville de Poitiers dans la perspective du dépôt de sa demande d'habilitation,

Vu la délibération du Conseil municipal de la Ville de Poitiers en date du 6 décembre 2021 assurant son engagement dans le déploiement de l'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée,

La présente convention précise les relations :

Entre,

L'association « Expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée » (ETCLD)

Siège : 76 rue Faubourg Saint Denis, 75010 PARIS

Association régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901

Représentée par Monsieur Louis Gallois en qualité de Président

Ci-après dénommée « **L'Association** »,

D'une part,

Et,

La collectivité territoriale de Poitiers, qui porte le comité local chargé du pilotage et de l'appui à l'expérimentation de Poitiers, dont le siège est à 15 place du Maréchal Leclerc CS 10569 86021 Poitiers Cedex, représentée par Monsieur Bastien Bernela, Président du CLE de Poitiers, ci-après dénommée le « **Comité Local pour l'Emploi** »,

De deuxième part ,

Et,

L'Entreprise à but d'emploi GE, dont le siège est à 1 place Léon Jouhaux 86000 Poitiers, représentée par Patrick Sallier, Président du GESG, ci-après dénommée « **EBE GE** »,

De troisième part,

Et,

L'Etat, représenté par le Préfet en exercice, Monsieur Jean-Marie Girier, sis Préfecture de la Vienne, 7 place Aristide Briand 86000 Poitiers, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après dénommé « **L'Etat cosignataire** »,

De quatrième part,

Et,

Le Département, représenté par le Président du Conseil Départemental en exercice, Monsieur Alain Pichon, sis Département de la Vienne, Place Aristide Briand 86000 Poitiers, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022,

Ci-après dénommé « **le Département cosignataire** »,

De cinquième part,

Cela exposé, il a été convenu ce qui suit :

## **Préambule**

*Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi », C'est en partant de ce principe énoncé dans le préambule de la Constitution de 1946, que le projet Territoires zéro chômeur de longue durée a été imaginé et élaboré.*

*Cette expérimentation a pour objectif, pendant cinq ans et dans au moins soixante territoires, de démontrer qu'il est possible à l'échelle d'un territoire, de mobiliser l'ensemble des acteurs dans une dynamique de coopération au service du droit à l'emploi et de créer des emplois supplémentaires dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire, sous forme de contrats à durée indéterminée, en faveur des personnes privées durablement d'emploi.*

## **ARTICLE I – L'ENTREPRISE À BUT D'EMPLOI (EBE)**

Le Comité Local pour l'Emploi (CLE) de Poitiers, dans le cadre de son plan d'atteinte de l'exhaustivité, propose le conventionnement de l'entreprise GE pour développer une unité d'EBE.

L'EBE GE participe à l'objectif d'atteinte de l'exhaustivité du territoire. A ce titre, elle respectera le principe de l'embauche sans sélection des Personnes Privées Durablement d'Emploi (PPDE) présentées par le Comité local pour les emplois supplémentaires financés par la contribution au développement de l'emploi.

L'EBE GE crée des emplois supplémentaires en développant des activités utiles sur le territoire, dans le respect de la complémentarité validée par le comité local pour l'emploi. Elle embauche sans sélection les personnes volontaires présentées par le CLE.

### **I - 1 - Identifications et caractéristiques de l'EBE**

#### **I - 1 - 1 - Identification de l'EBE**

Nom : EBE GE

Structure juridique porteuse de l'unité d'EBE : Association loi 1901

Objet social : Création d'emplois supplémentaires

Siège social : 1 place Léon Jouhaux 86000 Poitiers

Sites d'activités (sur la zone expérimentale) à l'ouverture de l'EBE :

- CSC La Blaiserie 32075384100016
- CSC 3 cités 39357424900016
- CAP Sud 32385850600021

Numéro de SIRET du GESC : 44466091400011

OPCO : UNIFORMATION numéro IDCC 2150

Date prévisionnelle d'ouverture de l'unité EBE : 1/01/2023

Apport initial en capital ou fonds propres : 0 € - structure déjà existante

#### **I - 1 - 2 - Éléments attestant de son appartenance au champ de l'Économie Sociale et Solidaire mentionnée aux articles 1er et 2 de la loi du 31 juillet 2014 susvisée**

L'EBE GE, conformément à la loi du 31 juillet 2014, fait partie intégrante de l'Économie sociale et solidaire. A ce titre, elle répond aux conditions requises en raison de la nature de ses statuts associatifs.



### **I - 1 - 3 - Éléments attestant de la non lucrativité**

L'EBE GE, s'engage, de par son statut associatif, à ne pas dédier ses bénéfices (unité EBE) à un autre objet que l'expérimentation pour le développement du droit à l'emploi. Aucune part des bénéfices ne peut être affectée à la rémunération d'actionnaires ou de porteurs de part sociale.

L'EBE GE, s'engage, dans ses statuts, à avoir une comptabilité analytique propre afin d'isoler l'exploitation de chacune de ses unités dont l'unité d'EBE. Cet engagement est formalisé dans l'article 12 des statuts.

### **I - 2 - Gouvernance de l'EBE**

La structure porteuse de l'EBE GE est administrée par un conseil d'administration et un bureau (voir annexe 1).

La structure porteuse de l'unité d'EBE est un groupement d'employeurs dont l'activité principale est la mise à disposition d'un ou plusieurs salariés auprès de ses adhérents. Les outils de suivi de la structure doivent permettre d'isoler l'activité de l'EBE et son suivi budgétaire (activité, ETP créés, budget, ...) (voir annexe 2).

L'EBE GE prévoit d'organiser la participation des salariés à la vie de l'entreprise.

#### **Annexe 1 - Statuts**

#### **Annexe 2-1 - Eléments de présentation de l'articulation si unité d'EBE adossée à une structure existante**

## **ARTICLE II – L'EMPLOI SUPPLÉMENTAIRE**

### **II - 1 - Articulation des rôles et responsabilités du CLE et de l'EBE pour la création d'emplois supplémentaires**

Le CLE de Poitiers est chargé de piloter l'atteinte de l'exhaustivité et est garant de la complémentarité des emplois créés par les unités d'EBE GE sur le territoire de Poitiers.

Le CLE de Poitiers s'engage à informer mensuellement l'EBE GE de la situation de la liste des volontaires au droit à l'emploi pour lui permettre d'anticiper les besoins de création d'emplois supplémentaires au sein du collectif de travail.

L'EBE GE s'engage à fournir au CLE de Poitiers les éléments de suivi nécessaires à l'exercice de ses missions, notamment concernant les évolutions de sa capacité de création d'emplois supplémentaires.

## **II - 2 - Création d'emplois supplémentaires par l'EBE GE**

L'objectif de l'EBE GE est de concourir à l'atteinte de l'exhaustivité sur le territoire de Poitiers délimité dans le cadre de l'expérimentation par la création d'emplois supplémentaires. L'EBE propose de créer d'ici le 31 décembre 2025, 67 emplois supplémentaires dont 63 issus de la privation d'emploi. Cette cible a été définie en concertation avec le comité local pour l'emploi, au regard des personnes privées durablement d'emploi et des activités identifiées.

L'organisation du travail au sein de l'EBE GE est communiquée à l'Association, en précisant les différents types d'activités, leurs modalités de mise en œuvre, le prévisionnel d'emplois supplémentaires créés (en ETP - équivalent temps plein), le budget prévisionnel et le prévisionnel d'investissement.

### **Annexe 2-2 - Organigramme et projection de production d'emplois supplémentaires**

## **II - 3 - Le modèle économique de l'EBE**

L'EBE GE s'engage à mettre en place une comptabilité analytique en respectant le plan comptable général unifié transmis par l'Association (annexe 3), à clôturer les comptes de l'EBE chaque année le 31/12/N (maximum 12 mois) et à transmettre toutes informations nécessaires à l'Association.

L'EBE s'engage à fournir à l'Association gestionnaire du Fonds des comptes annuels arrêtés au plus tard le 30 avril de chaque année.

L'EBE GE participe aux réunions de pilotage organisées par le Fonds d'expérimentation avec le comité local de Poitiers. Dans ce cadre, elle s'engage à fournir tous les éléments nécessaires à la bonne tenue de l'exercice (budgets prévisionnels mis à jour, bilans et comptes de résultats, suivi de trésorerie, suivi financier des activités de l'entreprise à but d'emploi, etc.).

Sont annexées à la présente convention les prévisions concernant l'entreprise à but d'emploi.

### **Annexe 2-3 - Budget prévisionnel, descriptif des activités et plan d'investissement de l'EBE**

### **Annexe 3 - Plan comptable généralisé spécifique à l'entreprise à but d'emploi**

## **ARTICLE III – LE FINANCEMENT DE L'EMPLOI SUPPLÉMENTAIRE**

Conformément à la loi n°2020-1577 du 14 décembre 2020, l'Association est chargée de financer une fraction du coût des emplois supplémentaires créés par les entreprises à but d'emploi. Elle peut également financer le démarrage et le développement des entreprises conventionnées à l'aide de la dotation d'amorçage et du complément temporaire d'équilibre.

## **III - 1 - La contribution au développement de l'emploi**

### **III - 1 - 1 - Le taux et la composition de la contribution au développement de l'emploi**

Le taux de la contribution au développement de l'emploi versée à chaque entreprise à but d'emploi par équivalent temps plein est fixé par l'Association en proportion du salaire minimum de croissance. Il s'applique aux emplois supplémentaires créés dans l'entreprise à but d'emploi.

La contribution au développement de l'emploi versée par l'Association est composée d'une participation de l'Etat dont le taux est fixé annuellement par arrêté ministériel (entre 53% et 102%) et d'une participation du Département s'élevant à minima à 15% de la part Etat et pouvant être abondé volontairement par le Département. La contribution de l'Etat est déterminée en fonction du cadre réglementaire en vigueur.

Le Département de la Vienne s'engage à contribuer à hauteur de 15% de la part Etat à la contribution au développement de l'emploi, par emploi supplémentaire créé en ETP.

Conformément au décret n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021 relatif à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée », la prise en charge des emplois supplémentaires occupés par des salariés non issus d'une privation d'emploi, mais qui concourent, notamment par des fonctions support, d'encadrement et de supervision, à l'activité des entreprises participant à l'expérimentation, s'effectue dans la limite de 10 % des équivalents temps plein recrutés dans l'entreprise à but d'emploi concernée.

### **III - 1 - 2 - Versement de la contribution au développement de l'emploi**

Le versement de la contribution au développement de l'emploi intervient mensuellement sur la base d'une déclaration trimestrielle de l'employeur justifiant le nombre d'emplois supplémentaires projetés en équivalent temps plein.

En M+1, l'Association procède à une régularisation du montant versé en M par rapport aux montants effectivement dus sur le mois M, en se basant sur les données indiquées dans la Déclaration Sociale Nominative (DSN).

#### **Détails :**

- Avant le 5 du mois du trimestre à échoir (décembre, mars, juin, septembre), L'EBE communique à l'Association ses prévisions d'effectifs pour le trimestre suivant, via le système d'information.
- Avant le 10 de chaque mois, l'EBE télécharge sur le système d'information la DSN correspondant aux salaires du mois précédent.
- Après réception de la participation de l'Etat et du Département et au plus tard le 26 du mois, l'Association verse à l'EBE le montant de la contribution au développement de l'emploi sur la base d'une part de la prévision de recrutement pour le mois suivant et d'autre part du bilan des recrutements du mois précédent (éventuel écart entre les recrutements effectifs et la prévision communiquée à l'Association).

Annexe 4 - La contribution de développement de l'emploi part Etat (schéma)

**III - 1 - 3 - Les modalités de modulation de la contribution au développement de l'emploi :**

Le taux de la contribution au développement de l'emploi peut être modulé dans les conditions prévues à l'article 24 du décret n°2021-863 du 30 juin 2021, par décision de l'association gestionnaire du fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée en fonction :

- des objectifs de l'entreprise en matière de créations d'emplois et de développement des activités exercées ;
- de la part que prennent les recettes de l'entreprise résultant de la vente de biens et services dans la couverture des charges liées à ces activités et des résultats de l'entreprise ;
- des spécificités socio-économiques du territoire.

**III - 2 - La dotation d'amorçage**

La dotation d'amorçage est versée pour la création de chaque équivalent temps plein supplémentaire par l'entreprise à but d'emploi conventionnée. Elle ne peut excéder 30% du montant brut du salaire minimum de croissance et est versée en deux fois ;

En N+1, l'Association procède à une régularisation des montants versés par rapport aux montants effectivement dus sur l'année N, en se basant sur les justificatifs produits par l'entreprise à but d'emploi.

Annexe 6 – La dotation d'amorçage (schéma)

**III - 3 - Complément temporaire d'équilibre**

Le complément temporaire d'équilibre est mobilisable, en fonction des comptes annuels arrêtés de l'entreprise conventionnée et après négociation avec l'Association gestionnaire du fonds. Le complément temporaire d'équilibre est préalablement approuvé par le ministre chargé de l'emploi. Le montant de cette dotation ne peut pas excéder l'éventuel déficit courant d'exploitation de l'entreprise conventionnée pour la période considérée.

Annexe 7 – Le complément temporaire d'équilibre, CTE (schéma)

**III - 4 - Avenant**

Un avenant assorti d'une annexe financière vient actualiser, pour chaque année civile, le taux de contribution au développement de l'emploi et le montant de la dotation d'amorçage.

## **ARTICLE IV – FORMATION DANS L'EMPLOI**

### **IV - 1 - Les actions de formation professionnelle ou de validation des acquis de l'expérience nécessaires à la réalisation du projet professionnel des personnes embauchées**

L'EBE GE doit fournir un plan de développement des compétences en rapport avec les exigences de qualité de l'emploi de l'EBE ainsi que son financement. Les formations se déroulent sur le temps de travail et sont rémunérées. Parallèlement, des formations sur le territoire peuvent être organisées en liaison avec le service public de l'emploi ou tout autre organisme ou institution habilité à le faire.

### **IV - 2 - Les modalités d'accompagnement, en lien avec Pôle emploi et les acteurs de la politique de l'emploi des personnes embauchées**

Pôle Emploi ou tout autre organisme et institution habilité peut proposer aux salariés des services d'accompagnement pour accéder à l'emploi en secteur privé ou public. Le choix de quitter l'EBE conventionnée appartient aux salariés. Ces modalités doivent être organisées avec le comité local et en lien avec les acteurs du service public de l'emploi ou tout autre organisme ou institution habilité. L'accompagnement réalisé dans l'entreprise ne concerne que ce qui relève de sa responsabilité d'employeur et de son mode d'organisation.

## **ARTICLE V – PILOTAGE, BILAN ET ÉVALUATION DE L'EXPÉRIMENTATION**

L'EBE doit mettre en place les conditions de suivi de la mise en œuvre de l'expérimentation, pour pouvoir fournir au comité local pour l'emploi et à l'Association gestionnaire du fonds les données nécessaires au suivi, au bilan et à l'évaluation de l'expérimentation. L'EBE s'engage à renseigner les outils de collecte de données transmis par le Fonds, ceux-ci pouvant évoluer au fil des avenants annuels.

Le comité local peut librement mettre en œuvre une évaluation avec des partenaires locaux en complément.

En tout état de cause, cette évaluation ne peut se substituer au Bilan de l'Association gestionnaire du fonds.

*Annexe 8 - Liste des éléments à fournir par l'EBE : Déclaration trimestrielle de la prévision des effectifs de l'EBE ; liste des éléments du pilotage*

## **ARTICLE VI – COLLECTE ET TRANSMISSION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL**

Les Comités Locaux pour l'Emploi et les Entreprises à But d'Emploi sont autorisés, par l'article 11 de la loi du 14 décembre 2020 et dans les conditions fixées à l'article 30 du décret du 30 juin 2021 susvisé, à transmettre des données à caractère personnel, à l'association gestionnaire du fonds, y compris le numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques, relatives aux



personnes mentionnées au VI de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée. L'Association gestionnaire du Fonds est responsable du traitement des données.

La collecte de données personnelles répond à une obligation légale et ne peut faire l'objet d'une opposition.

La transmission des données a pour finalités de permettre :

- le pilotage et le contrôle de l'expérimentation ;
- la production des rapports d'activité et des bilans prévus au III de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée ;
- l'évaluation de l'expérimentation prévue au IV de l'article 9 de la loi du 14 décembre 2020 susvisée.
- le financement des EBE prévus à l'article 10 de la loi du 14 décembre 2020.

***Cet article pourra faire l'objet de modifications par avenant en fonction de l'évolution du cadre réglementaire.***

## **ARTICLE VII – COMMUNICATION**

Toute la communication et tous les supports relatifs à la communication sur l'expérimentation dans le territoire doivent faire mention de l'Association, du ministère chargé de l'emploi, du Département et du comité local pour l'emploi.

Le logo de l'Association est celui apposé sur la présente convention.

L'EBE peut utiliser le logo de l'Association avec la précision « Entreprise à but d'emploi, Territoire habilité de Poitiers, loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 ».

Le comité local peut utiliser le logo de l'Association avec la précision « Territoire habilité de Poitiers, loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 ».

## **ARTICLE VIII – DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention est conclue pour la durée de l'expérimentation et prend effet à compter du 01/01/2023.

La présente convention sera actualisée chaque année par avenant.

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fait l'objet, après accord entre les parties, d'un avenant.

## **ARTICLE IX – RÉSILIATION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, cette convention peut être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, avec un préavis de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception. La mise en œuvre de cette procédure de résiliation peut entraîner, le cas échéant, la fin du conventionnement.

Fait à , le

M. Louis Gallois  
Le Président de l'Association ETCLD,

M. Patrick Saillier  
Président du GESG,

Pour la ville de Poitiers,  
Mme Léonore Moncond'huy  
Maire de Poitiers,

Pour le Comité local pour l'emploi  
de Poitiers,  
M. Bastien Bernela

Conseiller municipal délégué à  
l'emploi, l'insertion et la commande  
publique responsable à la Ville de  
Poitiers Président du CLE de Poitiers,

Pour l'Etat cosignataire,  
M. Jean-Marie Girier  
Préfet du département de la  
Vienne

Pour le Département cosignataire,  
M. Alain Pichon  
Président du Conseil Départemental de la  
Vienne,

## **Table des Annexes :**

Annexe 1 - Statuts

Annexe 2-1 - Eléments de présentation de l'articulation si unité d'EBE adossée à une structure existante

Annexe 2-2 - Organigramme et projection de production d'emplois supplémentaires

Annexe 2-3 - Modèle économique, activités et plan d'investissements de l'EBE

Annexe 3 - Plan comptable généralisé spécifique à l'entreprise à but d'emploi

Annexe 4 - La contribution de développement de l'emploi part Etat (schéma)

Annexe 5 – La contribution de développement de l'emploi Département (schéma)

Annexe 6 – La dotation d'amorçage (schéma)

Annexe 7 – Le complément temporaire d'équilibre, CTE (schéma)

Annexe 8 - Liste des éléments à fournir par l'EBE : Déclaration trimestrielle de la prévision des effectifs de l'EBE ; liste des éléments du pilotage



## **Statuts du GESC, groupement d'employeurs des associations**

Version validée par l'assemblée générale extraordinaire du 18 octobre 2022.

**Préambule :** l'association GESC, groupement d'employeurs des associations a été créée le 27 février 2002 sous le nom de Groupement d'employeurs socio-culturel, inscrite au journal officiel du 29 juin 2002. Le changement de nom (tout en gardant le sigle GESC) et l'évolution des statuts ont été souhaités par le conseil d'administration et ont donné lieu à des travaux tout au long de l'année scolaire 2014 /2015.

### **Article Premier : Constitution-Dénomination**

Entre les adhérents aux présents statuts une association dénommée GESC, GROUPEMENT D'EMPLOYEURS DES ASSOCIATIONS est constituée ce jour. Les membres fondateurs sont : les Centres Socio-Culturels des Trois Cites, le Centre d'Animation de Poitiers Sud, la MCL le Local, la Maison des Jeunes et de la Culture Aliénor d'Aquitaine, le Toit du Monde. Cette association, régie par la loi du 1<sup>er</sup> Juillet 1901 et le décret du 16 Aout 1901, est constituée conformément aux articles L.1253-1 et suivants du Code du Travail.

### **Article 2 : Objet**

L'association GESC, GROUPEMENT D'EMPLOYEURS DES ASSOCIATIONS est un groupement d'employeurs qui a pour but non lucratifs :

- de mettre à la disposition de ses membres un ou plusieurs salariés liés au groupement par un contrat de travail,
- proposer de l'aide et du conseil en matière d'emploi ou de gestion des ressources humaines dans les conditions prévues par les dispositions de l'article L1253-1 du code du travail.

Le GESC s'engage à développer une unité d'EBE pour créer des emplois supplémentaires sous forme de mise à disposition et s'engage à embaucher les personnes privées durablement d'emploi présentées par le CLE (Comité Local pour l'Emploi) dans le cadre de la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée.

### **Article 3 : Durée**

La présente association est constituée pour une durée indéterminée.

### **Article 4 : Siege Social**

Le siège social de l'association est fixe dans les locaux des Centres Socio-Culturels des Trois Cites, 1 Place Leon Jouhaux - 86000 POITIERS. Il pourra être transféré en tout autre endroit par simple décision du Conseil d'Administration. Pour les besoins de la gestion courante du groupement, le Conseil d'Administration pourra choisir toute autre adresse postale administrative de son choix.

## **Article 5 : Composition-Admission-Exclusion**

Sont identifiés membres, les personnes morales adhérant aux présents statuts, au règlement intérieur et à jour de leur cotisation.

Tous les membres sont solidairement responsables en vertu de l'article 1253-8 (à la place de 1253-3) du code du travail.

L'admission ne peut résulter que d'une décision prise par le Conseil d'administration à la majorité des membres et dans un délai de trois mois maximum à compter du jour où la demande a été formulée par écrit.

La qualité de membre se perd par :

- démission ou cessation d'activité après apurement des sommes dues par l'adhérent au groupement;
- exclusion pour infraction aux statuts et au règlement intérieur, non-respect des conditions de travail et des charges d'utilisation ;  
L'exclusion est décidée par le Conseil d'Administration à la majorité des membres.
- radiation automatique par défaut de paiement des cotisations par exemple

L'intéressé est invité huit jours avant par lettre recommandée avec accusé de réception à s'expliquer et/ou à régulariser sa situation. Dans les deux cas, l'intéressé est tenu au paiement des sommes dues au groupement. En cas de radiation, l'ancien adhérent ne pourra réintégrer le groupement qu'après douze mois de rupture.

## **Article 6 : Assemblée Générale Ordinaire**

L'assemblée générale ordinaire est composée de l'ensemble des adhérents, régulièrement inscrits sur le registre des adhésions à la date de convocation de l'Assemblée et à jour de leur adhésion. L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des adhérents.

Elle entend les rapports sur la gestion du Conseil d'Administration, sur la situation financière et morale de l'association. Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour et pourvoit au renouvellement des membres du Conseil d'Administration.

Elle se réunit une fois par an sur convocation du Président, ou, à défaut, à la demande du tiers de ses membres.

Le Président, sur décision du Conseil d'Administration, fixe la date, le lieu, l'heure, et l'ordre du jour des Assemblées. Les convocations à l'Assemblée doivent être notifiées par lettre ou mail adressé quinze jours francs à l'avance.

**Quorum** : l'Assemblée Générale délibère valablement seulement si 1/3 au moins des membres sont présents ou représentés. En cas d'absence de quorum, une deuxième Assemblée Générale ordinaire est convoquée dans un délai de 15 jours et délibère valablement quel que soit le nombre des membres représentés.

**Vote** : Les décisions sont prises à la majorité des voix des adhérents présents ou représentés.

L'assemblée générale ordinaire pourra, le cas échéant, se tenir par visioconférence.

## **Article 7 : Assemblée Générale Extraordinaire**

L'assemblée générale extraordinaire est composée de l'ensemble des adhérents, régulièrement inscrits sur le registre des adhésions à la date de convocation de l'Assemblée et à jour de leur adhésion. L'Assemblée Générale régulièrement constituée représente l'universalité des adhérents.

Le Président, sur décision du Conseil d'Administration, ou toutes les fois qu'il l'estime nécessaire, convoque les membres en Assemblée Générale Extraordinaire. Elle peut également être convoquée à la demande du tiers des adhérents.



Le Président, sur décision du Conseil d'Administration, fixe la date, le lieu, l'heure et l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire. Les convocations seront notifiées par lettre ou mail adressé quinze jours francs à l'avance.

L'Assemblée Générale Extraordinaire a seule pouvoir pour délibérer sur les modifications des statuts et la dissolution de l'association.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est régulièrement constituée et délibère valablement si elle est composée d'un nombre d'adhérents, présents ou représentés, au moins égal à la moitié de celui des adhérents inscrits au groupement à la date de la convocation. Si cette condition n'est pas remplie, une seconde assemblée est convoquée, à quinze jours d'intervalle, avec le même ordre du jour. La seconde Assemblée délibère valablement quel que soit le nombre d'adhérents présents ou représentés mais seulement pour l'objet à l'ordre du jour de la première convocation. Dans tous les cas, les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

L'Assemblée Générale Extraordinaire, appelée à se prononcer sur la dissolution du groupement à la demande du Conseil d'Administration, est convoquée spécialement à cet effet. Le vote a lieu à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés. La dissolution doit faire l'objet d'une déclaration à la Préfecture ou à la sous-préfecture du siège social.

En cas de dissolution anticipée du groupement, l'Assemblée Générale Extraordinaire règle le mode de liquidation.

Elle nomme un ou plusieurs liquidateurs. Pendant la liquidation, l'Assemblée Générale continue à disposer de ses pouvoirs comme pendant l'existence du groupement. L'actif net est dévolu conformément aux dispositions de l'article 9 de la Loi du 1er Juillet 1901 et au décret du 16 août 1901.

L'assemblée générale Extraordinaire pourra, le cas échéant, se tenir par visioconférence.

### **Article 8 : Pouvoirs, délibérations des assemblées.**

Chaque membre dispose d'une voix. Tout membre qui se trouve dans l'impossibilité de se rendre à une Assemblée peut se faire représenter par un mandataire membre de l'association GESC, GROUPEMENT D'EMPLOYEURS DES ASSOCIATIONS, muni d'un pouvoir écrit l'autorisant à voter sur toutes les questions prévues à l'ordre du jour.

Un même adhérent ne peut recevoir plus de deux mandats.

Il ne peut être mis en délibération, dans toute assemblée que les questions portées à l'ordre du jour.

### **Article 9 : Conseil d'Administration**

L'association GESC, GROUPEMENT D'EMPLOYEURS DES ASSOCIATIONS est administrée par un conseil d'administration composé d'au plus 11 membres adhérents (personne morale) élus par l'assemblée générale, renouvelable par tiers.

Chaque membre dispose au plus d'une voix délibérative. Chaque membre représenté au Conseil d'administration mandate un titulaire et un suppléant pour le représenter. Si, il y a vacance de représentation d'un adhérent, celui-ci conserve sa place en Conseil d'Administration et doit élire un nouveau représentant.

Tout adhérent remplissant les conditions d'admission visées à l'article 5 des présents statuts est éligible au Conseil d'Administration.

la gestion courante du Groupement, notamment en matière de recrutement, licenciement, rémunération, calendrier de travail des salariés du Groupement, etc... Il s'engage à respecter et à faire respecter la convention collective des salariés du Groupement. Il rend compte de son activité et de sa gestion à l'Assemblée générale. Il arrête les comptes de l'exercice et les termes du rapport de gestion présentés à l'Assemblée Générale.

Le Conseil d'Administration peut déléguer ces pouvoirs au Président.

Il peut créer, en son sein, toute commission ou structure de travail chargée d'étudier les questions définies par lui.

Les modalités de fonctionnement du Conseil d'Administration sont précisées au règlement intérieur conformément à l'article 14.

### **Article 10 : Bureau**

Le Conseil d'Administration élit, chaque année, un bureau comprenant au minimum d'un(e) Président(e), un(e) Trésorier(ère) et un(e) Secrétaire.

Les membres sortants sont rééligibles.

Le Bureau est mandaté par le Conseil d'Administration pour notamment :

- exécuter les décisions prises par le Conseil d'administration ;
- participer à la préparation des orientations budgétaires à soumettre au Conseil d'administration et au suivi de la gestion des comptes;
- engager les dépenses de fonctionnement courant;
- ouvrir un compte bancaire ou postal;
- prendre l'initiative de tous les actes ou dispositions permettant d'accomplir les buts que le Groupement s'est fixé;

Le Bureau peut s'adjoindre, si besoin pour avis, des personnes invitées du Conseil d'Administration. Il peut créer des groupes de travail auxquels il confie des missions précises.

Les modalités de fonctionnement du bureau sont précisées au règlement intérieur conformément à l'article 14.

### **Article 11 : Le (la) Président(e)**

Le(la) Président(e) représente le groupement en toutes circonstances, partout où il est nécessaire, notamment auprès des autorités, administrations publiques, tribunaux ou organismes divers.

Il (Elle) peut déléguer, tout ou partie de ses pouvoirs aux mandataires désignés par le Conseil d'Administration.

Il (Elle) préside les Assemblées Générales Ordinaires et Extraordinaires. Il (Elle) dirige les débats, met aux voix les délibérations et proclame les résultats du scrutin.

Sous le contrôle du (de la) Trésorier(-ère), il (elle) est l'ordonnateur(-trice) de toutes les dépenses de l'association et est le (la) signataire de tout contrat ou conventions passés entre l'association et des tiers. Il (Elle) dispose du pouvoir hiérarchique et disciplinaire.

Le (La) Président(e) représente l'association en justice, tant en demandant qu'en défendant. Il (Elle) assure l'exécution des décisions du Conseil d'Administration et le fonctionnement du groupement. Pour l'accomplissement de sa mission, le(la) Président(e) dispose des pouvoirs qui lui sont conférés par le Conseil d'Administration.

En cas d'absence ou d'empêchement temporaire, le (la) Président(e) est remplacé(e) par le (la) Trésorier (-ère) ou le (la) Secrétaire. En cas d'indisponibilité définitive du (de la) Président(e), le (la) Trésorier (-ère) assure l'intérim jusqu'à l'élection du (de la) nouveau (-elle) Président(-e).

## **Article 12 : Ressources**

Les ressources du groupement peuvent se composer :

- du montant des cotisations fixé par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration
- des subventions de l'Union Européenne, de l'Etat, des collectivités locales et de tout autre organisme;
- des prestations de services fournies dans le cadre de l'objet social ;
- des revenus créés à titre exceptionnel ;
- des éventuels revenus de biens apportés au groupement.

Le patrimoine de l'association répond des engagements pris par elle ou des condamnations qui seraient prononcées contre elle, sauf en ce qui concerne l'embauche de son personnel.

L'association subvient à ses dépenses par la perception de subventions ainsi que de cotisations et de frais de mise à disposition versés par les adhérents. Toutefois en cas de dettes les membres du groupement sont solidairement responsables (voir article 13). Le groupement peut, sur décision de l'Assemblée Générale Ordinaire, contracter un emprunt.

Le GESC aura une comptabilité analytique propre pour isoler l'exploitation de chacune de ses unités dont l'unité d'EBE.

## **Article 13 : Solidarité**

Selon l'article 1253-8 du code du travail, les membres du groupement sont solidairement responsables de ses dettes à l'égard des salaires et des organismes créanciers de cotisations obligatoires

Les présentes parties conviennent que cette responsabilité sera supportée proportionnellement au temps d'utilisation des personnels au cours des douze derniers mois.

## **Article 14 : Règlement intérieur**

Le règlement intérieur peut être proposé par le bureau et doit être approuvé par l'Assemblée Générale. Il fixe les dispositions non inscrites aux présents statuts et nécessaires à la bonne administration de l'association.

## **Article 15 : Contrôle des comptes**

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire désignera un commissaire aux comptes. Le commissaire aux comptes a pour mission de vérifier les comptes et de donner tout conseil ou opinion. Il ne peut être révoqué que par l'Assemblée Générale Ordinaire.

### **Article 16 : Exercice**

L'exercice comptable commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre.

### **Article 17 : Déclarations**

Conformément à l'article 7, l'Assemblée Générale Extraordinaire a seule pouvoir pour délibérer sur la modification des statuts. Le Président chargé de la représentation de l'association doit faire connaître à la Préfecture, ou à la sous- Préfecture, où l'association a son siège social tous les changements survenus dans l'administration, la direction de l'association, ainsi que toutes les modifications apportées à ses statuts s'il y a lieu. Cette déclaration doit intervenir dans les trois mois suivant le changement ou la modification.

### **Article 18 : Dispositions diverses**

Toute personne peut exiger qu'il lui soit donné, au siège de l'association, connaissance des statuts ou qu'il lui soit délivré, à ses frais, une copie.

L'adhésion au groupement porte engagement de se conformer aux présents statuts, ainsi qu'à son règlement intérieur et aux articles L.1253-1 et suivants du Code du Travail.

Toutes contestations qui peuvent s'élever à raison des affaires du groupement sont, préalablement à toute instance judiciaire, soumise à l'examen du Conseil d'Administration qui s'efforce de les régler à l'amiable.

En cas d'instance pendant la durée d'existence du groupement, ou au cours de la liquidation, le différend est jugé par les tribunaux compétents du lieu du siège social.

Le Président,  
Patrick Saillier

Le Secrétaire,  
Aurélien Lautard

Date : 14 novembre 2022

EBE GE: Entreprise à but d'emploi (EBE)

## **Annexe 2-1 - Eléments de présentation de l'articulation si unité d'EBE adossée à une structure existante**

Le projet d'EBE du territoire de Poitiers est un adossement à une structure existante, le GESC, un Groupement d'Employeurs associatifs créé en 2002 par des centres sociaux culturels de la ville de Poitiers.

Le GESC porte aujourd'hui 28 ETP pour 37 salariés. Il est rattaché à la convention collective ALISFA et à l'OPCO, UNIFORMATION.

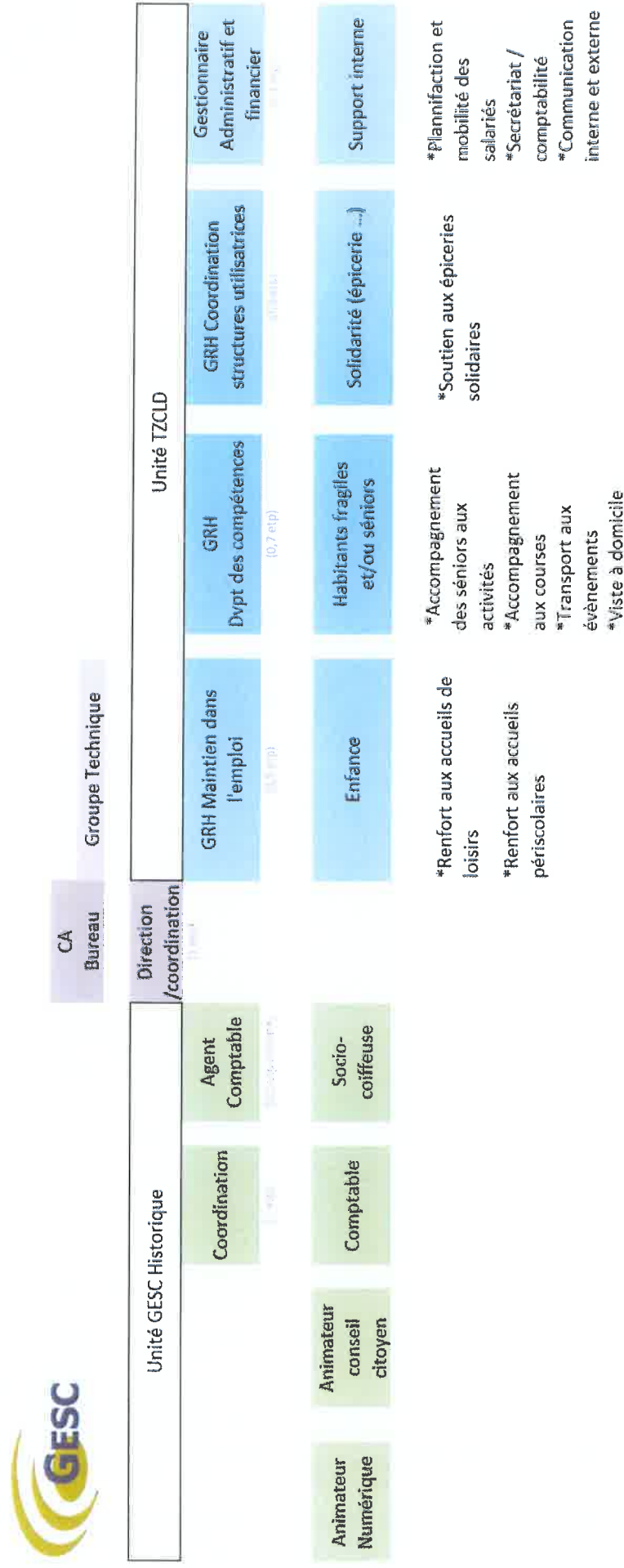
La gouvernance du GESC est constituée d'un Conseil d'Administration (10 membres) et d'un groupe technique (6 membres). Ce dernier est chargé de préparer les décisions du Bureau et du CA. Il se réunit une fois par mois et il est constitué d'un représentant de chaque co-employeur.

Dans le fonctionnement de l'unité d'EBE, la structure porteuse mutualise les éléments suivants :

- La gouvernance et la direction générale
- Les moyens matériels tels que le système de comptabilité, le système RH / paies, le système administratif, le serveur informatique et le système de télécommunication.
- Les moyens financiers : la trésorerie d'avance, les comptes bancaires, les procédures de gestion et de contrôle financier.



## Annexe 2-2 - Organigramme et projections de production d'emplois supplémentaires:



- Projections de production d'emplois supplémentaires sur 3 ans :

		2023	2024	2025
Salariés issus de la privation d'emploi	Nombre de salariés au 31/12	42,00	48,00	63,00
	Nombre d'ETP contractuels au 31/12	36,00	40,00	54,00
	Nombre moyen d'ETP contractuels	28,50	40,00	48,00
Salariés non issus de la privation d'emploi	Nombre de salariés au 31/12	4,00	4,00	4,00
	Nombre d'ETP contractuels au 31/12	3,90	3,40	3,90
	Nombre moyen d'ETP contractuels	3,56	3,40	3,56
Ensemble des salariés	Nombre de salariés au 31/12	46,00	52,00	67,00
	Nombre d'ETP contractuels au 31/12	39,90	43,40	57,90
	Nombre moyen d'ETP contractuels	32,06	43,40	51,56

## Annexe 2-3- Modèle économique, activités et plan d'investissement de l'EBE :

- Description des activités :

L'EBE GE prévoit les activités suivantes :

- Renfort aux accueils périscolaires
- Renfort aux accueils de loisirs
- Soutien aux épiceries solidaires
- Visites à domicile (des séniors)
- Mobilité : accompagnement aux courses
- Mobilité : transports aux évènements

- Budget prévisionnel :

Modèle économique - valeur absolue	Prévision 2023	Prévision 2024	Prévision 2025
Coûts Complets	952 905,00 €	1 215 805,00 €	1 412 143,00 €
Contribution au développement de l'emploi	749 321,20 €	1 025 690,41 €	1 218 539,11 €
Dotation d'amorçage	217 596,70 €	24 177,41 €	84 620,94 €
Chiffres d'affaires	49 000,00 €	96 163,00 €	137 555,00 €
Autres produits	83 372,00 €	84 267,00 €	68 013,00 €
Résultat d'exploitation	146 384,90 €	14 492,82 €	96 585,05 €

Modèle économique - ratio à l'ETP conventionné moyen	Prévision 2023	Prévision 2024	Prévision 2025
ETP contractuel moyen (issus de la privation d'emploi et non issu de la privation d'emploi)	32,06	43,40	51,56
Coûts complets / ETP	29 722,55 €	28 013,94 €	27 388,34 €
Contribution au développement de l'emploi / ETP	23 372,46 €	23 633,42 €	23 633,42 €
Dotation d'amorçage / ETP	6 787,17 €	557,08 €	1 641,21 €
Chiffre d'Affaires / ETP	1 528,38 €	2 215,74 €	2 667,86 €
Autres produits / ETP	2 600,50 €	1 941,64 €	1 319,10 €
Résultat d'exploitation / ETP	4 565,97 €	333,94 €	1 873,26 €

● Projection d'investissement :

Investissement	Catégorie	Investissement réalisé (€ HT)			Début de l'investissement			Financement			
		Année N	Année N+1	Année N+2	Montant	Date d'achat	Date de service (act)	Type de financement	Source	Engagement	Montant
5 sac portables + 2 hves video projecteur + visio	Moyens informatiques	5000			5 000 €	1/1/2023		3 Conseil régional	CRNA Dev. des GE	En cours	1,250 €
	Moyens informatiques	2500			2 500 €	1/1/2023		3 Conseil régional	CRNA Dev. des GE	En cours	625 €
TOTAL		7,500 €	- €	- €	7,500 €						

## Plan Comptable des EBE pour les associations

Le plan comptable détaillé ci-après s'appliquera aux EBE sous forme associative de manière contractuelle. Il prend en compte les spécificités des associations (concours publics, fonds dédiés, etc...). Ce plan permettra à ETCLD, en tant qu'organisme versant et contrôlant les fonds alloués aux EBE, de traiter de manière automatisée les données relatives aux subventions. De ce fait, il simplifiera les échanges entre l'EBE et le Fonds d'expérimentation pour tout ce qui concerne le financement propre à l'expérimentation. Il permettra également d'identifier les subventions allouées spécifiquement à une activité d'utilité territoriale, appelées "subventions d'activité".

Lorsque les enregistrements comptables concernent une activité spécifique, le numéro utilisé pourra être le même que celui des subventions/contributions d'activité (0X) (voir onglet correspondant). Ainsi, la comptabilité analytique de l'EBE pourra être en partie retranscrite dans les charges et produits relatifs à une activité en particulier.

Pour l'enregistrement des subventions (financements publics) et des contributions financières (financements privés : mécénat, fondations...), les EBE devront utiliser les numéros de comptes figurant ci-après pour les enregistrements comptables. A chaque type de subvention est attribué un numéro à ajouter au numéro de compte-racine :

- 1 : CDE
  - 2 : Dotation d'amorçage
  - 3 : Complément Temporaire d'Equilibre
  - 4 : Subvention d'investissement
  - 5 : Subvention d'activité
  - 6 : Subventions négociées au niveau national
  - 7 : Autres subventions (publiques)
  - 8 : Autres contributions financières privées - mécénat, fondations, etc...
- Les définitions de chaque catégorie figurent dans le détail présenté ci-après.

Contribution au Développement de l'Emploi

Définition : Financement, par les organisations bénéficiaires de la suppression de la privation d'emploi, de l'emploi supplémentaire (mécanisme d'activation des dépenses passives)

Enregistrement comptable

Compte de résultat :

73	Concours publics
731	CDE
73101	CDE Etat
73102	CDE Département
7310X	CDE X

Instruction : La CDE doit être distinguée selon la source de financement, qui peut être déclinée par les 4ème et 5ème chiffre du compte d'enregistrement du produit. A ce stade, on distingue deux lignes : Etat et Département (73101 CDE Etat - 73102 CDE Département - 7310X CDE X). **Si vous avez une ligne supplémentaire à créer, contactez impérativement le Fonds d'expérimentation pour attribuer un numéro de manière coordonnée nationalement** Sur la base des projections des EBE, la CDE est versée l'année N, puis, régulée, sur la base du réalisé, lorsque les EBE sont en capacité de transmettre leurs DSN / journaux de salaires. Le bilan devra impérativement intégrer la CDE à réguler (qui sera enregistrée en trésorerie en N+1). Pour cela, **un échange avec le Fonds d'expérimentation avant la clôture des comptes permettra de déterminer le montant de CDE à réguler**. Le montant à réguler sera inscrit au bilan en créance ou en produit constaté d'avance.

NB : Le plan comptable ne prévoit pas de compte CDE à reverser puisqu'il s'agit d'un produit récurrent, qui est à réguler d'une année sur l'autre.



Bilan :

1. CDE à réguler à la hausse

44	Etat et autres collectivités publiques
448	Etat - Charges à payer et produits à recevoir
4487	Etat - Produits à recevoir
44871	CDE à recevoir
4487101	CDE Etat à recevoir
4487102	CDE Département à recevoir
448710X	CDE X à recevoir

Instruction : Le montant de CDE à réguler sera inscrit au bilan en CDE à recevoir, selon le découpage des comptes présenté ci-dessus.

2. CDE à réguler à la baisse

48	Comptes de régularisation
487	Produits constatés d'avance
4871	Subventions/contributions financières constatées d'avance
48711	CDE constatée d'avance
4871101	CDE constatée d"avance - Etat
4871102	CDE constatée d"avance - Département
487110X	CDE constatée d"avance - X

Instruction : Dans le cas où l'EBE aurait constaté une CDE trop élevée, le produit constaté d'avance sera inscrit en 48711.

NB : les concours publics (comptes 73) ne peuvent pas faire l'objet d'un traitement en fonds dédiés (article 132-2 du règlement 18-06).

## Dotation d'amorçage

Définition : La dotation d'amorçage est un forfait versé annuellement en fonction du nombre de postes créés au cours de l'exercice pour financer la création de ces postes.

Rq : Si le nombre d'ETP de l'EBE diminue, aucune Dotation d'amorçage n'est à reverser au motif de la destruction d'emplois. La seule Dotation d'amorçage à reverser le cas échéant concerne des régularisations de forfaits trop perçus sans que la création d'emploi ne se soit matérialisée.

## Enregistrement comptable

Compte de résultat :

**73 Concours publics**

**732** Dotation d'amorçage création d'emplois

Instruction : Le produit correspondant à la dotation d'amorçage s'enregistre en 732. Si l'EBE ne perçoit pas de CTE sur l'exercice, elle a la possibilité de répartir sur deux exercices l'enregistrement du produit. La dotation d'amorçage est versée selon une estimation du nombre d'emplois créés au cours de l'année, et affinée en N+1 selon les emplois effectivement créés. Le bilan devra impérativement intégrer la dotation d'amorçage à réguler (qui sera enregistrée en trésorerie en N+1). Pour cela, **un échange avec le Fonds d'expérimentation avant la clôture des comptes permettra de déterminer le montant de dotation d'amorçage à réguler**. Le montant à réguler sera inscrit au bilan en créance ou en produit constaté d'avance.

Bilan :

1. Dotation d'amorçage à réguler à la hausse

<b>44</b>	<b>Etat et autres collectivités publiques</b>
448	Etat - Charges à payer et produits à recevoir
4487	Etat - Produits à recevoir
<b>44872</b>	Etat - Dotation d'amorçage à recevoir

Instruction : Le montant de dotation d'amorçage à réguler sera, en parallèle de l'enregistrement du produit en 732, inscrit au bilan en Dotation d'amorçage à recevoir, soit 44872.

2. Dotation d'amorçage à réguler à la baisse :

<b>44</b>	<b>Etat et autres collectivités publiques</b>
448	Etat - Charges à payer et produits à recevoir
4486	Etat - Charge à payer
<b>44862</b>	Etat - Dotation d'amorçage à reverser

Instruction : Le montant de dotation d'amorçage à réguler sera, en parallèle du débit du compte 732, inscrit au bilan en Dotation d'amorçage à reverser, soit 44862.

3. Etalement du produit sur plusieurs exercices (maximum 2)

<b>48</b>	<b>Comptes de régularisation</b>
487	Produits constatés d'avance
4871	Subventions/contributions financières constatées d'avance
<b>48712</b>	Dotation d'amorçage constatée d'avance

Instruction : Si l'EBE ne perçoit pas de complément temporaire d'équilibre pour combler le déficit d'exploitation sur l'exercice, elle a la possibilité de répartir l'enregistrement du produit de la dotation d'amorçage sur deux exercices. L'enregistrement se fera en 48712.

NB : les concours publics (comptes 73) ne peuvent pas faire l'objet d'un traitement en fonds dédiés (article 132-2 du règlement 18-06)

Contribution Temporaire d'Equilibre

Définition : Le complément temporaire d'équilibre est une subvention d'équilibre exceptionnelle, versée sous conditions, qui vise à combler le déficit d'exploitation (minoré de la quote-part de subvention d'investissement) de l'EBE à son démarrage pour en assurer la pérennité.

Enregistrement comptable

Compte de résultat :

77	Produits exceptionnels
771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion
7715	Subventions d'équilibre
77153	Complément temporaire d'équilibre

Instruction : Le produit correspondant au Complément Temporaire d'Equilibre s'enregistre en 77153. Il s'agit d'une subvention d'équilibre attribuée en année N sous conditions, après dialogue avec le Fonds d'expérimentation sur la base des comptes arrêtés de l'exercice N-1.

Subventions d'investissement

**Définition :** Les subventions d'investissement servent à acquérir des immobilisations. Elles sont inscrites au bilan, et reprises au compte de résultat au fil de l'amortissement du bien acquis. L'enregistrement comptable et le terme utilisé pour la désigner diffèrent selon la nature du payeur de la subvention d'investissement : On parle de subvention d'investissement lorsque le payeur est public (la plupart du temps). Lorsqu'il est privé (fondation, mécénat, etc...), on parle de contribution financière. Dans le cas d'un payeur privé, la contribution non consommée peut être affectée en fonds dédiés au bilan (et non pas en subventions d'investissements). La création de comptes dédiés permet au Fonds d'expérimentation d'identifier dans les comptes les subventions ou contributions servant au financement de l'investissement. L'identification de la quote-part de subvention reprise au résultat permet de la réintégrer au déficit d'exploitation, pour le calcul de la CTE, le cas échéant.

Enregistrement comptable

Compte de résultat :

<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	Subventions versées par des collectivités ou tout autre acteur public pour financer un investissement
777	Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat	
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	Contributions financières versées par des opérateurs privés (bailleurs sociaux, fondations, etc...) pour financer un investissement
755	Contributions financières	
7551	Contributions financières d'autres organismes	
75514	Contribution financière d'investissement	
<b>68</b>	<b>Dotations aux amortissements, provisions et engagements</b>	Compte de charge pour reporter au bilan en fonds dédiés la contribution financière dédiée à l'investissement qui sera reprise au fil de l'amortissement de l'immobilisation
689	Reports en fonds dédiés	
6895	Reports en fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	
68954	Reports en fonds dédiés sur contributions financières d'investissement	
<b>78</b>	<b>Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</b>	Compte de produit utilisé pour neutraliser au compte de résultat l'amortissement de l'immobilisation que la contribution financière aura servi à acquérir
789	Utilisation de fonds reportés et de fonds dédiés	
7895	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	
78954	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'investissement	

Instruction : Lorsque la subvention d'investissement provient d'un opérateur public, elle doit obligatoirement être inscrite directement au bilan au passif en 131 subvention d'équipement, puis incorporée au compte de résultat au rythme de l'amortissement du bien que la subvention a servi à acquérir. Le produit sera enregistré en produit exceptionnel (777). L'EBE pourra ajouter le numéro correspondant à l'activité 0X subventionnée le cas échéant. Lorsqu'il s'agit d'une subvention d'investissement financée par un opérateur (c'est-à-dire un financement privé), le produit sera enregistré en 755, puis intégré au bilan au passif en fonds dédiés.

Bilan :

1. Enregistrement au passif

Subvention d'investissement (financement public)

<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>	Subventions versées par des collectivités ou tout autre acteur public pour financer un investissement
131	Subventions d'équipement	
139	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat	

Contribution financière (financement privé)

<b>19</b>	<b>Fonds dédiés</b>	Contributions financières versées par des opérateurs privés (bailleurs sociaux, fondations, etc...) pour financer un investissement
195	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	
1954	Fonds dédiés sur contributions financières d'investissement	

Instruction : Lorsque les subventions d'investissement (financement public) sont comptabilisées au compte de résultat sur plusieurs exercices, elles sont inscrites au bilan au passif en compte 131 (ou 138). L'EBE pourra ajouter le numéro correspondant à l'activité 0X subventionnée le cas échéant. La part virée au compte de résultat est débitée au compte 139. Lorsqu'il s'agit d'une contribution financière (financement privé) destinée à financer un investissement, qui est reportée en fonds dédiés pour être reprise au compte de résultat au fil de l'amortissement de l'immobilisation, elle sera affectée en fonds dédiés en 1954. Les comptes utilisés pour enregistrer l'écriture au compte de résultat sont le 68954 pour reporter en fonds dédiés la contribution enregistrée en produit, et 78954 pour incorporer au compte de résultat la part de la contribution reprise (souvent reprise au rythme de l'amortissement de l'immobilisation). L'EBE pourra ajouter le numéro correspondant à l'activité 0X subventionnée le cas échéant.

2. Enregistrement à l'actif - Subventions acquises mais non reçues

<b>44</b>	<b>Etat et autres collectivités publiques</b>	Subventions versées par l'Etat et les collectivités (région, mairie, etc...)
441	Etat - subventions à recevoir	
4411	Subventions d'investissement	

<b>46</b>	<b>Débiteurs et créditeurs divers</b>	Contributions financières versées par des opérateurs privés (bailleurs sociaux, etc...)
468	Divers - charges à payer et produits à recevoir	
4687	Produits à recevoir	
46874	Contributions financières d'investissement à recevoir	

Instruction : Si à la clôture de l'exercice, une subvention/contribution financière est acquise (notification à l'appui), mais que les fonds ne sont pas réceptionnés, elle doit être enregistrée en compte 131 ou 1954 au passif du bilan et à l'actif en 44 ou 46; En effet, selon la nature du payeur (opérateur public ou privé), le compte de bilan sera distinct (4411 ou 4687).



## Subvention d'activité / Contribution financière d'activité

**Définition :** Subvention versée par une collectivité ou contribution financière versée par un opérateur privé pour financer spécifiquement une activité d'utilité territoriale réalisée par l'EBE

### Enregistrement comptable

Compte de résultat :

<b>74</b>	<b>Subventions d'exploitation</b>	
745	Subvention d'activité	Subventions versées par des collectivités pour financer spécifiquement une activité d'utilité territoriale réalisée par l'EBE
7450X	Subvention d'activité - Activité AA	
<b>75</b>	<b>Autres produits de gestion courante</b>	
755	Contributions financières	
7551	Contributions financières d'autres organismes	
75515	Contribution financière d'activité	Contributions financières versées par des opérateurs privés (bailleurs sociaux, etc...) pour financer spécifiquement une activité d'utilité territoriale réalisée par l'EBE
755150X	Contribution financière d'activité - Activité BB	
<b>68</b>	<b>Dotations aux amortissements, provisions et engagements</b>	
689	Reports en fonds dédiés	
6894	Reports en fonds dédiés sur subventions d'exploitation	
68945	Reports en fonds dédiés sur subventions d'activités	Compte de charge pour reporter au bilan en fonds dédiés la part de subvention d'activité non
689450X	Reports en fonds dédiés sur subventions - Activité AA	
6895	Reports en fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	
68955	Reports en fonds dédiés sur contributions financières d'activités	Compte de charge pour reporter au bilan en fonds dédiés la part de contribution financière d'activité non utilisée en N
689550X	Reports en fonds dédiés sur contributions financières d'activités - activité BB	
<b>78</b>	<b>Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</b>	
789	Utilisation de fonds reportés et de fonds dédiés	
7894	Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'exploitation	
78945	Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'activités	Compte de produit utilisé pour reprendre des fonds dédiés au bilan la part de subvention d'activité utilisée dans l'exercice en cours
789450X	Utilisation des fonds dédiés sur subventions - activité AA	
7895	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	
78955	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'activités	Compte de produit utilisé pour reprendre des fonds dédiés au bilan la part de contribution financière d'activité utilisée dans l'exercice en cours
789550X	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'activités - activité BB	

Instruction : **Chaque activité (A,B,C, etc...) doit se voir attribuer un numéro unique.**

Le 0X permet de créer 99 activités. Ainsi, pour la 10ème activité, créer le compte 74510 ou 7551510 (retirer le 0). Des sous-comptes peuvent également être créés par nature de payeur, à la convenance de l'EBE.

Important : les subventions destinées à financer le CLE doivent être isolées dans un compte spécifique. L'activité A peut dans ce cas être nommée "CLE".

Les subventions (versées par des collectivités) ou contributions financières (versées par des opérateurs privés) seront enregistrées en produit dans les comptes créés à cet effet (745 ou 75515). Si la subvention n'est pas entièrement utilisée sur l'exercice, elle peut être reportée en fonds dédiés en enregistrant la charge dans un compte 6894 ou 6895 selon la nature du payeur. Lorsque, lors d'un exercice postérieur, la part reportée en fonds dédiés sera utilisée par l'EBE, une reprise sera alors constatée dans un compte 7894 ou 7895.

Bilan :

1. Subventions acquises mais non reçues

<b>44</b>	<b>Etat et autres collectivités publiques</b>	
441	Etat - subventions à recevoir	
4417	Subventions d'exploitation	
44175	Subventions d'activités à recevoir	Subventions versées par des collectivités (région, mairie, etc...)
441750X	Subvention d'activité AA à recevoir	
<b>46</b>	<b>Débiteurs et créditeurs divers</b>	
468	Divers - charges à payer et produits à recevoir	
4687	Produits à recevoir	
46875	Contributions financières d'activité à recevoir	Contributions financières versées par des opérateurs privés (bailleurs sociaux, etc...)
468750X	Contribution financière d'activité BB à recevoir	

Instruction : Si à la clôture de l'exercice, une subvention est acquise (notification à l'appui), mais que les fonds ne sont pas réceptionnés, elle doit être enregistrée en produit au compte de résultat et en créance au bilan.

Selon la nature du payeur (opérateur public ou privé), le compte de bilan sera distinct (4417 ou 4687).

2. Subventions versées pour plusieurs exercices :

48	Comptes de régularisation	
487	Produits constatés d'avance	
4871	Subventions/contributions financières constatées d'avance	Subvention/contribution financière versée sur plusieurs exercices ou versée par anticipation
48715	Subventions/contributions financières d'activités constatées d'avance	
487150X	Subvention/contribution financière d'activité constatée d'avance - Activité AA/BB	
19	Fonds dédiés	
194	Fonds dédiés sur subventions d'exploitations	
1945	Fonds dédiés sur subventions d'activités	Part de subvention d'activité non utilisée entièrement l'année d'enregistrement du produit et mise au bilan
19450X	Fonds dédiés sur subventions d'activités - Activité AA	
195	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	
1955	Fonds dédiés sur contributions financières d'activités d'autres organismes	Part de contribution financière d'activité non utilisée entièrement l'année d'enregistrement du produit et mise au bilan
19550X	Fonds dédiés sur contributions financières d'activités - Activité BB	

Instruction : Dans le cas où la subvention serait versée en N pour financer une activité réalisée en N+1, ou si elle est payée en un versement pour plusieurs exercices, la part de la subvention correspondant aux exercices postérieurs doit être affectée en 487. Si c'est une subvention/contribution financière dédiée à un projet qui n'est pas entièrement consommée l'année N, alors elle sera enregistrée au bilan en fonds dédiés 1945 ou 1955 selon la nature du payeur.

## Autres subventions

### Définition :

Subventions diverses, en dehors des subventions/contributions financières fléchées pour les activités, des subventions spécifiques à l'expérimentation et des subventions/contributions d'investissement. On distingue les subventions publiques des contributions financières privées.

### Enregistrement comptable

#### Compte de résultat :

74	Subventions d'exploitation	
746	Subventions négociées au niveau national	
7461	Subvention AGEFIPH	
746X	Subvention nationale X	
747	Autres subventions publiques	
7471	Subvention - Fonds européens	
7472	Subvention - Etat (politique de la ville, FDVA, etc...)	
7473	Subvention - Conseil régional	
7474	Subvention - Conseil départemental	
7475	Subvention - Intercommunalité	
7476	Subvention - Commune	
7477	Subvention - Autre	
75	Autres produits de gestion courante	
755	Contributions financières	
7551	Contributions financières d'autres organismes	
75516	Contributions financières négociées au niveau national	
75516X	Contribution financière nationale X	
75518	Autres contributions financières d'opérateurs privés	
755180X	Autres contributions financières d'opérateurs privés	

Subventions versées par des organismes publics, collectivités (région, mairie, etc...)

Contributions financières versées par des opérateurs privés (bailleurs sociaux, fondations, mécénat, etc...)

Instruction : Les subventions d'exploitation en provenance d'opérateurs publics ou contributions financières d'opérateurs privées, négociées au niveau national, pourront être enregistrées dans les comptes 746 et 75516 selon la nature du payeur. Le 7461 est réservé aux subventions versées par l'AGEFIPH (convention nationale). Lorsqu'une subvention ou contribution financière sera négociée au niveau national, un numéro sera attribué par le Fonds d'expérimentation.

Les autres types de subventions d'exploitation pourront être ventilées dans les comptes 747 par type d'opérateur comme détaillé ci-dessus. Les autres contributions financières d'opérateurs privés pourront être enregistrées et déclinées en 748.

<b>68</b>	<b>Dotations aux amortissements, provisions et engagements</b>
<b>689</b>	<b>Report en fonds dédiés</b>
<b>6894</b>	<b>Report en fonds dédiés sur subventions d'exploitation</b>
68946	Report en fonds dédiés sur subventions négociées au niveau national
689461	Report en fonds dédiés sur subvention Agefiph
68946X	Report en fonds dédiés sur subventions nationales - Financeur XX
68947	Report en fonds dédiés sur subventions publiques
689471	Report en fonds dédiés sur fonds européens
689472	Report en fonds dédiés sur subventions Etat (politique de la ville, FDVA, etc...)
689473	Report en fonds dédiés sur subventions Conseil régional
689474	Report en fonds dédiés sur subventions Conseil départemental
689475	Report en fonds dédiés sur subventions Intercommunalité
689476	Report en fonds dédiés sur subventions Commune
689477	Report en fonds dédiés sur subventions Autre
<b>6895</b>	<b>Report en fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes</b>
68950	Report en fonds dédiés sur contributions financières négociées au niveau national
68950X	Report en fonds dédiés sur contributions financières nationales - Financeur XX
68953	Report en fonds dédiés d'autres contributions financières d'opérateurs privés
68953X	Report en fonds dédiés d'autres contributions financières d'opérateurs privés

Instruction : Si la subvention n'est pas entièrement utilisée sur l'exercice, elle peut être reportée en fonds dédiés en enregistrant la charge dans un compte 6894 ou 6895 selon la nature du payeur (suivre le découpage ci-dessus). Lorsque, lors d'un exercice postérieur, la part reportée en fonds dédiés sera utilisée par l'EBE, une reprise sera alors constatée dans un compte 7894 ou 7895 (suivre le découpage ci-dessous).

<b>78</b>	<b>Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</b>
789	Utilisation de fonds reportés et de fonds dédiés
7894	Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'exploitation
78946	Utilisation des fonds dédiés sur subventions négociées au niveau national
789461	Utilisation des fonds dédiés sur subvention Agefiph
78946X	Utilisation des fonds dédiés sur subventions nationales - Financier XX
78947	Utilisation des fonds dédiés sur subventions publiques
789471	Utilisation des fonds dédiés sur fonds européens
789472	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Etat (politique de la ville, FDVA, etc...)
789473	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Conseil régional
789474	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Conseil départemental
789475	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Intercommunalité
789476	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Commune
789477	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Autre
7895	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes
78956	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières négociées au niveau national
789560X	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières nationales - Financier XX
78958	Utilisation des fonds dédiés d'autres contributions financières d'opérateurs privés
789580X	Utilisation des fonds dédiés d'autres contributions financières d'opérateurs privés



Bilan :

1. Subventions acquises mais non reçues

44	Etat et autres collectivités publiques	
441	Etat - subventions à recevoir	
4417	Subventions d'exploitation	
44176	Subvention négociée au niveau national à recevoir	Subventions versées par des collectivités (région, mairie, etc...) et autres organismes d'Etat
441761	Subvention AGEFIPH à recevoir	
44176X	Subvention nationale X à recevoir	
44877	Etat - Autres subventions publiques à recevoir	
46	Débiteurs et créditeurs divers	
468	Divers - charges à payer et produits à recevoir	
4687	Produits à recevoir	
46876	Contributions financières négociées au niveau national à recevoir	Subventions versées par des opérateurs privés (bailleurs sociaux, fondations, etc...)
46876X	Contribution financière nationale X à recevoir	
46878	Autres contributions financières privées à recevoir	

Instruction : Si à la clôture de l'exercice, une subvention est acquise (notification à l'appui), mais que les fonds ne sont pas réceptionnés, elle doit être enregistrée en produit au compte de résultat et en créance au bilan.

Selon la **nature du payeur (opérateur public ou privé)**, le compte de bilan sera distinct (4417 ou 4687). Lorsqu'une subvention sera négociée au niveau national, un numéro pourra être attribué par le Fonds d'expérimentation. Pour le reste, la création de sous-comptes de bilan pour les produits à recevoir est à la convenance de l'EBE.

2. Subventions versées pour plusieurs exercices :

48	Comptes de régularisation	
487	Produits constatés d'avance	
4871	Subventions/contributions financières constatées d'avance	Postes de bilan pour les subventions et contributions financières constatées d'avance et étalées sur plusieurs
48716	Subventions négociées au niveau national constatées d'avance	
487161	Subvention Agefiph constatée d'avance	
48716X	Subvention nationale X constatée d'avance	
48717	Autres subventions publiques constatées d'avance	
48718	Autres contributions financières constatées d'avance	
19	Fonds dédiés	
194	Fonds dédiés sur subventions d'exploitations	
1946	Fonds dédiés sur subventions négociées au niveau national	Subvention publique non utilisée entièrement l'année d'enregistrement du produit et mise au bilan
19461	Fonds dédiés sur subvention Agefiph	
1946X	Fonds dédiés sur subventions nationale X	
1947	Fonds dédiés sur autres subventions publiques	
19471	Fonds dédiés sur fonds européens	
19472	Fonds dédiés sur subvention Etat (politique de la ville, FDVA, etc...)	
19473	Fonds dédiés sur subvention Conseil régional	
19474	Fonds dédiés sur subvention Conseil départemental	
19475	Fonds dédiés sur subvention Intercommunalité	
19476	Fonds dédiés sur subvention Commune	
19477	Fonds dédiés sur subvention - Autre	
194X	Fonds dédiés sur subvention XX	
195	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes	Autre contribution financière privée non utilisée entièrement l'année d'enregistrement du produit et mise au bilan
1953	Fonds dédiés sur autres contributions financières privées	

Instruction : Dans le cas où la subvention serait versée en N pour financer une activité réalisée en N+1, ou si elle est payée en un versement pour plusieurs exercices, la part de la subvention correspondant aux exercices postérieurs doit être affectée en 487. Les numéros de sous-comptes ci-dessus sont à utiliser selon le type de subvention/contribution. Par ailleurs, les subventions et contributions financières non consommées intégralement sur un exercice peuvent être reportées en fonds dédiés au bilan.

Charges de personnel

Définition : Afin de faciliter le calcul de la CDE, les charges de personnel, enregistrées en comptes 641 et 645, devront être découpées en deux catégories : les salariés issus de la privation d'emploi et les salariés non issus de la privation d'emploi

Enregistrement comptable

Compte de résultat :

Comptes 641 et 645

- xxx1 Salariés issus de la privation d'emploi
- xxx2 Salariés non issus de la privation d'emploi

Instruction : Chaque compte des 641 et 645 devra être divisé deux sous-comptes, avec la terminaison définie ci-dessus.

## Liste des comptes créés pour l'expérimentation à appliquer

### Légende

Comptes du Plan Comp  
Sous-comptes créés par

<b>13</b>	<b>Subventions d'investissement</b>
131	Subventions d'équipement
139	Subventions d'investissement inscrites au compte de résultat

<b>19</b>	<b>Fonds dédiés</b>
194	Fonds dédiés sur subventions d'exploitations
1945	Fonds dédiés sur subventions d'activités
19450X	Fonds dédiés sur subventions d'activités - Activité AA
1948	Fonds dédiés sur subventions négociées au niveau national
19481	Fonds dédiés sur subvention Agefiph
1948X	Fonds dédiés sur subventions nationale X
1947	Fonds dédiés sur autres subventions publiques
19471	Fonds dédiés sur fonds européens
19472	Fonds dédiés sur subvention Etat (politique de la ville, FDVA, etc...)
19473	Fonds dédiés sur subvention Conseil régional
19474	Fonds dédiés sur subvention Conseil départemental
19475	Fonds dédiés sur subvention Intercommunalité
19476	Fonds dédiés sur subvention Commune
19477	Fonds dédiés sur subvention - Autre
194X	Fonds dédiés sur subvention XX
195	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes
1954	Fonds dédiés sur contributions financières d'investissement
1955	Fonds dédiés sur contributions financières d'activités d'autres organismes
19550X	Fonds dédiés sur contributions financières d'activités - Activité BB
1958	Fonds dédiés sur autres contributions financières privées

<b>44</b>	<b>Etat et autres collectivités publiques</b>
441	Etat - subventions à recevoir
4411	Subventions d'investissement
4417	Subventions d'exploitation
44175	Subventions d'activités à recevoir
441750X	Subvention d'activité AA à recevoir
44176	Subvention négociée au niveau national à recevoir
441761	Subvention AGEFIPH à recevoir
44176X	Subvention nationale X à recevoir
448	Etat - Charges à payer et produits à recevoir
4486	Etat - Charge à payer
44862	Etat - Dotation d'amorçage à reverser
4487	Etat - Produits à recevoir
44871	CDE à recevoir
4487101	CDE Etat à recevoir
4487102	CDE Département à recevoir
448710X	CDE X à recevoir
44872	Etat - Dotation d'amorçage à recevoir
44877	Etat - Autres subventions publiques à recevoir

<b>46</b>	<b>Débiteurs et créditeurs divers</b>
468	Divers - charges à payer et produits à recevoir
4687	Produits à recevoir
46874	Contributions financières d'investissement à recevoir
46875	Contributions financières d'activité à recevoir
468750X	Contribution financière d'activité BB à recevoir
46876	Contributions financières négociées au niveau national à recevoir
46876X	Contribution financière nationale X à recevoir
46878	Autres contributions financières privées à recevoir

<b>48</b>	<b>Comptes de régularisation</b>
487	Produits constatés d'avance
4871	Subventions/contributions financières constatées d'avance
48711	CDE constatée d'avance
4871101	CDE constatée d'avance - Etat
4871102	CDE constatée d'avance - Département
487110X	CDE constatée d'avance - X
48712	Dotation d'amorçage constatée d'avance
48713	Subventions/contributions financières d'activités constatées d'avance

Subdivision introduite dans le compte produits subventions.

Les concours publics (produits enregistrés en co traitement en fonds dédiés (article 132-2 du règlement))

689550X	Reports en fonds dédiés sur contributions financières d'activités - activité BB
68958	Reports en fonds dédiés sur contributions financières négociées au niveau national
689590X	Reports en fonds dédiés sur contributions financières nationales - Financier XX
68959	Reports en fonds dédiés d'autres contributions financières d'opérateurs privés
689580X	Reports en fonds dédiés d'autres contributions financières d'opérateurs privés

### 73 Concours publics

731	CDE
73101	CDE Etat
73102	CDE Département
7310X	CDE X
732	Dotation d'amorçage création d'emplois

### 74 Subventions d'exploitation

745	Subvention d'activité
7450X	Subvention d'activité - Activité AA
746	Subventions négociées au niveau national
7461	Subvention AGEFIPH
746X	Subvention nationale X
747	Autres subventions publiques
7471	Subvention - Fonds européens
7472	Subvention - Etat (politique de la ville, FDVA, etc...)
7473	Subvention - Conseil régional
7474	Subvention - Conseil départemental
7475	Subvention - Intercommunalité
7479	Subvention - Commune
7477	Subvention - Autre

### 75 Autres produits de gestion courante

755	Contributions financières
7551	Contributions financières d'autres organismes
75514	Contribution financière d'investissement
75515	Contribution financière d'activité
755150X	Contribution financière d'activité - Activité BB
75516	Contributions financières négociées au niveau national
75516X	Contribution financière nationale X
75518	Autres contributions financières d'opérateurs privés
755180X	Autres contributions financières d'opérateurs privés

### 77 Produits exceptionnels

771	Produits exceptionnels sur opérations de gestion
7715	Subventions d'équilibre
77153	Complément temporaire d'équilibre
777	Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat

← Subventions d'investissement à enregis-  
Comptable Général.

### 78 Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions

789	Utilisation de fonds reportés et de fonds dédiés
7894	Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'exploitation
78945	Utilisation des fonds dédiés sur subventions d'activités
789450X	Utilisation des fonds dédiés sur subventions - activité AA
78946	Utilisation des fonds dédiés sur subventions négociées au niveau national
789461	Utilisation des fonds dédiés sur subvention Agefiph
78946X	Utilisation des fonds dédiés sur subventions nationales - Financier XX
78947	Utilisation des fonds dédiés sur subventions publiques
789471	Utilisation des fonds dédiés sur fonds européens
789472	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Etat (politique de la ville, FDVA, etc...)
789473	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Conseil régional
789474	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Conseil départemental
789475	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Intercommunalité
789479	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Commune
789477	Utilisation des fonds dédiés sur subventions Autre
7895	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes
78954	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'investissement
78955	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'activités
789550X	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières d'activités - activité BB
78956	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières négociées au niveau national
789560X	Utilisation des fonds dédiés sur contributions financières nationales - Financier XX
78958	Utilisation des fonds dédiés d'autres contributions financières d'opérateurs privés
789580X	Utilisation des fonds dédiés d'autres contributions financières d'opérateurs privés



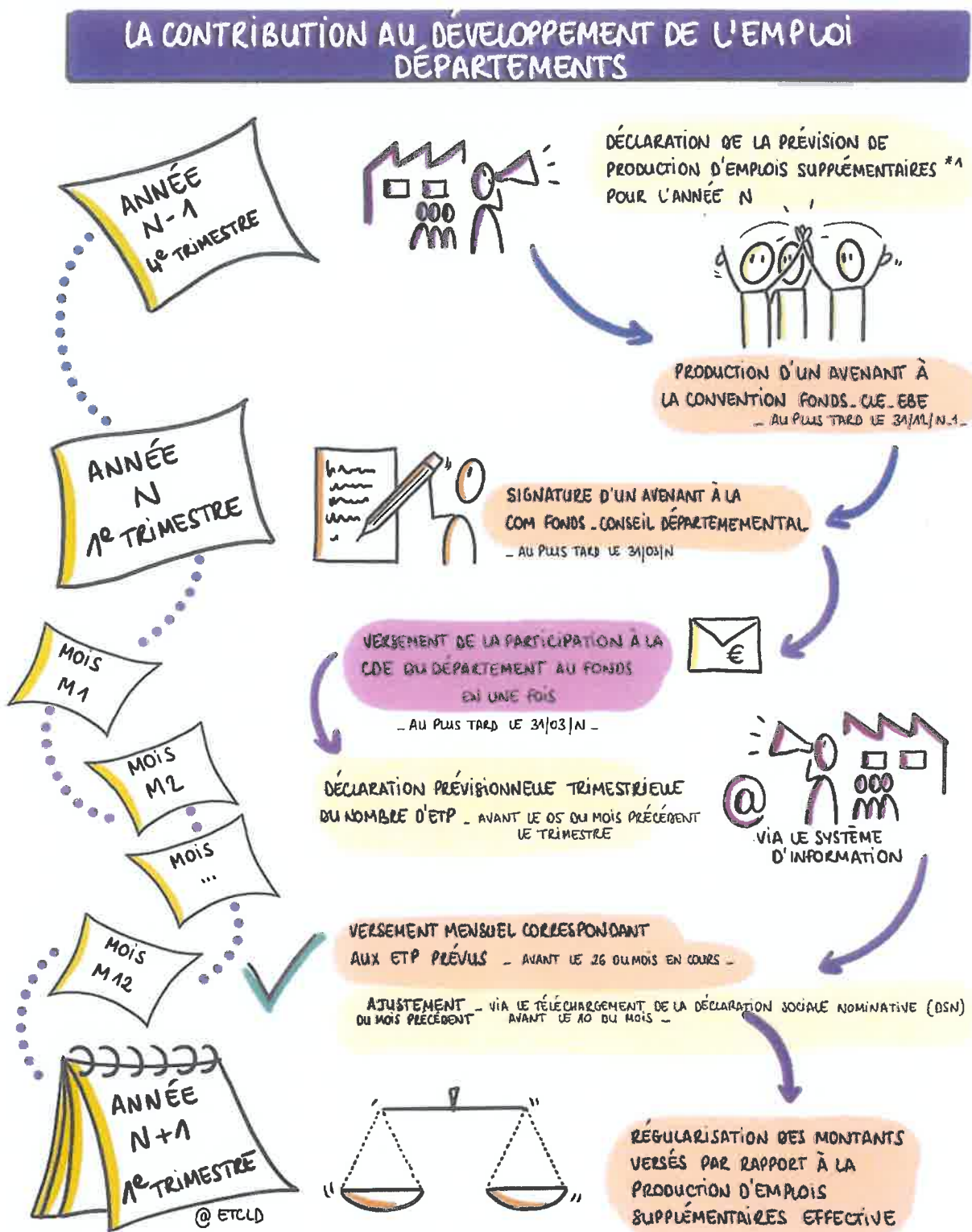


## PROCESSUS DE LA CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DE L'EMPLOI PART ÉTAT

@ ETCLD

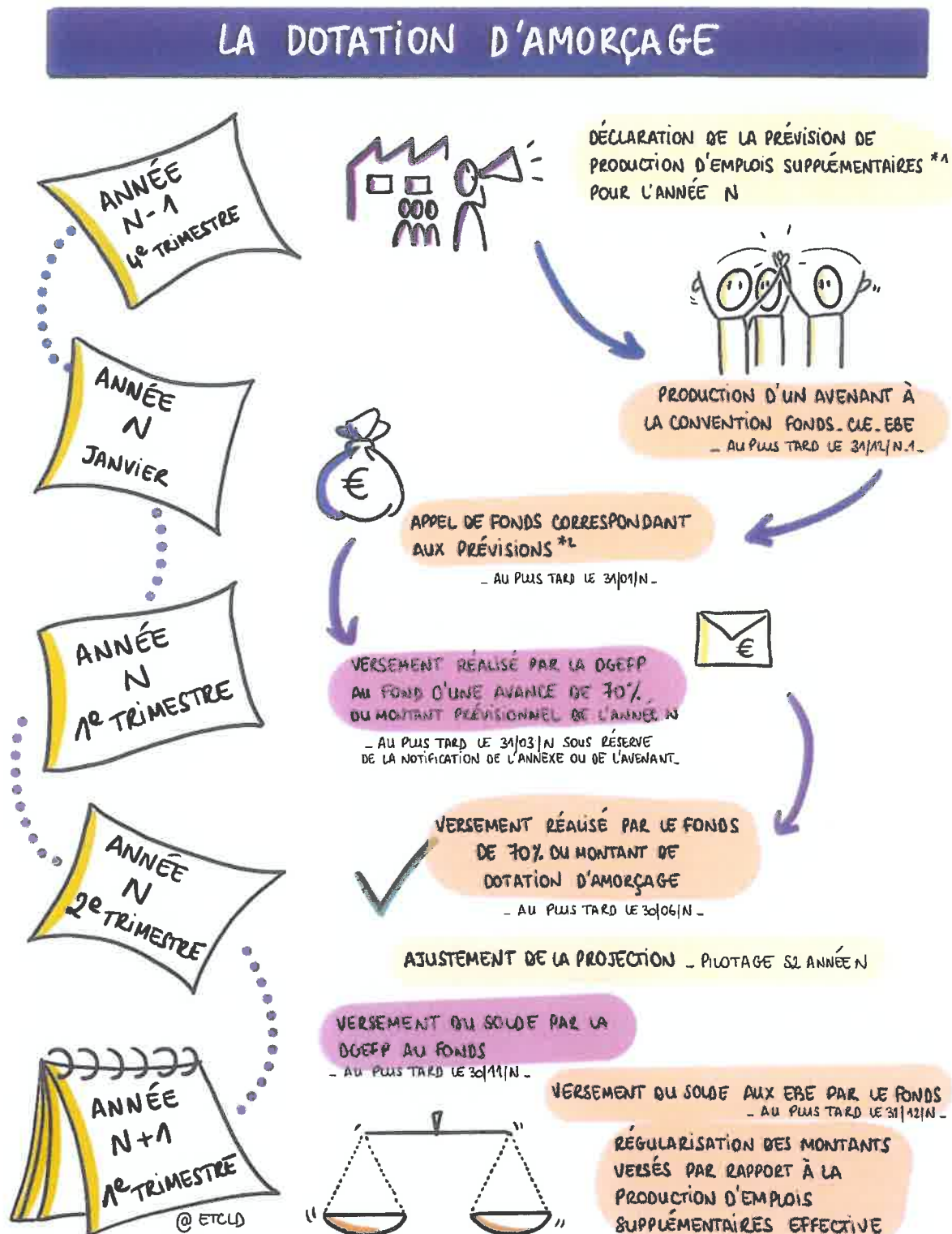






\*1: NOMBRE ETP CONTRACTUELS MOYENS DE L'ANNÉE N

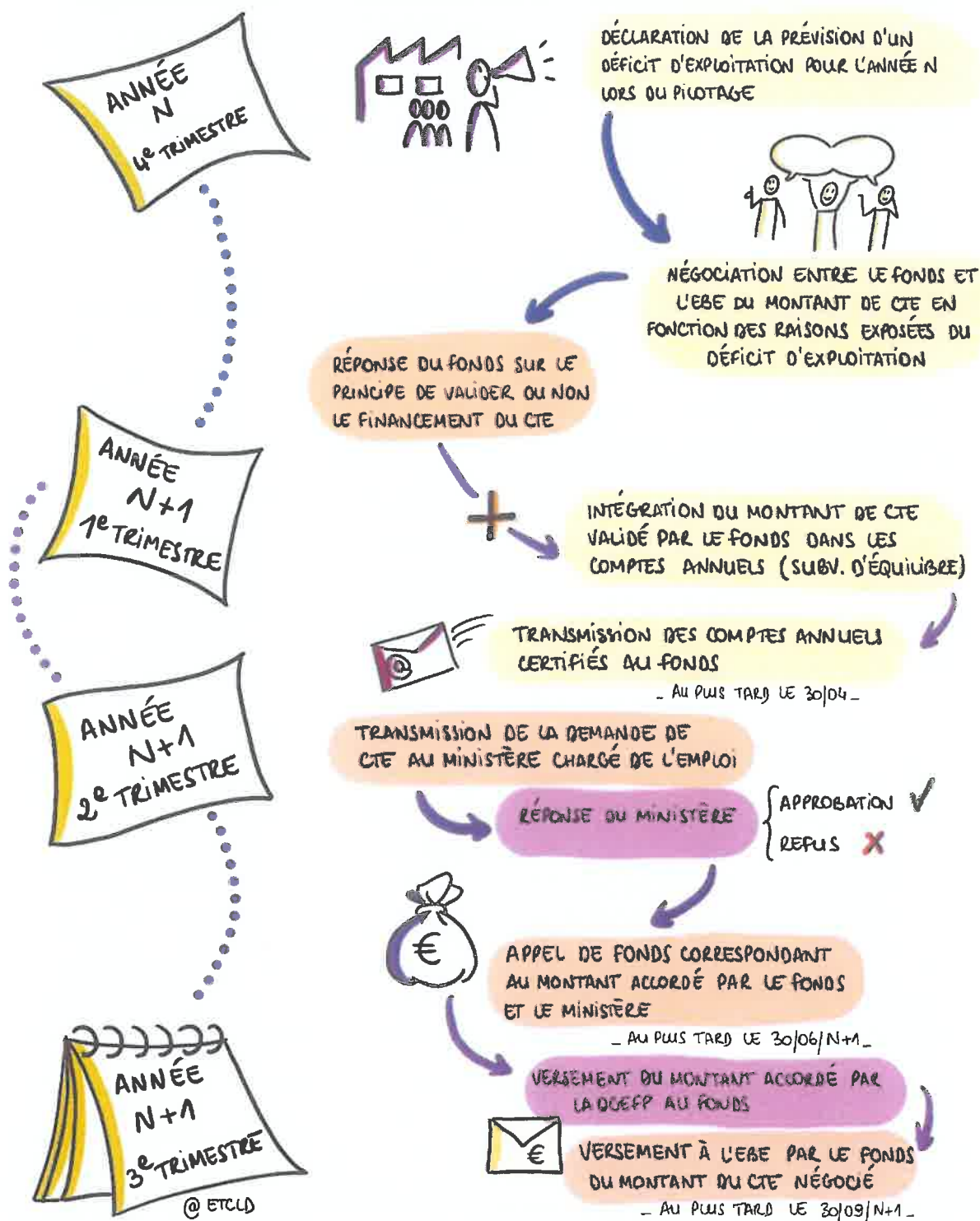
\*2: PRÉVISIONS DE LA PRODUCTION D'EMPLOIS SUPPLÉMENTAIRES X TAUX DE L'ANNÉE N DU MONTANT BRUT DU SMIC  
(LE TAUX NE POUVANT EXCÉDER 30% DU MONTANT DU SMIC).



\*1 : ETP CONTRACTUELS CONVENTIONNÉS AU 31/12/N - ETP CONTRACTUELS CONVENTIONNÉS AU 31/12/N-1

\*2 : PRÉVISIONS DE LA PRODUCTION D'EMPLOIS SUPPLÉMENTAIRES X TAUX DE L'ANNÉE N DU MONTANT BRUT DU SMIC (LE TAUX NE POUVANT EXCÉDER 30% DU MONTANT DU SMIC)

## LE COMPLÉMENT TEMPORAIRE D'ÉQUILIBRE



*Annexe 8 - Liste des éléments à fournir par l'EBE : Déclaration trimestrielle de la prévision des effectifs de l'EBE; liste des éléments du pilotage*

**Documents à fournir par l'EBE**

L'EBE doit communiquer chaque année à l'Association les documents suivants :

- Prévisionnel des recrutements de l'année n+1, n+2
- Budget prévisionnel de l'année n+1, n+2
- Le bilan, compte de résultat et rapport d'activité approuvés de l'année n-1
- Etat des recrutements réalisés le trimestre précédent (en nombre de salariés et en ETP)
- Prévision de recrutement pour le trimestre suivant (en nombre de salariés et en ETP)
- État des recrutements réalisés le mois précédent (en nombre de salariés et en ETP)
- Prévision actualisée pour le mois suivant (en nombre de salariés et en ETP)



## REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

### COMMISSION INSERTION, EMPLOI, POLES ECONOMIQUES

Direction Générale Adjointe des Solidarités

Direction de l'Insertion et du Retour à l'Emploi

## RAPPORT DU PRESIDENT

### CONVENTIONS RELATIVES A LA MISE EN OEUVRE DE L'EXPERIMENTATION "TERRITOIRE ZERO CHOMEUR DE LONGUE DUREE" SUITE A L'HABILITATION DU TERRITOIRE DE POITIERS

La loi n° 2020-1577 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » a été adoptée le 14 décembre 2020.

Elle permet à cinquante territoires, en plus des 10 déjà habilités, d'obtenir la labélisation « territoire zéro chômeur de longue durée » pour une durée de 5 ans.

Cette expérimentation a pour objet de favoriser la création d'emplois sous forme de contrats à durée indéterminée, en faveur des personnes privées durablement d'emploi, dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire en redéployant les dépenses sociales existantes.

Le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021 a défini les modalités de mise en œuvre de l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » visant à mettre un terme à la privation durable d'emploi.

- C'est ainsi que dans la Vienne, les communes de Cenon-sur-Vienne, Colombiers, Naintré, Scorbé-Clairvaux et Thuré ont été habilitées par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion pour mener une expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » (TZCLD), appelée « TOPE5 » par arrêté du 3 décembre 2021.
- A Poitiers, depuis 2017, un collectif d'acteurs locaux, composé du CAPEE (Comité des alternatives poitevines pour l'emploi et l'entraide), de centres socio-culturels et de structures d'insertion par l'activité économique (SIAE), est engagé dans le développement d'un projet TZCLD.

Le Conseil Municipal de la Ville de Poitiers a délibéré le 6 décembre 2021 pour porter une candidature sur plusieurs quartiers avec sept Ilots Regroupés pour l'Information Statistique (IRIS), dans une continuité géographique : Bel-Air, Montmidi, Chilvert, Bellejouanne, les Cours, Clos Gauthier/Les Sables, Saint-Cyprien.

Le Comité Local pour l'Emploi (CLE) a été créé, instance obligatoire dans la perspective de la labélisation.

Deux entreprises à but d'emploi (EBE) sont créées.

L'EBE Papirole, sous forme associative, s'organisera autour de six pôles d'activités de services comprenant les activités suivantes : Auto net -nettoyage intérieur de véhicules, coursiers de proximité, carapatte, flocage de vêtements et

transferts sur objets, portage de repas restaurant solidaire, enquête et information par porte à porte, plateforme logistique alimentation solidaire, ressourcerie du jouet, bricolage et entretien intérieur et extérieur de l'habitat et emplois verts.

L'EBE Groupement d'Employeurs, sous la forme d'un groupement d'employeurs associatifs. Elle prévoit les activités suivantes : renfort aux accueils périscolaires, renfort aux accueils de loisirs, soutien aux épiceries solidaires, visites à domicile (des seniors), accompagnement aux courses et transports aux événements.

Par délibération de la Commission Permanente du 14 avril 2022, le Département de la Vienne a donné un avis favorable au projet dans la perspective de la demande d'habilitation.

Après dépôt de la candidature et analyse du projet par le fonds d'expérimentation national, par arrêté du 3 octobre 2022, le Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion a habilité le territoire de Poitiers pour mener une expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée ».

Dans le cadre de l'habilitation du territoire, plusieurs conventions doivent être signées.

Une **première convention d'objectifs et de moyens** liant le Département et l'association ETCLD sur la période 2022-2026 en définissant le cadre et les modalités de financement des emplois créés par la ou les EBE au fonds d'expérimentation a déjà été approuvée par délibération de la Commission Permanente du 3 février 2022. L'Etat et Pôle Emploi en sont cosignataires.

Un **avenant, joint en annexe A**, à cette convention est proposé afin d'ajouter le territoire de Poitiers.

Cet avenant fixe également la contribution financière du Département pour 2023, à hauteur de 15% du montant de la participation de l'Etat à la contribution au développement de l'emploi, pour chaque emploi créé. Le montant prévisionnel est évalué à 339 458.20 €, dont 173 243.30€ au titre des deux EBE de Poitiers.

Le Département versera ce montant à l'association ETCLD au cours du premier trimestre 2023 après délibération de la Commission Permanente.

Il est précisé dans cet avenant que le financement de l'expérimentation TZCLD sur le territoire de Poitiers et des communes de Cenon-sur-Vienne, Colombiers, Naintré, Scorbé-Clairvaux et Thuré où siègent les EBE Le Ressort, Papiolle et EBE GE, en accompagnant le déploiement progressif des embauches selon une programmation pluriannuelle d'objectifs visant au déploiement de 130 emplois supplémentaires (en ETP) en 2023, 40 supplémentaires pour atteindre 170 emplois (ETP) en 2024 et 30 en 2025, soit 200 emplois (en ETP) avec une clause de revoyure prévue chaque année par avenant.

A titre prévisionnel, les coûts estimés seraient, pour l'expérimentation sur Poitiers, de 414 000€ en 2024, 605 000 € en 2025, 2026 et 2027 (en l'absence d'information sur l'ouverture possible de nouvelles EBE), soit 2,4 M€ sur 5 ans.

Une **seconde convention** court de l'année d'habilitation (2022) à 2026 et doit être signée entre :

- d'une part, l'association « Expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée » (Association ETCLD ou appelée « fonds d'expérimentation ») et la collectivité territoriale de Poitiers,
- et d'autre part l'Etat, Pôle Emploi et le Département en tant que cosignataires.

**Cette convention, jointe en annexe B**, précise l'engagement de la collectivité qui porte le Comité Local pour l'Emploi à respecter le cahier des charges prévu au II de l'article 10 de la loi n°2020-1577 du 14 décembre 2020. Il y est



mentionné les relations et engagements du comité local pour l'emploi de Poitiers (composition, organisation, modalités de gouvernance, rôle, mobilisation des acteurs du territoire), la production d'emplois par la création d'EBE, ainsi que le bilan et l'évaluation de l'expérimentation.

Il est proposé de désigner Benoit Coquelet, comme représentant du Département au sein du Comité Local pour l'Emploi.

Deux autres conventions 2022-2026 visant à habiliter les entreprises à but d'emploi « Papiole » et « Groupement d'employeurs » sont à conclure entre l'association ETCLD, les EBE et la collectivité territoriale de Poitiers, co-signée par l'Etat, le Département.

Ces conventions mentionnent la gouvernance de l'EBE, la création d'emplois, le modèle économique, la contribution au développement de l'emploi, les modalités financières, la formation dans l'emploi ainsi que le pilotage, le bilan et l'évaluation de l'expérimentation. Elles sont jointes en annexes C et D.

Le démarrage de l'activité des EBE est prévu pour le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

**Je vous propose :**

- **de m'autoriser à signer l'avenant n°1 à la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2022-2026 entre l'Association « Expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée » et le Département de la Vienne, joint en annexe A,**  
**Cet avenant précise le financement du Département pour l'expérimentation « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » sur le territoire de Poitiers et des communes de Cenon-sur-Vienne, Colombiers, Naintré, Scorbé-Clairvaux et Thuré où siègent les entreprises à but d'emploi Le Ressort, Papiole et EBE GE, en accompagnant le déploiement progressif des embauches selon une programmation pluriannuelle d'objectifs visant au déploiement de 130 emplois supplémentaires (en ETP) en 2023, 40 supplémentaires pour atteindre 170 emplois (en ETP) en 2024 et 30 en 2025, soit 200 emplois (en ETP) avec une clause de revoyure prévue chaque année par avenant,**
- **de m'autoriser à signer la convention pluriannuelle 2022-2026 entre l'Association « Expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée » et la collectivité territoriale de Poitiers, jointe en annexe B,**
- **de désigner Benoit Coquelet, Vice-Président en charge de l'insertion et du retour à l'emploi et des Pôles Economiques, comme représentant du Conseil Départemental au sein du Comité Local pour l'Emploi,**
- **de m'autoriser à signer les conventions pluriannuelles 2022-2026 entre l'association « Expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée », les entreprises à but d'emploi Papiole et Groupement d'employeurs et la collectivité territoriale de Poitiers jointes en annexes C et D.**



Je vous invite à délibérer sur ce dossier.

Le rapport 17.

## **17. Contrats aidés : Convention 2023**

**Benoît COQUELET** : Le rapport 17, ce sont les PEC comme je l'ai dit. Les objectifs proposés pour l'année 2023 sont de 100 PEC dont 30 pris en charge en majorés et 50 Top Emploi<sup>86</sup>, ainsi que 450 contrats en durée déterminée d'insertion des structures d'insertion.

Sur ces rapports, je voudrais quand même remercier les services, car il y a eu un gros travail surtout sur le plan pauvreté et sur le SPIE (Service public de l'insertion et de l'emploi). Cela n'a pas été simple parce que beaucoup de négociations ont eu lieu et il y a beaucoup de partenaires. Je remercie Karine RAT-NIVET (Directrice de l'Insertion et du Retour à l'Emploi) et tout l'ensemble de son équipe pour travailler ensemble. Nous avons bien vu que Pôle emploi, la DIRECCTE, l'État, la CAF, la MSA, l'ADAPGV, nous travaillons avec une seule voix et c'est l'avantage de la Vienne.

**Valérie DAUGE** : Merci Benoît. Pas d'interventions ? Je le mets aux votes. Y a-t-il des abstentions ? Des avis contraires ? Il est adopté.

## DEPARTEMENT DE LA VIENNE

**DELIBERATION DU CONSEIL  
DEPARTEMENTAL**

Séance du 16 décembre 2022

**CONTRATS AIDES : CONVENTION 2023**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

La Commission Insertion, Emploi, Pôles Economiques s'étant réunie,

Le Conseil Départemental de la Vienne, en séance publique le 16 décembre 2022 à l'Hôtel du Département à Poitiers, le quorum étant atteint,

Au bénéfice des considérations mentionnées dans le rapport,

Après en avoir délibéré et voté,

**DECIDE :**

- d'approuver la prescription du Parcours Emploi Compétences dans le secteur non marchand et du Contrat Initiative Emploi dénommé Top Emploi86 dans le secteur marchand, ainsi que le financement du Contrat à Durée Déterminée d'Insertion,
- d'autoriser le Président du Conseil Départemental à signer avec l'Etat la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens 2023 relative, d'une part, à la mise en œuvre du Parcours Emploi Compétences et d'un Contrat Initiative Emploi (Top Emploi86) et, d'autre part, au financement du Contrat à Durée Déterminée d'Insertion dans les ateliers et chantiers d'insertion pour les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active, jointe en annexe.

**ADOPTÉ**

Le Président du Conseil Départemental,



Alain PICHON

Date de télétransmission au Contrôle de Légalité	20/12/2022
Identifiant de la télétransmission	086-228600011-20221216-000000000006976-DE
Date de publication	22/12/2022

**CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS ET DE MOYENS  
entre l'Etat et le Département de la Vienne relative à la mise en œuvre  
du Parcours emploi compétences  
pour les bénéficiaires du revenu de solidarité active  
au cours de l'année 2023  
N° 2022-C-DGAS-DIRE-SIP-0111**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT),
- Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles,
- Vu le Code du Travail et notamment ses articles L5132-2 à L5132-3-1, L.5134-19-1, L.5134-19-2, L5134-19-4, L5134-19-5, L5134-30-2, L5134-72, R.5134-16 et suivants, D.5134-41 et D.5134-64,
- Vu la loi n°2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion,
- Vu la loi n°2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021,
- Vu le décret n°2009-1442 du 25 novembre 2009 relatif au contrat unique d'insertion,
- Vu le décret n°2014-197 du 21 février 2014 portant généralisation de l'aide au poste d'insertion et diverses mesures relatives à l'insertion par l'activité économique,
- Vu le décret n°2014-728 du 27 juin 2014 relatif aux modalités d'application de la participation financière des départements à l'aide d'insertion au poste en faveur des structures d'insertion par l'activité économique,
- Vu la circulaire ministérielle n°2009-42 du 5 novembre 2009 relative à l'entrée en vigueur du contrat unique d'insertion au 1<sup>er</sup> janvier 2010,
- Vu la circulaire DGEFP/SDPAE/MIP/MPP/2018/11 du 11 janvier 2018 relative aux parcours emploi compétences et au Fonds d'inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi,
- Vu la circulaire DGEFP/MIP/ METH/ MPP/2020/32 du 28 février 2020 relative au parcours emploi compétences et au fonds d'inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi,

- Vu la circulaire DGEFP/MIP/MPP/2020/163 du 28 septembre 2020 relative à la mise en œuvre des mesures du plan #1jeune1solution concernant les parcours emploi compétences,
- Vu la circulaire DGEFP/MIP/METH/2021/42 du 12 février 2021 relative au fonds d'inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail,
- Vu la circulaire DGEFP/SDPAE/MIP/METH/2022/29 du 7 février 2022 relative au fonds d'inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail,
- Vu l'arrêté modificatif n°2 de la Préfecture de Région du 12 septembre 2022 fixant le montant de l'aide de l'Etat des contrats uniques d'insertion (parcours emploi compétences et contrats initiative emploi),
- Vu la délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022 relative au budget primitif 2023,
- Vu la délibération du Conseil Départemental du 16 décembre 2022 autorisant la signature de la présente convention n°2022-C-DGAS-DIRE-SIP-0111.

**Entre :**

le **Département de la Vienne**, représenté par Alain Pichon, Président du Conseil Départemental de la Vienne,

et

l'**Etat**, représenté par Monsieur Jean-Marie Girier, Préfet de la Vienne,

**Il est convenu ce qui suit :**

**PREAMBULE**

L'Etat et le Département mènent une politique commune pour les contrats aidés depuis le plan de cohésion sociale de 2005, dans une logique de construction de parcours permettant une insertion durable des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) et des jeunes ayant peu de qualification.

Le Département, en collaboration avec Pôle Emploi, met en œuvre le Service Public de l'Insertion et de l'Emploi sur la période 2022 -2023. L'objectif du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi est de garantir aux personnes durablement éloignées du marché du travail, un accompagnement personnalisé vers l'emploi qui soit efficace et accessible partout sur le territoire. A ce titre, et dans le cadre de l'axe 3 "Offre d'accompagnement social et professionnel" : vers une mise en commun, une plus grande visibilité et un accès facilité », une action a été fléchée vers le soutien et le développement des contrats aidés.



La loi n° 2008-1249 du 1<sup>er</sup> décembre 2008 généralisant le RSA et réformant les politiques d'insertion a instauré le Contrat Unique d'Insertion (CUI) qui prend la forme d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) dans le secteur non marchand et d'un contrat initiative emploi (CIE) dans le secteur marchand.

La circulaire du 11 janvier 2018 a recentré l'intervention de l'Etat en faveur des publics les plus éloignés du marché du travail autour de l'objectif premier d'inclusion dans l'emploi et a introduit deux changements majeurs :

- le premier est la création d'un fonds d'inclusion dans l'emploi qui permet une gestion globale et une programmation annuelle des contrats aidés et de l'insertion par l'activité économique ;
- le second est la transformation des contrats aidés en Parcours emploi compétences (PEC) s'appuyant sur une logique de parcours pour le bénéficiaire et de sélection des employeurs.

Le Parcours emploi compétences conserve le cadre juridique antérieur du CUI-CAE associant à la fois la mise en situation professionnelle auprès d'employeurs sélectionnés, un accès facilité à la formation et l'acquisition de compétences professionnelles.

La loi de finances pour 2022, qui prévoit le financement des contrats aidés en Parcours emploi compétences dans le secteur non marchand et le financement des contrats initiative emploi (CIE) pour les jeunes, autorise la mise en œuvre de 115 336 contrats via le fonds d'inclusion dans l'emploi. La mise en œuvre du financement des contrats aidés au titre de 2023 demeure sous réserve de la disponibilité budgétaire des crédits qui seront votés par le Parlement dans le cadre de la loi de finances pour 2023.

Un arrêté de la préfète de Région fixe le montant des aides versées par l'Etat conformément aux articles L 5134-30 et L 5134-31 du code du travail.

Le Département contribue depuis plusieurs années à la mise en œuvre de parcours d'insertion pour les bénéficiaires du revenu de solidarité active qu'il finance, soit au travers du parcours emploi compétences, soit au travers du contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI) dans les Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI). Les structures de l'Insertion par l'Activité Economique s'adressent aux personnes dont l'éloignement de l'emploi relève de freins périphériques lourds justifiant d'un parcours dans une structure dédiée.

A ce titre, le Département signe avec l'Etat une Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens qui précise les engagements financiers de l'Etat et du Département, les modalités financières et d'accompagnement des bénéficiaires du RSA dans le cadre de leurs parcours d'insertion.

## **ARTICLE 1 : Objet de la convention**

Le Département et l'Etat confirment leur volonté commune de poursuivre leur partenariat dans le cadre du Service Public de l'Emploi et du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi pour mettre en œuvre conjointement le Parcours emploi compétences en faveur des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) de la Vienne.

La présente convention précise les objectifs quantitatifs et qualitatifs d'une part, les objectifs de cofinancement des Parcours emploi compétences et des CDDI dans les ateliers et chantiers d'insertion (ACI), d'autre part.

## **Article 2 : Objectifs quantitatifs**

L'Etat et le Département s'engagent sur le co-financement de 100 Parcours emploi compétences (CUI – secteur non-marchand).

Le Département arrête son concours financier au montant forfaitaire correspondant à 88 % du montant forfaitaire mentionné à l'article L.262-2 du code de l'action sociale et des familles, applicable à un foyer composé d'une personne seule, prévu par l'article D.5134-41 du code du travail relatif au CUI-CAE.

Cependant, au regard des tensions de recrutement observées au sein des collectivités territoriales et au sein des Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, 30 Parcours emploi compétences au maximum seront réservés aux collectivités territoriales et aux établissements et structures exerçant une mission auprès des personnes âgées (Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, Services d'aide à domicile, résidences autonomie). Le taux de prise en charge fixé par arrêté préfectoral sera majoré dans la limite de 70% du SMIC brut et de 30 heures par semaine pendant 12 mois. Cette majoration sera à la charge du Département.

Par ailleurs, la prescription de 50 contrats aidés dans le secteur marchand (CUI-CAE) par le Département est autorisée uniquement dans le cadre de la CAOM, sans financement de la part de l'Etat. Aussi, le Département souhaite maintenir son intervention financière pour le financement des CUI-CIE au profit des bénéficiaires du RSA à sa charge, en vertu de l'article L5134-72 du code du travail. A ce titre, il s'engage à financer une aide équivalente à 47% du SMIC brut, sur une durée de 6 mois, pour un contrat à durée indéterminée ou un contrat à durée déterminée de 6 mois minimum, à 30 heures hebdomadaires ou plus. Le financement concernera 50 CIE pour l'année 2023.

La CAOM vaut engagement financier de l'Etat pour chacun des Parcours emploi compétences conclu par le Département et dans la limite du nombre total fixé précédemment.

L'engagement du Département s'inscrit dans le cadre des moyens inscrits au Budget Primitif 2023.

Concernant les CDDI, le Département s'engage sur la prise en charge de 450 bénéficiaires du RSA et dans la limite d'un budget de 1,3 M€. En cas de dépassement du budget relatif au recrutement des bénéficiaires du RSA, l'Etat prendra en charge le financement des CDDI, dans la limite du conventionnement contractualisé avec chaque chantier d'insertion.

Ces objectifs quantitatifs sont précisés dans l'imprimé « cerfa » joint en annexe de la présente convention.

Les objectifs de la présente CAOM sont de 100 PEC (dont 30 PEC majorés) et 50 CIE, en fonction des besoins de prescription observés au titre de 2023.

### **ARTICLE 3 : Publics et employeurs éligibles**

Les publics éligibles sont les bénéficiaires du RSA de la Vienne à la charge du Département.

S'agissant du Parcours emploi compétences, le ciblage des employeurs se fait sur leur capacité à offrir des postes et un environnement de travail propices à un parcours d'insertion.

La circulaire du 11 janvier 2018 susvisée, incitait à une vigilance particulière sur 3 secteurs :

- l'Education Nationale au titre de l'accompagnement des élèves handicapés,
- l'urgence sanitaire et sociale,
- les communes rurales en difficulté.

Depuis la circulaire DGEFP/SPAE/MIP/METH/MPP/2019/17 du 31 janvier 2019 relative au Fonds d'Inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées du marché du travail (parcours emploi compétences, insertion par l'activité économique, entreprises adaptées et groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification), les PEC prescrits pour l'accompagnement à la scolarité des élèves en situation de handicap sont gérés directement par l'Education Nationale.

Le Département incite à une vigilance particulière sur les secteurs pour lesquels il a compétence notamment dans le champ des solidarités.

Tout employeur doit démontrer :

- sa capacité à accompagner au quotidien la personne,
- mettre en place une formation pré-qualifiante ou qualifiante,
- pérenniser le poste ou développer la maîtrise de comportements professionnels et compétences techniques qui répondent à des besoins du bassin d'emploi.

S'agissant du CUI-CIE, le ciblage des employeurs se fait sur leur capacité à offrir des postes et un environnement de travail propices à un parcours d'insertion et dans le respect de l'article L.5134-66 du code du travail.

### **ARTICLE 4 : Moyens mobilisés pour favoriser le retour à l'emploi durable des salariés en contrats aidés**

La mise en œuvre d'actions d'accompagnement, de formation et la remise d'une attestation d'expérience au salarié incombent à l'employeur.

Concernant les salariés en Parcours emploi compétences, chaque employeur s'engage à mettre en œuvre, en faveur du salarié recruté, des actions d'accompagnement, de tutorat et de formation en lien avec l'Organisme Paritaire Collecteur Agréé (OPCA) ou l'organisme de formation de la branche. Ces actions doivent notamment permettre au salarié d'acquérir les compétences et qualités professionnelles en fonction de son projet professionnel et des besoins du marché du travail.

En appui des mesures que prendront les employeurs, il est convenu que l'accompagnement des salariés en CUI pourra être pris en charge par les référents uniques des organismes désignés par le Président du Conseil Départemental, dès lors que ces salariés relèvent d'une décision d'orientation.

Concernant les salariés en CUI-CIE, l'obligation est faite à l'employeur de programmer la mise en place d'une formation professionnalisante avec une progressivité dans la réalisation des missions et l'organisation de points réguliers avec le référent Vienne Emploi Insertion sur le premier trimestre du contrat.

#### **ARTICLE 5 : Pilotage du dispositif**

La mise en œuvre et la coordination des actions relatives au Parcours emploi compétences sont pilotées par le Service Public de l'Emploi Départemental (SPED) présidé par le Préfet, s'appuyant notamment sur les travaux de la cellule opérationnelle, animée par l'Etat (Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités).

#### **ARTICLE 6 : Durée de la convention - modifications**

La présente convention est établie pour l'année 2023. Elle est applicable dès sa signature. Elle pourra être modifiée par voie d'avenant.

#### **ARTICLE 7 : Litiges**

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, celui-ci sera porté devant le Tribunal Administratif de Poitiers.

Fait à Poitiers le

en deux exemplaires originaux.

Le Préfet de la Vienne,

Le Président du Conseil Départemental  
de la Vienne,

Jean-Marie GIRIER

Alain PICHON



# **ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

**FINANCÉ PAR LE DÉPARTEMENT DE :**

LA VIENNE

*(indiquer le nom du département)*

**POUR L'ANNÉE**

2023

*(indiquer l'année au format ssaa)*

Article L. 5134-19-4 du code du travail

Article L. 5134-110 du code du travail

Article L. 5132-3-1 du code du travail



**VOLET 1 DE LA CAOM (CUI EAV)**  
**EMPLOIS D'AVENIR Secteur non Marchand**  
**EMPLOIS D'AVENIR Secteur Marchand**  
**CONTRAT UNIQUE D'INSERTION**

Cadre réservé à l'administration									
0	8	6	2	3	0	0	0	1	
dépt			année		n° ordre			avt renouvellement	



ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS  
 CONCLUE ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Applicable du 0 1 0 1 2 0 2 3 au 31 décembre de la même année. Si date d'échéance antérieure, la préciser : | | | | |

**LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

Département : VIENNE

Adresse : PLACE ARISTIDE BRIAND

Code postal : 8 6 0 0 0 0 0 5 4 9 5 5 6 6 0 0

Commune : POITIERS

N° SIRET : 2 2 8 6 0 0 0 1 1 0 0 0 1 6

Nom et qualité de la personne chargée du suivi de la convention : JEAN LUC POUGET DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES

**DÉLÉGATION DE PRESCRIPTION**

Organisme chargé de la prescription et de la signature des aides à l'insertion professionnelle : \_\_\_\_\_

Pôle emploi : \_\_\_\_\_ N° SIRET : | | | | |

Autre organisme : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

**OBJECTIFS D'ENTRÉES EN EMPLOIS D'AVENIR**

- Nombre total d'entrées prévues en EAV (secteur non marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : | | | | |  
 (dont prolongations : | | | | |)  
 Dont nombre d'entrées en EAV au taux majoré ( | | | % ) : | | | | | (dont prolongations : | | | | |)
- Nombre total d'entrées prévues en EAV (secteur marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : | | | | |  
 (dont prolongations : | | | | |)  
 Dont nombre d'entrées en EAV au taux majoré ( | | | % ) : | | | | | (dont prolongations : | | | | |)
- Nombre d'entrées prévues en EAV (secteur non marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : | | | | | (dont prolongations : | | | | |)
- Nombre d'entrées prévues en EAV (secteur marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : | | | | | (dont prolongations : | | | | |)

**OBJECTIFS D'ENTRÉES EN CONTRATS UNIQUES D'INSERTION**

- Nombre total d'entrées prévues en CUI-CAE (secteur non marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : 0 1 0 1 0 1 0  
 (dont prolongations : | | | | |)  
 Dont nombre d'entrées en CUI-CAE (secteur non marchand) au taux majoré ( 0 1 7 0 % ) : 0 1 0 1 3 1 0 (dont prolongations : | | | | |)
- Nombre total d'entrées prévues en CUI-CIE (secteur marchand) pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : | | | | |  
 (dont prolongations : | | | | |)  
 Dont nombre d'entrées en CUI-CIE (secteur marchand) au taux majoré ( | | | % ) : | | | | | (dont prolongations : | | | | |)
- Nombre d'entrées prévues en CUI-CAE (secteur non marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : | | | | | (dont prolongations : | | | | |)
- Nombre d'entrées prévues en CUI-CIE (secteur marchand) financés en totalité par le département pendant la durée de l'aide à l'insertion professionnelle : 0 1 0 1 5 1 0 (dont prolongations : | | | | |)

VOLET 2 DE LA CAOM (IAE)  
INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

cerfa  
N° 13999\*03

ANNEXE À LA CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS  
CONCLUE ENTRE L'ÉTAT ET LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

**AIDES ATTRIBUÉES AUX ATELIERS ET CHANTIERS D'INSERTION FINANCÉS PAR LE DÉPARTEMENT**

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention :  salariés

dont <sup>(1)</sup> :  BRSA

Jeune -26  Seniors  ASS  AAH  TH  50 et +  DELD  Autres

Montant financier :  € <sup>(2)</sup>

**AIDES ATTRIBUÉES AUX STRUCTURES D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE (HORS ACI)**

**Entreprises (EI)**

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention :  salariés

dont <sup>(1)</sup> :  BRSA

Jeune -26  Seniors  ASS  AAH  TH  50 et +  DELD  Autres

Montant financier :  € <sup>(2)</sup>

**Entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI)**

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention :  salariés

dont <sup>(1)</sup> :  BRSA

Jeune -26  Seniors  ASS  AAH  TH  50 et +  DELD  Autres

Montant financier :  € <sup>(2)</sup>

**Associations intermédiaires (AI)**

Nombre total d'entrées prévues pendant la durée de la convention :  salariés

dont <sup>(1)</sup> :  BRSA

Jeune -26  Seniors  ASS  AAH  TH  50 et +  DELD  Autres

Montant financier :  € <sup>(2)</sup>

<sup>(1)</sup> personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières.

<sup>(2)</sup> Lorsque les objectifs d'entrées portent sur les Brsa en ACI, la participation financière correspond à 88% du montant forfaitaire mentionné au 2° de l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles applicable à une personne isolé par mois.

Le signataire représentant l'organe exécutif du département s'engage par la présente convention à :

- réserver le traitement des informations nominatives qui leur seront transmises par l'Agence de services et de paiement aux seules finalités de préparation et de conclusion du CUI ou de l'EAV ;
- mettre en œuvre des mesures de sécurité propres à assurer la confidentialité de ces informations ;
- garantir aux intéressés l'exercice de leurs droits d'accès et de rectification prévus aux articles 39 et 40 de la Loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Fait le : \_\_\_\_\_  
**Pour le Conseil Départemental** (Signature et cachet)

Fait le : \_\_\_\_\_  
**Pour l'Etat** (Signature et cachet)

Destinataires : Exemple 1 = ASP / Exemple 2 = Préfet (unité départementale de la DIRECCTE)  
Exemple 3 = Prescripteur / Exemple 4 = Conseil départemental / Exemple 5 = DGEFP

Transmis à l'ASP le :

## REUNION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 16 DECEMBRE 2022 - BUDGET PRIMITIF

---

### COMMISSION INSERTION, EMPLOI, POLES ECONOMIQUES

Direction Générale Adjointe des Solidarités

Direction de l'Insertion et du Retour à l'Emploi

---

## RAPPORT DU PRESIDENT

---

### CONTRATS AIDES : CONVENTION 2023

L'Etat et le Département mènent une politique commune pour les contrats aidés depuis le plan de cohésion sociale de 2005, dans une logique de construction de parcours permettant une insertion durable des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) et des jeunes ayant peu ou pas de qualification. Cet engagement est formalisé dans le cadre d'une convention annuelle d'objectifs et de moyens (CAOM), la dernière ayant été approuvée par délibération du Conseil Départemental du 17 décembre 2021.

Le Département, en collaboration avec Pôle Emploi, met en œuvre le Service Public de l'Insertion et de l'Emploi sur la période 2022 -2023. L'objectif du Service Public de l'Insertion et de l'Emploi est de garantir aux personnes durablement éloignées du marché du travail, un accompagnement personnalisé vers l'emploi qui soit efficace et accessible partout sur le territoire. A ce titre, et dans le cadre de l'axe 3 "Offre d'accompagnement social et professionnel" : vers une mise en commun, une plus grande visibilité et un accès facilité », une action a été fléchée vers le soutien et le développement des contrats aidés.

La circulaire du 11 janvier 2018 a recentré l'intervention de l'Etat en faveur des publics les plus éloignés du marché du travail autour de l'objectif premier d'inclusion dans l'emploi et introduit deux changements majeurs :

- le premier est la création d'un fonds d'inclusion dans l'emploi qui permet une gestion globale et une programmation annuelle des contrats aidés et de l'insertion par l'activité économique ;
- le second est la transformation des contrats aidés en Parcours emploi compétences (PEC) s'appuyant sur une logique de parcours pour le bénéficiaire et de sélection des employeurs.

#### **Le Parcours emploi compétences (PEC)**

Le Parcours emploi compétences s'appuie sur le cadre juridique du contrat unique d'insertion – contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) prévu par le code du travail. Il est recentré sur le seul objectif d'insertion professionnelle des

publics éloignés de l'emploi, associant la mise en situation professionnelle et l'accès facilité à la formation et à l'acquisition de compétences.

Pour rappel, ce contrat repose sur 5 axes essentiels :

- un ciblage des publics à partir d'un diagnostic global permettant de repérer un besoin d'expérience et de savoir-être professionnels en dépassant le raisonnement par catégorie administrative même si un « reporting » sur les caractéristiques du public – reconnaissance de travailleur handicapé, bénéficiaire du RSA, demandeur d'emploi de longue durée, personnes résidant en quartier « politique de la ville », personnes ayant un faible niveau de qualification – est maintenu trimestriellement,
- une sélection des employeurs en fonction des capacités à proposer les conditions d'un parcours insérant, soit une exigence réelle sur la base du triptyque emploi, accompagnement et formation,
- une mise en œuvre effective des attendus en matière d'engagements de formation et d'accompagnement qui figurent sur un imprimé Cerfa et qui constituent les contreparties obligatoires de l'aide financière attribuée,
- un renforcement du rôle de prescripteur en matière d'accompagnement avant, pendant et à la sortie du PEC avec des temps de rencontres formalisés tout au long du contrat,
- une durée limitée dans le temps, soit de 9 à 12 mois en CDD, le PEC devant constituer un réel levier d'accompagnement vers l'emploi et l'accès à la formation. Dans ce cadre, les renouvellements ne sont pas prioritaires mais conditionnés à l'évaluation par le prescripteur de leur utilité pour le bénéficiaire et sous réserve du respect des engagements des employeurs.

La loi de Finances pour 2022, via le fonds inclusion dans l'emploi, autorisait la mise en œuvre de 115 336 Parcours emploi compétences. Pour 2023, l'instruction sur le fonds inclusion dans l'emploi n'est pas encore connue.

Un arrêté de la préfète de Région fixe le montant des aides versées à l'employeur. Pour 2022, le taux de prise en charge est fixé à 30% du SMIC brut sur la base d'un contrat de 20 à 26 heures hebdomadaires excepté 4 typologies de public dont le taux est majoré à 50 % : les bénéficiaires du RSA, les personnes en situation de handicap bénéficiaires de l'obligation d'emploi, les demandeurs d'emploi de longue durée et les personnes de plus de 50 ans. La durée de prise en charge de l'aide est de 9 à 12 mois, avec un renouvellement possible jusqu'à 24 mois de prise en charge.

Pour mémoire, le montant de la participation financière du Département est fixé par décret à 88% du RSA pour une personne seule, l'Etat prenant en charge le différentiel.

Dans le contexte économique et social actuel, la mobilisation des pouvoirs publics en direction des personnes durablement éloignées du marché du travail est plus que jamais une nécessité. Ainsi, le Département confirme sa volonté de poursuivre le partenariat engagé dans le cadre de sa politique d'insertion pour mettre

en œuvre le PEC en faveur des personnes bénéficiaires du RSA dans la Vienne, en co-financement de **100 contrats aidés en 2023**.

Au regard des tensions de recrutement observées, 30 parcours emploi compétences au maximum seront réservés aux collectivités territoriales et aux établissements et structures exerçant une mission auprès des personnes âgées (Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes, Services d'aide à domicile, résidences autonomie). Le taux de prise en charge fixé par arrêté préfectoral sera majoré dans la limite de 70% du SMIC brut et de 30 heures par semaine pendant 12 mois. Cette majoration sera à la charge du Département.

Une attention particulière sera portée aux employeurs des secteurs suivants, selon les priorités de l'Etat et du Département :

- l'urgence sanitaire et sociale,
- les communes rurales en difficulté,
- les champs de compétences du Département et en particulier celui des solidarités.

Au 21 octobre 2022, 64 PEC ont été signés (contre 82 sur l'année 2021) dont 9 contrats aidés à prise en charge majorée.

### **Le Contrat initiative emploi départemental (CIED) : Top Emploi86**

En 2018, l'Etat a arrêté le financement du Contrat Initiative Emploi (CIE) dans le secteur marchand, outil qui favorisait le placement des personnes en insertion dans les entreprises. En 2020, l'Etat a repris les CIE pour les jeunes exclusivement.

Depuis de nombreuses années, le Département a souhaité conserver ce type de contrat, dénommé « Top Emploi86 ».

Les caractéristiques de ce CIE Départemental sont les suivantes :

- un contrat à durée déterminée de 6 mois minimum ou un contrat à durée indéterminée, sur la base de 30 heures de travail hebdomadaires ou plus,
- un engagement de l'employeur pour mettre en place une formation professionnalisante et une progressivité dans la réalisation des objectifs du poste favorisant l'adaptation du salarié,
- une aide financière s'adossant sur l'activation de l'allocation RSA, calculée sur la base d'un taux de 47% du SMIC brut, soit une aide mensuelle d'environ 676 euros sur 6 mois maximum (si 30 h/semaine),
- une veille sur la bonne intégration du salarié dans l'entreprise et le respect des engagements de chaque partie.

Au 21 octobre 2022, 14 CIE (Top Emploi86) ont été signés dans le secteur marchand (sur toute l'année 2021, 28 CIE ont été signés).

Le financement concernera **50 CIE pour l'année 2023**.

Pour le paiement des aides aux employeurs, tant pour le PEC que pour le Top Emploi86, le conventionnement avec l'Agence de Services et de Paiement (ASP) est reconduit par courrier simple pour l'année 2023.



## Les contrats à durée déterminée d'insertion (CDDI)

Dans le cadre de la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens (CAOM) conclue avec l'Etat, le deuxième volet concerne la participation financière du Département aux CDDI dans les chantiers d'insertion pour les bénéficiaires du RSA.

Dans le cadre du plan de lutte contre la pauvreté, l'insertion par l'activité économique (IAE) a été identifiée comme un levier majeur de l'insertion sociale et professionnelle : l'Etat a ainsi augmenté de manière significative le nombre de places au sein des structures de l'IAE, en ajoutant 100 000 postes au niveau national.

Pour ce faire, la Direction départementale du travail, de l'emploi et des solidarités (DDETS) de la Vienne a lancé des appels à manifestation d'intérêt (AMI). Les projets prioritaires ont porté sur la création de nouvelles structures de l'IAE :

- de préférence avec des supports d'activités nouveaux et valorisants n'existant pas dans le département,
- ou projetant de s'établir dans les zones géographiques sans offre d'insertion à l'heure actuelle (notamment en zone rurale),
- ou répondant aux besoins spécifiques d'insertion de certains publics (par exemple : personnes sous-main de justice...).

Ainsi, 2 structures d'insertion ont été habilitées en Vienne en 2022 : le chantier de réemploi des ouvrants de VMS, structure déjà implantée à Chauvigny et « Le goût des autres », restaurant d'insertion à Châtellerault. Par ailleurs, le chantier d'insertion de la Ferme Emmaüs Maisoncelle a démarré en avril 2022 sur une activité de maraîchage pour un public majoritairement de détenus en fin de peine.

En 2023, le Département s'engage sur une prise en charge de **450 bénéficiaires du RSA et dans la limite d'un budget d'1,3 M€**. En cas de dépassement du budget relatif au recrutement des bénéficiaires du RSA, l'Etat prendra en charge le financement des CDDI, dans la limite du conventionnement contractualisé avec chaque chantier d'insertion. La répartition des crédits par chantier d'insertion sera proposée ultérieurement.

### **Je vous propose :**

- **d'approuver la prescription du Parcours Emploi Compétences dans le secteur non marchand et du Contrat Initiative Emploi dénommé Top Emploi86 dans le secteur marchand, ainsi que le financement du Contrat à Durée Déterminée d'Insertion,**
- **de m'autoriser à signer avec l'Etat la Convention Annuelle d'Objectifs et de Moyens 2023 relative, d'une part, à la mise en œuvre du Parcours Emploi Compétences et d'un Contrat Initiative Emploi (Top Emploi86) et, d'autre part, au financement du Contrat à Durée Déterminée d'Insertion dans les ateliers et chantiers d'insertion pour les bénéficiaires du revenu de solidarité active, jointe en annexe.**



Je vous invite à délibérer sur ce dossier.